

futuribles

analyse et prospective

**Les jeunes
et le changement social**

**La prévision des
catastrophes naturelles**

**Immigration :
le laboratoire américain**

futuribles

analyse et prospective

REVUE MENSUELLE

55, rue de Varenne

75341 Paris Cedex 07 - France

• Tél : (33) 01 42 22 63 10

• Fax : (33) 01 42 22 65 54

• E-mail : futuribl@pratique.fr

• Minitel : 3615 SJ*FUTURIBLES

Comité d'orientation : Ismaïl S. Abdalla, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Michel Crozier, Claire Degenhardt, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontela, Michel Godet, Paul-Marc Henry, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Eleonora Masini, Henri Mendras, Amélie d'Oultremont, Pierre Piganol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

Comité de rédaction : Anne de Beer, Pierre Bonnaure, Jean-Yves Boulin, Bernard Cazes, Gilbert Cette, Michel Drancourt, Charles du Granrut, Alain Michel, Nicole Morgan, Alain Parant, André-Yves Portnoff, Michel Schiray, Jacques Theys.

Directeur : Hugues de Jouvenel

Rédaction : Christine de Guébriant

Assistante : Annie Palmantier

Secrétaire générale : Corinne Roëls

Abonnements-diffusion : Corinne Roëls, Fabrice Colin

1 an :	France	640 FF
	Etranger/DOM TOM	690 FF
	Par avion	790 FF
	Etudiants :	440 FF
	Joindre la copie de la carte d'étudiant	

Le numéro :	France	70 FF (port inclus)
	Etranger/DOM TOM	75 FF (port inclus)

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de Futuribles. Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© *Futuribles Sarl* 1997

Publiée avec le concours du Centre national du livre
Commission paritaire n° 56798 - ISSN 0337 307 X
Imprimerie Bialec S.A. - Nancy
Dépôt légal n° 45923 - AVRIL 1997

Unique revue de prospective en langue française à caractère réellement interdisciplinaire, *Futuribles* analyse chaque mois ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (les politiques et les stratégies) vis-à-vis des grands défis du futur.

Au sommaire des derniers numéros

n°214

- Réel/Virtuel : la crise du sens
- Genèse et développement d'Internet
- Le lien : nouveau moteur de la consommation

n°215

- La santé en France : diagnostic, ordonnance, perspectives
- L'insertion sociale des jeunes d'origine étrangère

n°216 Numéro spécial

- Regards prospectifs sur le Japon

n°217

- La fécondité en Suède
- La loi Robien
- La politique de R&D

n°218

- Les plantes transgéniques
- Le « métamanagement »
- Enquête Delphi sur les technologies clefs

Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite (article L. 122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle - CPI) et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (Code de la Propriété Intellectuelle, article L 122-5).

Toutefois, l'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie (photocopie, télécopie, copie papier réalisée par imprimante) peut être obtenue auprès du Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) - 20, rue des Grands-Augustins - 75006 PARIS.

futuribles

analyse et prospective

NUMÉRO 219

AVRIL 1997

Choix de société 3

Hugues de Jouvenel

Les jeunes et le changement social.

De la nécessité de construire

une autre société 5

Alain Borredon

Du séisme de Kanto au séisme de Kobé.

Utilité et limites de la prévision

des catastrophes 25

Bernadette de Vanssay

La prospective stratégique.

Prospective-stratégie : différences

et complémentarités 45

Michel Godet

FORUM

Immigration : le laboratoire américain 59

Nicole Morgan, Rémy Oudghiri

ACTUALITÉS PROSPECTIVES 73

La santé : existe-t-il une recette miracle ? Cybermorale. Citoyenneté européenne. Emploi-formation en France à l'horizon 2005. États-Unis : controverse sur la dégradation des ghettos noirs. L'animal domestique virtuel. Le sentiment d'insécurité en Europe. Omnivores vs. végétariens. Prospective et management (bis). Créations d'emplois aux États-Unis (1989-1995). Prix de la communication culturelle Nord-Sud 1997.

BIBLIOGRAPHIE

Analyses critiques 87

B. Bruhnes, *Les habits neufs de l'emploi*. D. Hackett Fisher, *The Great Wave, Prices Revolutions and the Rythm of History*. L. Bryan, D. Farrell, *Market Unbound. Unleashing Global Capitalism*. J. Séguéla, *Le futur a de l'avenir*. D. Dacunha-Castelle, *Chemins de l'aléatoire*. W. Grossin, *Pour une science des temps. Introduction à l'écologie temporelle*. M. Leroux, *La dynamique du temps et du climat*. Y. Morvan, *L'entreprise Atlantique : du local à l'économie-monde*.

Comptes rendus

107

Choix de société

Le président de la République française a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et d'organiser très rapidement des élections législatives.

Au-delà de la suspicion naturelle qui plane sur les motifs de cette décision (simple manœuvre politicienne ?), pour la droite comme pour la gauche, il s'agit de consulter les Français sur « un choix de société ». Mais, d'un côté comme de l'autre, on s'abstient soigneusement de préciser quelle est l'alternative et quelles sont les deux visions de l'avenir qui s'opposent.

De part et d'autre, on affirme vouloir réduire la fracture sociale et promouvoir une société plus solidaire, moderniser l'État, relancer la croissance économique, conférer une âme à l'Europe et entrer dans le III^e millénaire la tête haute... On rivalise de belles formules, usant et abusant de ce que certains sociologues appellent des « mots-valises », c'est-à-dire des concepts fourre-tout qui sont censés séduire une clientèle d'autant plus large que chacun y met le contenu qu'il désire.

Mais le problème, justement, est que les repères collectifs sont

brouillés, y compris la signification des mots, a fortiori la relation du verbe à l'action. La difficulté précisément est que tous ces discours sont connus, rebattus et vides de sens. Qu'ils inspirent désormais plus de méfiance que d'enthousiasme. Peut-être parce que (la professionnalisation de la fonction politique aidant ?), tous entretenant le même credo et menant, lorsqu'ils sont au pouvoir, une politique à peu près identique et contraire aux objectifs affichés, les Français n'y croient plus beaucoup. Ils se méfient, s'inquiètent, vivent dans la hantise justifiée de se voir encore bernés.

Comment sortir de cette impasse dès lors que la classe politique — et, du même coup, la politique elle-même — se trouvent à ce point discréditées ? Dès lors que la société elle-même se disloque, vit dans la crainte, n'a plus de repères ni a fortiori de desseins collectifs ; que plus rien, en conséquence, n'assure sa cohésion ni ne lui confère un sens ? Dès lors aussi — songeons à notre propre responsabilité — que les intellectuels n'ont plus rien à dire ou refusent de parler et, en tout cas, se soustraient du débat public qu'ils devraient au contraire alimenter ?

D'où vient cette torpeur, cette friilosité, ce « refus de voir » les réalités du monde contemporain telles que pourtant nous les vivons au quotidien, cette absence d'analyses pourtant indispensables à l'élaboration de propositions qui seraient à la hauteur des enjeux, ce manque d'ardeur, ce repli sécuritaire ? Je crois qu'ils viennent pour une grande part de la peur que suscite, non les menaces extérieures qu'on brandit volontiers comme boucs émissaires, mais le doute sur nos valeurs et sur nos désirs.

D'ailleurs savons-nous vraiment ce que nous voulons ; à défaut, ce que nos leaders politiques imaginent comme futurs souhaitables pour la France — voire l'Europe — de demain ? Non, ne fut-ce que parce que leurs discours portent bien davantage sur les moyens que sur les finalités : sur la rigueur, la réforme, la modernisation, autant de chantiers certes à entreprendre mais dans quelle direction ?

Des entreprises ont sombré dans cette confusion. Après avoir transféré la fonction stratégique aux contrôleurs de gestion, pratiqué à l'excès la politique du juste à temps et de la flexibilité totale, elles redécouvrent lentement la nécessité de se donner un objectif à long terme, facteur de cohérence et de sens. Elles le font d'ailleurs souvent en s'interrogeant d'abord sur leur « cœur » de métier ou de compétence, ainsi que sur leurs valeurs partagées et sur les objectifs collectifs autour desquels pourront être maillées, dans un jeu à somme positive, les ressources humaines.

Rien de tel au niveau de la cité, sinon parfois au niveau local dans le cadre de tel ou tel projet de développement, concept du reste inusité au plan national et européen. Quelle France, quelle Europe, porteuses de sens voulons-nous ? Quelle France, quelle Europe, nous propose-t-on qui seraient susceptibles d'inspirer un brin d'enthousiasme et d'espoir et permettraient en conséquence de mobiliser positivement des énergies qui aujourd'hui demeurent inexploitées ou s'épuisent dans de stériles combats d'arrière-garde ?

On se plaint à répéter que les Européens ont en commun certaines valeurs, à commencer par celles qui sous-tendent les droits de l'homme, la démocratie et l'économie sociale de marché. Mais j'ai l'étrange impression qu'ils sont plus attachés à leur passé que préoccupés de construire l'avenir, qu'ils se comportent plus en héritiers frileux qu'en pionniers avertis.

Et nos leaders — eux qui proclament vouloir préparer notre entrée dans le III^e millénaire — ont une étrange manière de vouloir conduire le changement sans mot dire de sa teneur et de leurs objectifs. Se sont-ils eux-mêmes posés la question des futurs possibles et des avenir souhaitables qui pourtant devraient, en période électorale, être au cœur du débat public ? Les Français en jugeront.

Hugues de Jouvenel

Les jeunes et le changement social

De la nécessité de construire une autre société

Alain Borredon ¹

À trois reprises, les jeunes se sont imposés en France comme acteurs de mouvements de protestation ou/et de revendication de masse (1986, 1990, 1994). Cette émergence d'acteurs sociaux nouveaux a inauguré l'apparition puis le développement d'une nouvelle structure d'action — la coordination — qui, non seulement marque un changement très important dans les paramètres de l'action collective, mais exprime des transformations toutes aussi significatives dans l'univers des valeurs.

Mais les jeunes ne sont pas que des acteurs occasionnels : ils revendiquent ou espèrent aussi une reconnaissance authentique de leur place qui leur est précisément le plus souvent refusée. D'où une crise de la jeunesse, symptôme d'une crise de la société qui oscille entre des risques d'implosions et des risques d'explosion multiples. Les jeunes nous rappellent alors qu'il est nécessaire de construire une autre société fondée sur une autre éthique et sur d'autres rapports sociaux, société qui reconnaîtrait à l'être humain à la fois son individualité et sa socialité. Ainsi se dessine une sortie possible des crises, autour de ce nouvel agir et comprendre ensemble que constitue le système de la coaction.

1. Sociologue et économiste, Alain Borredon occupe actuellement des fonctions d'enseignement et de chargé de mission à l'innovation et à la valorisation des réussites dans l'académie de Grenoble. Il est aussi chercheur en Sciences de l'Éducation à Grenoble-II.

Automne 1986, automne 1990 et printemps 1994 : par trois fois, les cadets de la société française, seuls ou avec leurs aînés étudiants, ont arpenté l'asphalte citadin pour manifester d'abord leur opposition au projet de loi Devaquet sur les Universités, puis pour réclamer une rallonge budgétaire de plusieurs milliards de francs au ministre Lionel Jospin, et enfin pour exiger l'abandon du décret du CIP (Contrat d'insertion professionnelle) défendu à la fois par le ministre du Travail Michel Giraud et par le Premier ministre Édouard Balladur.

Trois mouvements sociaux d'une jeunesse qui obtint par trois fois satisfaction. En des temps sociaux peu enclins aux grandes manifestations de masse et, surtout, moins extrêmes dans leurs revendications. Cette opposition fondamentale entre des gouvernements (de droite et de gauche) et la jeunesse du pays nous paraît tout à fait révélatrice d'un divorce important entre les classes dirigeantes et les couches nouvelles qui aspirent à une intégration sociale par un mérite plus grand. Ce divorce n'est pas, seulement, un divorce de circonstance comme une acné qui surgirait tous les quatre ans. Il plonge ses racines dans une fracture socioculturelle qu'il importe de comprendre, parce que nous avons, sans nous en rendre compte vraiment, changé d'époque.

Nous chercherons à comprendre ce que sont vraiment les jeunes français d'aujourd'hui au travers de leurs actions collectives, de leurs valeurs et de leur désir d'acteur². Il en découlera deux questions : faut-il parler de crise de la jeunesse ou de crise de la société ? Peut-on envisager des sorties de crise ?

Un changement de paradigme de l'action collective

Les trois mouvements lycéens (et étudiants) que nous avons connus ont surpris d'autant plus que les actions revendicatives de leurs aînés n'ont, au cours de cette période, jamais atteint la même ampleur ni jamais débouché sur le même succès. Et alors même que le contexte sociopolitique n'était jamais identique. Les trois Premiers ministres, par exemple, incarnent chacun des sensibilités différentes : plus à droite avec Jacques Chirac en 1986, à gauche en 1990 avec Michel Rocard et à droite ou au centre droit en 1994

2. Nous prenons ici le parti de nous concentrer sur un ensemble de points communs à la jeunesse ; cela ne signifie aucunement que nous en affirmions toujours l'unité ou mésestimions ses différences ou cloisonnements internes.

avec Édouard Balladur. Certes, à chaque fois, le mouvement bénéficia du net soutien de l'opinion publique, mais ce n'est pas une raison suffisante puisqu'en novembre-décembre 1995 le mouvement social de protestation du secteur public n'obtint pas le même succès, malgré son ampleur nationale cette fois. C'est pourquoi nous pensons que la réussite de ces mouvements de jeunes réside dans un ensemble de paramètres intriqués qui ont changé la nature des actions collectives.

Naguère, on adhère à un syndicat « pour la vie ». Cet engagement, qui reposait en partie sur une idéologie précise était donc durable, même si l'on se contentait assez souvent de payer sa cotisation, d'élire des représentants et de faire quelques manifestations. On était capable de mobilisations longues, sur le lieu de travail ou en réponse à des mots d'ordre nationaux et les analyses ou interprétations des faits sociaux et économiques incluaient une problématique globale ou/et de classe sociale : comme l'écrit Alain Touraine, on était capable de désigner un adversaire et de dévoiler des enjeux sociétaux. Les travailleurs ne présentaient pas des revendications maximalistes, même en cas de conflits longs : rares en effet étaient les fois où elles portaient sur l'abandon pur et simple d'un projet patronal.

Les trois mouvements de 1986, 1990 et 1994 diffèrent radicalement de ces schémas classiques. La stratégie revendicative est ici extrême (rejet total d'un projet de loi, d'un décret ou d'un projet de budget) et le gouvernement n'a que l'issue de la « défaite ». Cette stratégie semble faire écho à un désir très fort de reconnaissance sociale de la part des jeunes. Selon notre enquête de 1986, 55 % des lycéens se prononcent en faveur d'une représentation académique et presque autant pour une représentation dans des instances nationales ; huit ans plus tard, ils sont, selon l'enquête de la Consultation nationale des jeunes 65,4 % à réclamer une consultation régulière des jeunes au niveau local sur des sujets qui les concernent³. Pourtant, la mobilisation est de courte durée, même si l'engagement peut être fort et si donc les jeunes choisissent le plus souvent le modèle de la démocratie directe pour la gestion de leurs actions. S'ils sont également capables de se mobiliser pour des actions et des revendications nationales, ils préfèrent quand ils en ont le choix l'action locale, comme ils le démontrent à longueur de mois depuis quelques années — implication dans des pétitions, manifestations, grèves isolées dans un établissement ou dans une ville. L'objet de la lutte est très circonscrit et il n'est pas posé en termes d'interprétation et d'affiliation politique ou idéologique.

3. Cf. BORREDON Alain. « La critique dans le système éducatif. Pensée critique et mouvements lycéens ». Thèse, Grenoble-II, 1992 ; « Les nouveaux acteurs lycéens : critique sociale et critique scolaire ». *Revue Française de Pédagogie*, 1996, 116, pp. 33-42. Voir aussi Comité pour la Consultation nationale des jeunes. *La Consultation nationale des jeunes*. Paris : La Documentation Française, 1995.

Les paramètres de l'action collective		
Caractéristiques	Syndicat	Coordination
Durée de la mobilisation	longue	courte
Nature de l'engagement	durable, faible	ponctuel, fort
Type de démocratie	représentative	directe
Lieu de la contestation	local et national	local, national
Résultat visé	précis et généraux	plus immédiat et limité
Interprétation	vaste, sociétale	plus limitée
Stratégie revendicative	raisonnable	maximaliste (raisonnable)
Besoin de reconnaissance	peu explicite ou revendiqué	fort et affirmé

Pour chacun de ces huit paramètres, nous enregistrons donc une modification importante qui nous incite à parler de changement de paradigme de l'action collective. Cela ne signifie pas que la forme syndicale sera toujours remplacée par la forme coordination (le mouvement de l'hiver 1995 en est la preuve), mais l'apparition et le développement des coordina-

tions comme forme fréquente d'action collective dans d'autres couches de la population (infirmières, cheminots, agents du transport aérien ou de la RATP, routiers, paysans) indique un bouleversement du rapport à la conduite de l'action collective.

Mais là ne s'arrêtent pas les transformations : ce changement de paradigme ne fait en réalité que refléter un autre changement, plus fondamental parce que situé en amont de l'action elle-même. Les jeunes ont inventé une nouvelle forme d'action parce qu'elle correspond à des valeurs et normes qui, en partie, ne sont plus les mêmes.

L'assise axiologique des mouvements lycéens

À première vue, les trois mouvements sociaux dans lesquels les lycéens s'impliquèrent paraissent relever d'une logique fortement instrumentaliste. En 1986, ils prirent peur de ne pas pouvoir accéder librement aux établissements supérieurs ou d'en être écartés pour cause de frais d'inscription, du reste nettement surévalués. En 1990, ils s'indignèrent de faire leurs devoirs sous les gouttières, d'aller en cours dans des préfabriqués de l'armée chauffés aux poêles à bois ou d'apprendre la dactylo sur les machines à écrire d'Agatha Christie. En 1994, ils ne voulurent pas d'un décret présenté pour leur bien et qu'ils interprétèrent comme un nouveau contrat de galérien : les laissés-pour-compte du marché de l'emploi paieraient leur insertion professionnelle contre un ticket modérateur les amenant en dessous du SMIC.

Tout cela paraît comme étant bien matérialiste. Et pourtant ! Pourtant, d'autres interprétations virent le jour, tout à l'opposé de celles-ci. Nous serions en présence d'une « génération morale »⁴ incarnant à leur paroxysme les valeurs de la République vacillante. En 1986, les lycéens et les étudiants défendirent l'égalité d'accès à l'Université en vertu du droit à l'éducation pour tous reconnu comme inaliénable depuis Jules Ferry. En 1990, tout le monde, chefs d'établissements et parents inclus, s'est accordé à trouver que les lycéens français ne faisaient que réclamer leur dû d'habitants d'un pays développé : bénéficiaire de l'hygiène, de la sécurité et de conditions de travail décentes. En 1994, refuser le CIP, c'était lutter pour la dignité : comment pourrait-on être encore un être humain à part entière, si la rémunération du travail venait à s'abaisser au-dessous du SMIC (et parfois du RMI) et pourrait-on encore parler de justice en payant des licenciés ou des ingénieurs sans emploi moins que des OS sans aucune qualification ? Ajoutez à ces deux types d'interprétation une pointe de spontanéisme adolescent gonflé par le caractère ludique des défilés et des cours que l'on fait « sauter » et vous aurez un panorama profondément biaisé de la réalité sociologique de cette fin de siècle.

Rares en effet furent ceux qui, comme Olivier Galland, comprirent que le mouvement de 1986 reposait sur une « symbiose entre une éthique d'égalité et une inquiétude utilitaire »⁵, parce que nous avons toujours autant de mal en Occident à sortir d'une pensée manichéenne qui imprègne profondément toutes les sciences humaines et oriente beaucoup de nos actions individuelles et sociales. Comme l'analyse si bien Edward de Bono, « si j'ai raison, vous ne pouvez qu'avoir tort et réciproquement »⁶. C'est pour cela que l'on comprend mal que les valeurs adolescentes qui transparaissent sont justement faites à la fois de la défense des valeurs premières de la République française et de la revendication d'un bien-être matériel. Ils veulent à la fois une société solidaire, juste, conviviale et une société dans laquelle chaque être humain puisse s'épanouir, être intégré et bien vivre.

En cela, ils ne sont que des hérauts d'une société riche et démocratique pour laquelle il n'est point d'être humain sans une satisfaction minimale des besoins fondamentaux et sans le respect des droits imprescriptibles de la Déclaration universelle. Les visions dualistes d'autrefois n'ont plus cours : ce n'est plus les idéaux ou (contre) le bien-être, c'est le confort *pour tous* et le

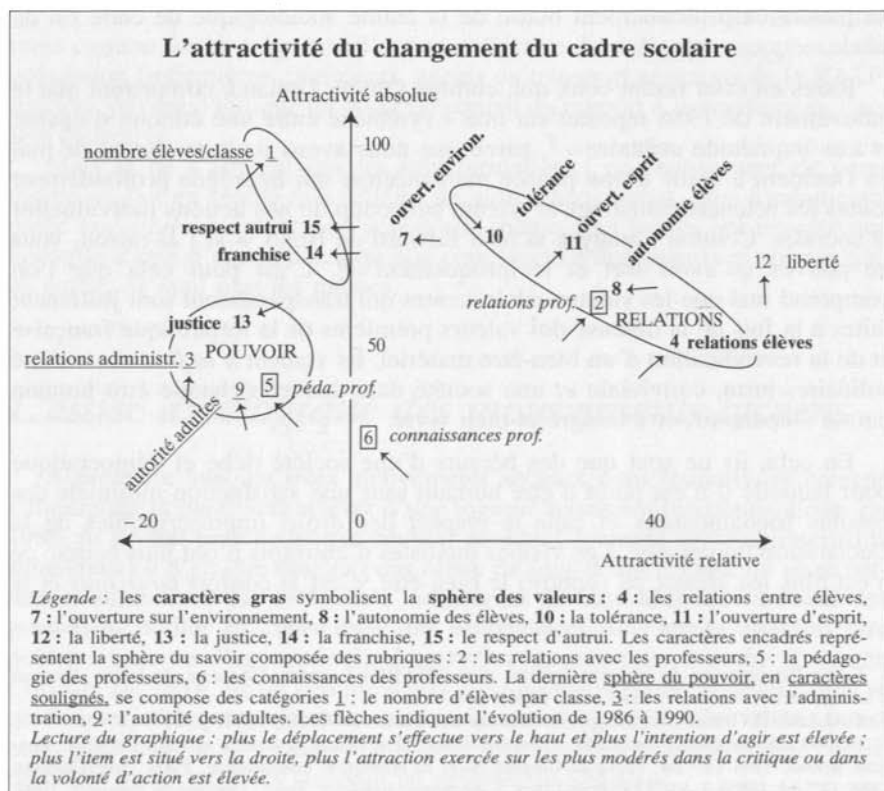
4. Selon l'expression de Laurent Joffrin, voir JOFFRIN Laurent. *Un coup de jeune. Portrait d'une génération morale*. Paris : Ed. Arléa, 1987.

5. GALLAND Olivier. *Sociologie de la jeunesse*. Paris : A. Colin, 1991, p. 187.

6. BONO Edward (de). *I Am Right – You are Wrong* (J'ai raison et donc tu as tort). Londres : Penguin Books, 1991 (1^{re} éd. 1990) et *Conflits. Vers la médiation constructive*. Paris : InterÉditions, 1988, (1^{re} éd. 1985). LAVILLE Jean-Louis. *L'économie solidaire*. Paris : Desclée de Brouwer, 1994.

respect des valeurs fondamentales. Les jeunes d'aujourd'hui ont mûri bien plus qu'on ne le croit généralement et ce n'est ni une trahison, ni une déchirure : ils veulent réussir le pari d'une société — qui n'existe pas encore — dans laquelle on pense à la fois à soi et aux autres (« gagner de l'argent, oui, mais pas sur le dos des autres »), dans laquelle le respect de l'homme, de la femme et des enfants, la démocratie et la solidarité sont des valeurs essentielles portées par chaque citoyen.

Cet appel aux valeurs n'est pas intervenu seulement pour critiquer, mais pour entrer dans l'action de protestation/revendication, à chacun des trois mouvements. Plus encore, dans ce qui n'est pour l'instant qu'une critique le plus souvent latente du cadre scolaire, la référence aux valeurs est le déclencheur à la fois de la critique et de la volonté de changer le cadre scolaire. Les lycéens demandent plus de tolérance, d'ouverture, de respect d'autrui, de franchise, de liberté et d'autonomie et s'il en manque un peu, une nette majorité se déclare prête à agir en conséquence.



Ce qui paraît mobiliser le plus les jeunes concerne par conséquent, directement ou indirectement, la sphère relationnelle et c'est bien en congruence avec l'âge adolescent où l'on ne peut se construire qu'en référence à autrui et grâce à autrui ⁷.

De nouveaux acteurs

Le vingtième siècle est le siècle de l'école. Chaque décennie a connu sa croissance des effectifs scolaires au point qu'au collège pour tous a succédé le lycée pour tous aujourd'hui. Un chiffre illustre mieux que tout autre cette fantastique croissance démographique : en 1884, les bacheliers représentaient 1,1 % d'une génération, en 1994 ils sont devenus prédominants (58 % d'une génération). Ce n'est pas un simple changement d'échelle, c'est un changement de public scolaire : autrefois élitistes et appelés à former les classes dirigeantes, les lycées d'aujourd'hui participent à la formation de toutes les catégories socio-économiques. Même s'il existe de meilleures filières que d'autres et même si elles sont inégalement accessibles, la République a réussi à améliorer l'égalité des chances devant le baccalauréat. En ce sens, on pourrait parler d'une tendance à la démocratisation de l'enseignement secondaire.

Mais si le public a changé, il n'est pas sûr que l'offre se soit modifiée en conséquence, quantitativement et qualitativement. Depuis plus de dix ans existe une profonde insatisfaction des lycéens face à l'école. En 1982, nous parlions de malaise lycéen et en 1986 nous observions déjà que 71,1 % émettaient des critiques négatives, 18,3 % allant jusqu'à juger que le cadre scolaire était totalement inacceptable. En 1990, il y eut un mouvement national stigmatisant de mauvaises conditions de travail et de vie au lycée, mais le malaise était aussi prégnant ailleurs que dans cette revendication matérielle, l'Inspection générale de l'Éducation nationale soulignant dans son rapport sur l'évaluation des lycées que les élèves « ne se sentent pas chez eux au lycée et pensent que la vraie vie est dehors » ⁸. D'où des tendances fréquentes à l'ennui, la frustration, l'absentéisme, la passivité, le repli sur soi ou, parfois, le recours à des conduites à risque (allant de la petite délinquance à des tentatives de suicide). La consultation nationale des jeunes de 1994 complètera ce faisceau de critiques en observant que 56 % des jeunes estiment ne pas avoir eu les moyens de faire les études de leur choix, 52,6 % que les profes-

7. Et de cela ils ont tout à fait conscience comme l'enquête *Phosphore* de 1991 l'a montré. Voir *Phosphore*. « Phosphore a dix ans ». Numéro spécial, 1991.

8. Inspection générale de l'Éducation nationale. *Rapport de l'Inspection générale de l'Éducation nationale*. Paris : La Documentation Française, 1991.

La formation initiale des jeunes français

Les dernières projections élaborées par la Direction de l'évaluation et de la prospective du ministère français de l'Éducation nationale montrent que, à l'horizon 2005, le niveau atteint par les jeunes sortant de formation initiale continuerait de s'élever, dans le prolongement du mouvement de forte ampleur relevé lors de la dernière décennie, mais sur un rythme plus modéré. De 1995 à 2005, les évolutions les plus sensibles sont attendues aux extrêmes : jeunes sortant sans quali-

fication, ou bien sortant des filières longues de l'enseignement supérieur. Le nombre de sorties sans qualification, passé sous la barre des 60 000 en 1994, pourrait passer sous celle des 50 000 en 2005. À l'opposé, davantage d'étudiants devraient poursuivre avec succès leurs études supérieures, notamment dans les filières les plus longues ; ainsi, en 2005, on peut prévoir 184 000 sorties aux niveaux I et II, dont environ 125 000 au niveau I (bac + 5).

futuribles

Sorties de formation initiale selon le niveau de formation atteint, constat et projection - France métropolitaine

Sorties	Constat			Projection	
	1992	1993	1994	2000	2005
Non qualifiés (VI + Vbis)	79 000	63 000	60 000	53 000	50 000
Niveau CAP Bep (V)	174 000	165 000	154 000	185 000	181 000
Niveau bac (IV)	184 000	195 000	205 000	224 000	211 000
Supérieur court (III)	101 000	106 000	110 000	128 000	134 000
Supérieur long (I-II)	100 000	105 000	128 000	170 000	184 000
Total (1)	638 000	634 000	657 000	760 000	760 000
	%				
Répartition des sorties en %	1992	1993	1994	2000	2005
Non qualifiés (VI + Vbis)	12,4	9,9	9,1	7	6
Niveau Cap Bep (V)	27,3	26,0	23,4	24	24
Niveau bac (IV)	28,8	30,8	31,2	30	28
Supérieur court (III)	15,8	16,7	16,7	17	18
Supérieur long (I-II)	15,7	16,6	19,5	22	24
Total	100,0	100,0	100,0	100	100
	%				
Sortants rapportés à l'ensemble de la population du même âge en %	1992	1993	1994	2000	2005
Non qualifiés (VI + Vbis)	10	8	8	7	6
Niveau Cap Bep (V)	21	21	21	23	23
Niveau bac (IV)	21	22	24	28	27
Supérieur court (III)	12	12	13	17	17
Supérieur long (I-II)	12	13	15	23	23
Total	76	77	81	98	96

(1) Non compris les sorties du niveau du premier degré (sortants d'institutions spécialisées par exemple), estimées à 10 000 en 1994.

Source : Direction de l'évaluation et de la prospective. *Éducation et formations*, n° 47, octobre 1996.

seurs ne leur donnent pas envie d'apprendre et enfin 77,3 % que l'aide aux élèves en difficulté est insuffisante.

Malaise, insatisfaction profonde, crise : peu importe les mots puisque les maux sont objectifs ! Et tout aussi objective la volonté d'action, qui différencie de manière importante les jeunes des adultes. Toutes les études psychosociologiques ont montré qu'entre l'opinion des individus et l'intention d'agir s'opérait une importante déperdition d'effectifs. Mais pas avec les lycéens, tout au contraire : non seulement une critique négative les précipite dans l'action, mais la perspective de l'action rallie toujours des partisans. Nous sommes frappés de l'insistance avec laquelle les jeunes se disent prêts à agir pour transformer ce qui leur semble intolérable, d'autant plus qu'ils ne sont encore, aux yeux de la société, que des non-acteurs dans une multitude de domaines de la vie économique, politique ou culturelle.

Agir, ici et maintenant, sans attendre demain⁹ et, au besoin, sans compromis aucun. Les jeunes se déclarent donc d'autant plus acteurs que ce droit leur est socialement dénié, mais cela n'est pas une simple revendication identitaire. Plus profondément, non seulement l'histoire nous indique qu'ils viennent de prendre de force une place nouvelle comme acteurs sur la scène sociale, mais les enquêtes sociologiques nous montrent des jeunes qui sont en train de faire valoir leur expérience ou qui la revendiquent.

À quinze, dix-huit ou vingt ans, un jeune a une expérience authentique de la famille et de l'école¹⁰. Une partie des jeunes, et plus particulièrement ceux qui appartiennent aux familles recomposées ou monoparentales apprennent à se construire un rôle de partenaire de la scène familiale, adolescents en instance d'être adultes et reconnus peu ou prou comme *alter ego*. Ainsi deviennent-ils coacteurs d'un nouveau contrat familial. Sur le plan scolaire les expériences sont peut-être encore plus diverses, allant de l'expérience de l'intolérance à celle du mépris en passant par les expériences multiples de la frustration, de l'échec, du désintérêt ou au contraire de la motivation et du succès.

On voit déjà là que les jeunes disposent, en tant que couche sociale, d'une gamme élargie d'expériences que la fréquentation des autres lieux d'activités de loisirs et les médias enrichissent encore. Ce faisant, l'expérience de chacun acquiert une épaisseur qu'il n'est plus possible d'ignorer. Que disent en effet les jeunes en mal de socialisation, sinon qu'avant d'apprendre, ils ont

9. « On ne peut plus faire gober n'importe quoi. Ni paradis lointain — géographiquement — ni paradis futur — ailleurs. Ce n'est pas tout, tout de suite. C'est : tout de suite, ce qui est possible » DRAY Julien, *SOS Génération*. Paris : Ramsay, 1987.

10. Cf. notre article à paraître intitulé « L'expérience des acteurs lycéens », sur la base d'une enquête par entretiens approfondis auprès de cent jeunes de 14 ans et demi à vingt ans, appartenant à toutes les couches sociales de la population et distribués dans les différentes filières de l'Éducation nationale.

besoin d'être reconnus comme une personne à part entière, ayant déjà tout un passé d'expériences qu'ils traînent parfois comme un cartable trop lourd ou qu'ils ne savent pas porter. D'où une attente encore plus grande vis-à-vis des enseignants en particulier sur qui ils reportent leurs (derniers ?) espoirs de médiation sociale, avant qu'il ne soit trop tard et qu'ils ne franchissent définitivement le seuil, découragés, résignés ou révoltés et déjà pleins de haine ¹¹.

Si la relation avec les adultes est aussi massivement critiquée par 63 % des jeunes selon l'enquête de la Consultation nationale déjà citée, si 50 % d'entre eux disent ne pas trouver leur place dans la société, s'ils estiment à 86,8 % que les patrons ne leur font pas confiance, alors même que l'attente relationnelle est chez eux très forte, si la méfiance à l'égard des partis politiques et des syndicats est encore plus grande que pour les autres âges, alors il faut convenir que le rapport des élites et des adultes à la jeunesse est en crise profonde.

Ce désir d'acteur, ébauche du désir de citoyen, n'est peut-être pas nouveau en soi (mai 1968 en avait par exemple vu la manifestation), mais ce qui est nouveau c'est qu'il est revendiqué en tant que tel, chez celles et ceux qui furent les leaders des trois mouvements lycéens (et étudiants) ou qu'il est souhaité par l'immense majorité (comme plusieurs enquêtes ci-dessus mentionnées l'indiquent) y compris par ceux qui sont en difficulté ou en rupture ¹². À le laisser inassouvi ou, pire, à le repousser sans cesse plus loin dans leur vie, on s'expose à non seulement à une amplification de la crise de l'école mais, peut-être, à son débordement dans la sphère sociale et politique.

Crise de la jeunesse ou crise de la société ?

Trois mouvements de fond s'entrechoquent aujourd'hui et définissent les contours d'une crise profonde dans les pays développés.

Jamais, à l'échelle de l'humanité, les jeunes n'auront dû subir une période aussi longue de marginalité sociale. Depuis une vingtaine d'années on assiste

11. Sur les phénomènes d'exclusion et d'auto-exclusion de l'école, sur la résignation ou la révolte, parfois violente, on pourra utilement se reporter en particulier à CHARLOT Bernard, BAUTIER Elisabeth, ROCHEX Jean-Yves. *École et savoir dans les banlieues et ailleurs*. Paris : A. Colin, 1993. ROCHEX Jean-Yves. *Le sens de l'expérience scolaire*. Paris : PUF, 1995. DUBET François. *La galère des jeunes en survie*. Paris : Fayard, 1987. *Les lycéens*. Paris : Seuil, 1991. (Coll. L'épreuve des faits). *Sociologie de l'expérience*. Paris : Seuil, 1994. DEFRANCE Bernard. *La violence à l'école*. Paris : Syros, 1988. DEBARBIEUX Eric. *Violences dans la classe*. Paris : ESF, 1990.

12. Les expériences d'école ouverte menées à l'échelle nationale (ouverture des collèges et lycées aux jeunes en difficulté en période de vacances) convergent sur au moins un point : on réussit à (re)socialiser et, parfois, à faire progresser scolairement ces jeunes quand on les intègre dans un dispositif éducatif global où ils sont coacteurs, même s'ils ne sont pas pédagogiquement des égaux — ce qu'ils ne revendiquent nullement. Cf. les travaux de la journée interacadémique « École ouverte ». Ministère de l'Éducation nationale, Grenoble, 9 décembre 1996.

même à l'étirement de l'adolescence par ses deux extrémités au point d'égaliser ou de dépasser en durée l'enfance. Et cette prolongation concerne tous les aspects de la vie : prolongation scolaire, prolongation de la phase de précarité entre la fin des études et l'obtention d'un emploi stable, prolongation de la cohabitation familiale¹³. Reconnaissons qu'il est malsain de cantonner ainsi toute une couche de la population dans un statut durable de non-acteur ou de semi-acteur. C'est de toute façon tout à fait contradictoire avec un objectif implicite d'intégration et d'implication sociale. Cela va tout aussi fortement à l'encontre de leurs propres aspirations à être des acteurs de leur construction individuelle et sociale.

Un deuxième mouvement nous vient de l'hégémonie de l'économique sur toutes les autres dimensions du réel. Comme un véritable *tsunami* elle submerge tout et prétend régir notre rationalité selon le nouveau carré magique de l'efficacité : productivité, compétitivité, rentabilité et flexibilité. C'est donc une rationalité complètement instrumentalisée qui prétend imposer ses normes, sa morale et ses institutions, alors que nous savons depuis Marcel Mauss « qu'aucune société humaine ne saurait s'édifier dans le seul registre du contrat et de l'utilitaire »¹⁴.

Pourtant, des pans entiers de la société résistent et l'on assiste à de multiples conflits de logiques et donc de multiples conflits de valeurs. C'est ainsi qu'à la logique du marché, prédominante et pourtant productrice d'exclusions s'oppose une logique du don (entre les individus ou les groupes sociaux), à la logique des mutations incessantes et rapides, source d'une obsolescence généralisée des objets et des idées, s'oppose une logique de la permanence et de la sécurité nécessaire à la construction des œuvres. De la même manière la logique de la compétition et des conflits est battue en brèche par celle de la coopération, fondement du lien social, la logique de la contrainte cédant de plus en plus le pas à celle de l'initiative, parce que la liberté des individus, des groupes et des peuples tend à l'imposer.

Derrière ces logiques se profilent donc des valeurs fondamentales qui se sont en partie transformées. Avec le renouvellement des générations, les valeurs matérialistes sont sur le déclin alors que les valeurs postmatérialistes prennent de plus en plus d'importance.

L'opposition n'est pas totale entre ces deux catégories, il s'agit plutôt d'un nouveau dosage ou d'une nouvelle donne. C'est moins d'ordre que de participation démocratique aux décisions, c'est moins de stabilité économique ou politique que de convivialité que veulent, plus que les autres, les nouvelles géné-

13. Cf. GALLAND Olivier et le modèle de la prolongation, in BOYER Régine, CORIDIAN Christian. « Jeunesses d'en France ». *Panoramiques*, n° 16, 4^e trimestre, 1994, Arléa-Corlet.

14. CAILLÉ Alain. « Ni holisme ni individualisme méthodologique. Marcel Mauss et le paradigme du don ». *La Revue du M.A.U.S.S.*, n° 8, 2^e semestre 1996.

Les valeurs matérialistes et postmatérialistes des Français			
Valeurs matérialistes	(%)	Valeurs postmatérialistes	(%)
Maintenir une forte croissance	72	Participer plus aux décisions locales	68
Lutter contre la criminalité	55	Garantir la liberté d'expression	63
Combattre la hausse des prix	49	Construire une société moins impersonnelle	57
Assurer marche régulière de l'éco.	48	Avoir le souci de l'environnement	39
Maintenir l'ordre dans le pays	44	Augmenter la participation des citoyens aux décisions du gouvernement	38
Avoir une armée forte	12	Construire une société où les idées comptent plus que l'argent	35

Source : RIFFAULT Hélène, TCHERNIA Jean-François, dir. « Enquête Valeurs 1990 ». D'après RIFFAULT Hélène, dir. *Les valeurs des Français*. Paris : PUF, 1994.

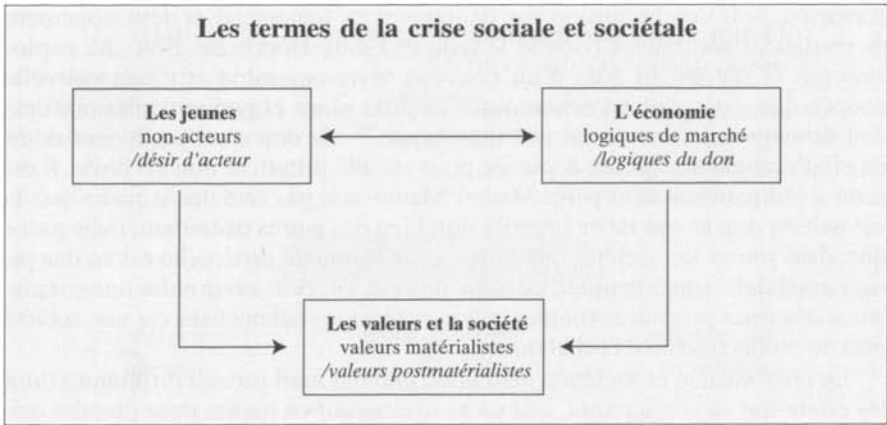
rations. En cela l'enquête valeurs de 1990 n'infirmes pas les observations de Ronald Inglehart et la consultation nationale des jeunes de 1994 est encore plus explicite : 2/3 des jeunes souhaitent prendre des responsabilités dans leur commune, 83 % demandent une réelle participation à la vie de l'entreprise dans laquelle ils travailleront, une majorité est prête à s'engager personnellement pour lutter contre le SIDA ou contre la pauvreté en France, ou pour protéger l'environnement et 38,2 % se disent prêts à faire de cet engagement un métier.

Nous sommes ainsi en présence d'une société dans laquelle coexistent des tendances à la fois à l'implosion et à l'explosion.

À laisser les jeunes en balance entre un statut de non-acteur qu'ils rejettent et leur très fort désir de participation à la construction de leur vie (dans leur famille, dans l'école comme dans la cité) on court trois risques majeurs révélateurs d'une crise d'identité. Un risque d'implosion par découragement ou par fuite d'un monde des adultes qui les rejette dans l'enfance, l'entrée dans la cité devenant sans cesse retardée. Un risque d'explosion sous la forme de colères, d'exaspérations et de violences de toutes sortes, comme un appel au secours bien connu des professionnels de l'adolescence ou comme une réaction salutaire à la violence qui est leur est ainsi faite. Un risque d'une combinaison des deux alternatives, une fraction de la jeunesse fuyant¹⁵ pendant qu'une autre manifeste, sous des formes pas toujours pacifiques, son désir et son besoin d'intégration.

À laisser l'économie envahir toute la vie dans un processus finalement totalitaire puisque déterminant jusqu'à l'existence la plus privée des individus, on s'expose à des périls comparables. Si les individus ne sont que des compétiteurs alors la mondialisation fabrique des cohortes sans cesse plus grandes de

15. Les formes de la fuite sont très diverses : replis sur soi et son univers personnel, prostration, anorexie, consommation de drogues, tendances schizo-phréniques, fugues, etc.



battus, les places de vainqueur devenant *ipso facto* de plus en plus rares : la division élargie du travail n'est plus, comme le pensait Durkheim, source de lien social, mais matrice de sa désagrégation parce que le fonctionnement actuel du marché conduit à ce que les battus d'hier deviennent les exclus de demain. Non seulement l'économie de marché fabrique des battus de la compétitivité, mais elle devient incapable de satisfaire les besoins élémentaires d'une partie croissante de la population exclue du marché du travail (et donc du marché des biens et des services).

Alors, les luttes sociales pourraient être exacerbées, le travail étant devenu pour la majorité de la population le seul viatique de l'existence. Entre ces deux formes de crise, toutes les combinaisons sont possibles dans l'indéterminé des configurations d'événements, contribuant à une croissance de l'entropie des systèmes productifs.

À rester rivé enfin sur des valeurs qui sont en partie dépassées, c'est-à-dire à force de rester figé sur un modèle culturel obsolète, on se risque aux trois mêmes

Les scénarios de crise			
Types de scénarios Types de crise	Implosion	Explosion	Implosion/ Explosion
crise de la jeunesse	immaturité refus de l'âge adulte	colères violences	fractionnements * jeunesses en retrait * jeunesses en colère
crise de l'économie	production élargie de l'exclusion économique et sociale	luttes sociales exacerbées	entropie des systèmes productifs
crise de la société	délitement du lien social	révoltes vitales	fractionnements multiples et imprévus de la société

scénarios. Soit une implosion par délitement du lien social et développement de tendances anomiques comme le redirait Émile Durkheim. Soit une explosion par la révolte au nom d'un nouveau vivre-ensemble et d'une nouvelle coopération assignant à l'économique sa juste place et permettant la pratique de l'échange sous une forme non marchande¹⁶ : le don n'est pas à considérer en effet comme une forme dépassée pour société primitive non civilisée, il est cette « obligation » dont parle Marcel Mauss non pas seulement parce que la vie naît du don et que de ce premier don bien des autres découlent, mais parce que, dans toutes les sociétés humaines, cette forme de générosité est un des piliers essentiels, sinon le pilier, de toute morale. On peut avoir enfin une coexistence des deux processus (implosion ou explosion) débouchant sur une société plus ou moins fracturée et chaotique.

La crise sociale et sociétale peut donc prendre neuf formes différentes dont les effets soit se conjureront, soit se neutraliseront en partie. Pour prendre une image empruntée à l'astronomie, nous dirons que la crise peut osciller entre l'explosion généralisée à chacun de ces trois pôles, comme une nova ou une supernova, ou l'implosion généralisée en forme de trou noir.

Sortie(s) de crise ?

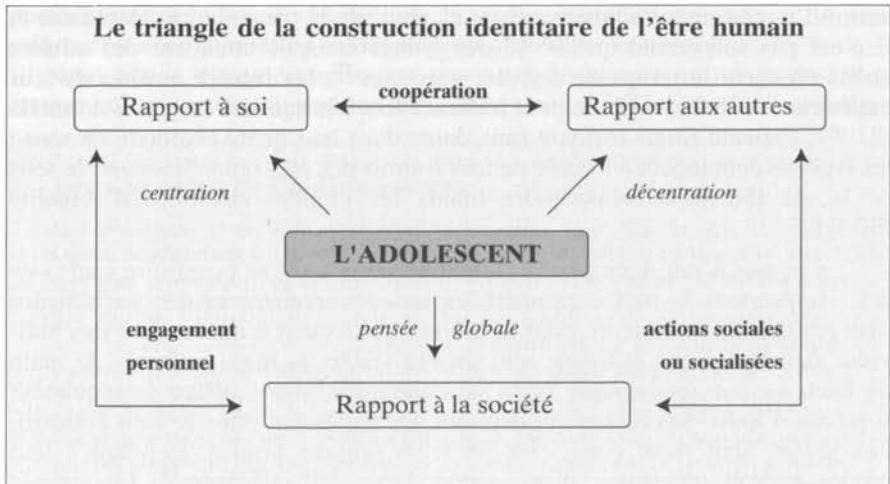
Si nous nous plaçons du point de vue des jeunes, le pire n'est jamais certain, parce que les jeunes savent à l'occasion secouer la torpeur ambiante et qu'il y va de leur vie¹⁷ ; pourtant, le pire peut arriver, parce que la jeunesse ne détient pas toutes les clés.

En effet, l'adolescence n'est pas l'avenir de l'homme. On peut s'appuyer sur le dynamisme, la spontanéité, la soif de découverte de la jeunesse, mais ce n'est pas à elle de nous indiquer en permanence la voie à suivre — ce qu'elle ne demande aucunement d'ailleurs, sous peine de devenir le cache-misère des adultes. Et c'est là que le pire nous guette, parce que les sociétés occidentales sont (devenues ?) incapables de réussir la formation de l'être humain.

Que faut-il en effet à un enfant pour devenir adulte sinon l'autonomie, la sociabilité et la citoyenneté ? Pour devenir autonome, l'individu doit se cen-

16. Voir, dans la seule sphère de l'économie, la magistrale synthèse dirigée par Jean-Louis Laville. *L'économie solidaire*. Paris : Desclée de Brouwer, 1994 ; où il est montré combien se multiplie sur la planète, quel que soit le stade de développement, l'économie non marchande basée sur les échanges réciproques de services ou de biens.

17. Nous ne prétendons bien sûr pas que les jeunes sont les seuls agents d'un changement de paradigme éthique.



trer sur lui-même et pour être sociable, il doit se décentrer de lui afin d'envisager l'autre non pas comme un obstacle à sa propre réalisation, non pas comme un concurrent, mais comme un partenaire, c'est-à-dire comme un appui à son développement. Mais cela ne suffit pas, il faut que l'individu acquiert en outre une vision globale et se conçoive comme citoyen d'une communauté donnée. De cette aptitude psychologique et sociale pourra naître alors une capacité à s'engager personnellement dans la société ou à coopérer avec autrui et participer à des actions collectives.

Nos sociétés dites modernes, sous la pression du mode de production capitaliste dans sa version libérale et, plus encore, dans son avatar représenté par la logique de la mondialisation financière, n'ont de cesse de tout rapporter à l'individu-souverain qui maximise sa satisfaction *personnelle* sous une contrainte de coûts. Exit par conséquent le rapport à la société et marginal le rapport aux autres. Les économistes se retrouvent pris au piège de leur objet (la seule économie) et marginalisent le social dans un calcul qui n'a lui rien de marginal, sauf que ce *nomos* — les règles de l'économie — s'est érigé en *ethos* — la référence suprême. D'où la crise et l'impasse présente, puisque tout projet collectif devient irrationnel et n'a donc plus de raison d'être.

Nous pensons qu'il est possible cependant de surmonter cette dérive économiciste et les jeunes nous indiquent *une* voie possible. S'il existe, dans les différentes sciences humaines, un accord général de la communauté scientifique, c'est bien en ce qui concerne l'importance de la relation chez les jeunes : pas de croissance psychologique, pas d'évolution cognitive, pas de socialisation, pas de formation de l'opinion individuelle sans relations avec

autrui. La relation à l'adulte est donc au cœur de la construction identitaire et il n'est pas surprenant que 95 % des jeunes français attendent des adultes qu'ils prennent le temps de discuter avec eux¹⁸, les fassent profiter de leur expérience (81 %), ou les aident à réussir leur vie scolaire et professionnelle (81 %), l'attente finale résidant sans doute dans leur quête profonde de sens : les lycéens demandent à l'école de leur fournir des clés pour découvrir le sens de la vie (66 %) et comprendre mieux les grandes questions d'actualité (82 %).

Les jeunes n'ont donc pas la prétention de vouloir se construire seuls : en cela ils écartent le mythe prométhéen des économistes et des sociologues libéraux qui croient encore pour la plupart qu'il suffit d'agglomérer des individus pour qu'existe et tienne une société viable, la main invisible, la main de Dieu ou une quelconque vertu ou contrainte faisant office de régulateur suprême d'individus rationnels œuvrant spontanément pour le bien collectif. Les jeunes sont donc conscients de leurs propres limites, exerçant à leur propre endroit les vertus d'une autocritique déjà affirmée¹⁹. Les jeunes savent — et ils l'ont plusieurs fois revendiqué — qu'il n'est d'être véritablement humain que solidaire de ses semblables et ils demandent aux adultes de les aider à construire cette part d'altérité, c'est-à-dire cette part de sens.

Ils s'éloignent donc des deux modèles primitifs et archaïques de la construction du sens que sont le modèle individualiste — toute personne est capable de trouver par elle-même du sens à sa vie — et le modèle totalitaire — seule une élite ou un groupe connaît le sens et est par conséquent habilitée à l'imposer à tous les autres. Ainsi optent-ils sans en être tout à fait conscients pour le modèle dialogique dans lequel le sens n'existe pas en soi, indépendamment des acteurs et des contextes : le sens est, d'une part, déterminé par les interactions sociales et, d'autre part, il émerge au fur et à mesure des questions que se posent mutuellement les acteurs confrontés à telle ou telle situation²⁰.

Pour construire le sens, il faut par conséquent à la fois prendre en compte chacun des points de vue — *ego*, le groupe, la société — tout en marquant une distance critique et se placer au centre du triangle de la construction identitaire pour ne pas rester un être atrophié, écartelé ou perdu. Et l'on voit ici que ce modèle dialogique entre tout à fait en congruence avec une des revendications ou des attentes fortes des jeunes, la coaction : c'est en agissant avec autrui (les pairs ou les adultes) et en adoptant, avec l'aide de l'adulte, une

18. *Phosphore*. *Op. cit.*

19. Cf. BORREDON Alain. « Les nouveaux acteurs lycéens : critique sociale et critique scolaire ». *Op. cit.*

20. Cf. la théorie de l'énaction de Francisco Varela. VARELA Francisco. *Connaitre les sciences cognitives. Tendances et perspectives*. Paris : Seuil, 1989.

posture centrale (dans le triangle de la construction identitaire), qu'ils vont pouvoir trouver du sens et se développer plus harmonieusement.

Nous avons dit en commençant que les lycéens et leurs aînés étudiants étaient à l'origine de l'apparition d'un nouveau paradigme de l'action collec-

Deux versions de l'individualisme ¹

Les ambiguïtés et les malentendus que suscite fréquemment le concept d'individualisme proviennent de ce que cette référence à l'individu peut se faire selon des modalités très différentes, situées entre les deux extrêmes d'un *continuum* particularisme-universalisme. À l'un des extrêmes, la notion d'individualisme renvoie à ce qui est bon pour *ego*, c'est-à-dire pour un moi qui a des aspirations qui lui sont propres et qui sont susceptibles de passer avant tout autre considération. Cet individualisme-là est *particulariste* au sens où il concerne les besoins, désirs ou intérêts particuliers à chaque individu. À la limite il correspond au principe du chacun pour soi. À l'autre extrême, fonder les valeurs dans l'individu peut renvoyer à la maxime kantienne selon laquelle un principe de conduite doit pouvoir s'appliquer de manière universelle à tous les individus, *ego* n'étant plus alors qu'un parmi les quelques milliards d'êtres humains qui peuplent la planète. Dans cette optique, l'individualisme est un *universalisme*. Il implique l'idée d'une liberté des individus, par exemple dans le choix de leur mode de vie, limitée par les seules contraintes ressortissant à la recherche du bien commun, et un principe d'égalité entre les êtres humains corrigé par la seule considération de leurs mérites individuels et de ce qui est nécessaire à une organisation sociale efficace. De fait, l'individualisme universaliste est la philosophie officielle de nos sociétés européennes, celle dont théoriquement découle toute notre organisation sociale. Mais son application pratique à la multitude des problèmes concrets est loin d'être claire et évidente. Elle est constamment source d'ambiguïté

et permet aux argumentations contraires de s'affronter. Dans de nombreux cas, il n'existe pas de critères indiscutables permettant de décider si tel ou tel comportement relève de la stricte liberté individuelle ou s'il doit être prohibé au nom du bien commun. Dans un certain nombre de cas, se pose également la question de savoir si telle ou telle prise de position relève du seul souci du bien commun ou traduit l'influence de valeurs traditionnelles. Ainsi, si la liberté et l'égalité sont bien les valeurs cardinales des sociétés européennes, elles peuvent être accommodées de manières très variées.

Aussi bien, et puisque dans l'interrogation sur les valeurs le jugement de valeur n'est jamais loin, le thème de la montée de l'individualisme peut être compris de deux manières, l'une pessimiste, l'autre optimiste. La version pessimiste, se représentant l'individualisme essentiellement sous sa forme particulariste, impute l'affaiblissement du lien social et du sens de la solidarité au déclin de l'adhésion aux valeurs transcendantes. La montée de l'individualisme évoque alors la diffusion d'une conception de la liberté assimilée au principe du chacun pour soi, entraînant la perte du respect des règles sociales et un déclin des préoccupations altruistes. La version optimiste, qui correspond à la variante universaliste de l'individualisme, voit au contraire dans le déclin de la transcendance un progrès de la liberté de choix des individus et un progrès de la reconnaissance de leur égalité en valeur et en dignité, dans le cadre de règles de vie en commun s'appliquant à tous.

Étienne Schweisguth
futuribles

1. Extrait de SCHWEISGUTH Étienne. « La montée des valeurs individualistes », in revue *Futuribles* n° 200 (juillet-août 1995), numéro spécial sur l'évolution des valeurs des Européens.

tive. Là ne s'arrête pas leur originalité puisque leurs attentes majeures (reconnaissance de leur capacité à agir, désir de coaction et demande d'aide à l'élaboration du sens) exigent, si on veut les prendre en compte, d'autres ruptures débouchant sur une autre société qu'ils appellent de leurs vœux.

Qu'est-ce que la coaction en effet, sinon un système dans lequel le statut des acteurs comporte deux attributs principaux : une égalité de droit *et* une possible inégalité des places dans la hiérarchie sociale. Alors, la coaction instaure une coupure radicale avec les modèles actuels de gouvernement politique, de gestion des entreprises et d'éducation des enfants ou des adolescents.

Depuis au moins cinquante ans chacun sait qu'il n'existe pas une seule bonne manière de résoudre une difficulté, tant la faillite du *one best way* a été consommée avec la faillite du taylorisme. Pourtant, et cela surtout en France, patrons et hommes politiques s'obstinent le plus souvent à refuser de négocier, comme si l'autre n'était pas un citoyen égal à eux, comme si le travail intellectuel de conception était le privilège d'une élite et les « ouvriers » de simples exécuteurs d'ordres ²¹.

Adopter la coaction c'est, pour le patron, reconnaître que ses employés peuvent *participer aux décisions* de l'entreprise, chacun à la place qui est la sienne et qui n'est pas identique ; pour le décideur politique, c'est prendre en compte les avis de ses concitoyens et ne pas arrêter un programme d'action ou une réforme sans une réelle *écoute préalable* des acteurs concernés ; pour l'éducateur (parent, enseignant ou chef d'établissement), c'est considérer que, malgré des places inégales de maître ou d'élève par exemple, ce dernier peut *avoir un rôle actif* (d'initiative et de responsabilité) dans son propre développement cognitif ou affectif.

La coaction est bien une rupture avec les pratiques dominantes de la société française, mais elle existe chez nos voisins allemands, depuis bientôt un demi-siècle, comme modèle dominant des relations patrons-salariés et, de manière certaine, comme facteur prépondérant de leur réussite économique et sociale (la cogestion). Elle suscite en France beaucoup de résistances, crispations et hostilités, parce qu'elle touche au plus profond des valeurs et croyances, et qu'elle s'attaque à cette peur des relations de face à face que dénonçait Michel Crozier il y a déjà plus de trente ans ²².

Pourtant, elle est devenue nécessaire, et pas seulement parce qu'elle est le socle de l'élaboration du sens. Les jeunes ont pour eux le désir d'être acteur,

21. Cf. CROZIER Michel. *La crise de l'intelligence*. Paris : InterEditions, 1995. FOUCAULD Jean-Baptiste (de), PIVETEAU Denis. *Une société en quête de sens*. Paris : Ed. Odile Jacob, 1995. BORREDON Alain. *Une jeunesse dans la crise. Les nouveaux acteurs lycéens*. Paris : L'Harmattan, 1995. Coll. Logiques sociales.

22. Cf. CROZIER Michel. *Le phénomène bureaucratique*. Paris : Seuil, 1964. Nous pensons que nos manières de concevoir les rapports aux autres sont en effet souvent parasitées par la peur, au lieu d'être basées sur la valorisation d'autrui. Ce point sera développé dans une prochaine publication sur les paradigmes du rapport à l'autre.

mais la société ne leur en concède pas le droit effectif ; la société pourrait se penser collectivité organisée, mais elle n'en a pas l'ambition, puisqu'elle s'en est ôté l'intérêt. On ne pourra sortir de l'impasse abyssale dans laquelle nous sommes qu'à la condition de faire sauter les deux verrous que nous nous imposons. Il faut faire confiance aux jeunes pour bâtir, en partenariat avec eux, la société de demain. Une société qui, repensant l'homme dans ses rapports à autrui et à la collectivité tout entière, reconnaîtra à la fois son individualité et sa socialité.

En associant la coaction à de nouvelles pratiques relationnelles fondées non seulement sur la reconnaissance, mais aussi sur la valorisation d'autrui, on peut alors espérer sortir des crises de l'engagement/distanciation²³ et des crises du sens dans les pays développés. Ce faisant, on découvrira de nouvelles sources de motivation et d'action pour les individus, les groupes et les organisations sociales.

Bibliographique complémentaire

APPLE M. W. BEANE J.A. *Democratic Schools*. Alexandria, ASCD Ed., 1995.

GODELIER M. *L'énigme du don*. Paris : Fayard, 1996.

HASSENTEUFEL P. « Pratiques représentatives et construction identitaire. Une approche des coordinations ». *Revue Française des Sciences Politiques*, février 1991, pp. 5-24.

INGELHART R. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Paris : Economica, 1990 (Coll. Politique comparée).

ROSANVALLON P. *La question syndicale*. Paris : Calman-Lévy, 1988.

STOETZEL J. *Les valeurs du temps présent : une enquête européenne*. Paris : PUF, 1983.

VAN PARIJS P. « Au-delà de la solidarité. Les fondements éthiques de l'État providence et son dépassement ». *Futuribles*, février 1994, n° 184, pp. 5-29.

23. Sur les thèmes de l'engagement, implication et motivation et leurs contraires (désengagement, distanciation, retrait, démotivation), cf. DUBET François. *Les lycéens*. Op. cit. BALLION Robert. *Le lycée, une cité à construire*. Paris : Hachette Éducation, 1993, et, sur un plan plus épistémologique, ELIAS Norbert. *Engagement et distanciation*. Paris : Fayard, 1993 (1^{re} éd. 1983). FIZE Michel. *Le peuple adolescent*, Paris, Julliard, 1994.

Du séisme de Kanto au séisme de Kobé

Utilité et limites de la prévision des catastrophes

Bernadette de Vanssay ¹

Septembre 1923 : le grand séisme de Kanto entraîne des milliers de morts et d'immenses dommages au Japon.

Janvier 1995 : le terrible tremblement de terre de Kobé, à son tour, sème la consternation.

N'a-t-on rien appris durant les 72 années qui séparent ces deux séismes, ni en matière de prévision, ni en matière de prévention ?

Bernadette de Vanssay, rend compte dans le présent article, d'une part de ces deux séismes, d'autre part du remarquable ouvrage de Peter Hadfield 60 Seconds that Will Change the World : the Coming Tokyo's Earthquake.

Elle montre ainsi combien le développement des connaissances en sismologie est récent, parcellaire et controversé. Pire, elle montre combien les politiques publiques tiennent peu compte des connaissances scientifiques et quelle est la propension des acteurs économiques et sociaux à ignorer les risques, même s'ils sont « hautement probables dans un futur proche ».

L'analyse porte sur le risque sismique au Japon. Mais les lecteurs de futurs ne s'y tromperont point : elle vaut largement aussi pour les risques d'autres natures, en Occident aussi bien qu'en Orient.

H.J.

En 1991, le journaliste américain Peter Hadfield publiait, sur la base d'un scénario de séisme, considéré par les sismo-

logues japonais comme « hautement probable dans un futur proche », un ouvrage de fiction intitulé « Le séisme de Tokyo,

1. Centre Charles Richet d'étude des dysfonctions de l'adaptation (CREDA).

les 60 secondes qui vont changer le monde »². L'idée de l'ouvrage était née des conversations qu'avait eu l'auteur avec des scientifiques japonais au moment où il assurait la couverture de plusieurs séismes d'intensité moyenne survenus en 1989, à l'ouest de Tokyo.

Cette même année, la banque Tokaï réalisait et publiait une simulation économique des conséquences financières d'un séisme à Tokyo³ dont les principales conclusions ont été publiées dans la revue *futuribles*.

Ces conclusions montraient que, dans la conjoncture économique des années 1990, les pays européens et les États-Unis subiraient fortement le contrecoup d'un séisme à Tokyo, qui entraînerait une récession mondiale. « Étant le plus gros créancier mondial et dégageant un énorme surplus commercial, le Japon joue un rôle de premier plan dans l'économie mondiale. Un tremblement de terre dévastateur réduirait les flux financiers du Japon

vers les États-Unis, ce qui influencerait profondément le cours des actions et des bons du Trésor ainsi que le niveau des taux d'intérêt. Une des raisons fondamentales expliquant l'ampleur des dommages est la concentration de l'activité économique et financière dans la région de Tokyo. Des mesures doivent être prises pour supprimer le plus rapidement possible la concentration de la vie économique et politique dans cette région. »

L'enquête de P. Hadfield, menée entre mars 1989 et septembre 1990, utilise largement l'étude de la banque Tokaï. Il a rencontré l'auteur et s'est fait préciser les estimations concernant notamment le coût de la reconstruction. Mais il ne se limite pas aux conséquences économiques mondiales du séisme. Son ouvrage se veut descriptif et révélateur d'une situation exceptionnelle et paradoxale. « Le Japon dit-il, excelle aujourd'hui en mécanique des sols. Les autorités sont donc aidées dans leur tâche (de prévention) par leur

Répercussion d'une hausse des taux d'intérêt américains sur l'économie mondiale						
% de croissance	1989	1990	1991	1992	1993	1994
PNB mondial	- 0,3	- 0,9	- 1,5	- 2,1	- 2,4	- 2,6
• États-Unis	- 0,5	- 1,2	- 1,9	- 2,3	- 2,7	- 2,6
• Japon	0,0	- 0,1	- 0,4	- 0,9	- 1,5	- 2,2
• CEE	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1
• Canada	0,0	- 0,7	- 1,4	- 1,9	- 2,2	- 2,4
• Amérique latine	- 2,9	- 6,9	- 10,6	- 13,1	- 13,6	- 12,1

Note : Estimation à l'aide du modèle de Nikkei.
Source : Tokaï Bank. « Si Tokyo tremblait », *futuribles*, n° 136, octobre 1989, p. 35.

2. HADFIELD Peter. *Sixty Seconds that Will Change the World. The Coming Tokyo Earthquake*. Londres : Sidgwick and Jackson Limited, 1991. Une traduction française a été publiée sous le titre *Tokyo séisme : 60 secondes qui vont changer le monde*. Paris : éd. Autrement, série « Science en société », n° 2, 1992.

3. Traduite et publiée la même année dans le numéro d'octobre de *futuribles*. « A South Kanto Area Earthquake and the Japanese Economy ». *Tokaï Monthly Economic Letter*, mars 1989, n° 122, 6 p.

fantastique avancée dans le domaine du génie parasismique après des siècles d'expériences amères. Mais elles sont également freinées par les faiblesses humaines ordinaires, l'avidité, la corruption, l'ignorance et l'indifférence. »

Pour démontrer les limites ou les insuffisances de la politique parasismique menée depuis 70 ans, P. Hadfield a interviewé directement tous les intervenants de la prévention sismique au Japon.

« Au fur et à mesure de mes investigations, déclare-t-il, j'ai été confronté à une certaine dose d'ignorance ou d'indifférence, voire d'hostilité, de la part de mes interlocuteurs. Contrairement à ce que j'avais cru, il n'existait aucune stratégie d'ensemble pour parer à une menace de séisme. Personne n'avait pour mission de préparer des mesures préventives, les savants, les ingénieurs, même les plus respectés, prêchaient dans le désert. Pis encore, la plupart des idées reçues sur le futur séisme et ses conséquences se révélaient totalement fausses. »

L'édition française, *Tokyo séisme*, est préfacée par Haroun Tazieff qui déclarait : « l'enquête, sérieuse, longuement menée par P. Hadfield, démystifie un Japon généralement supposé parangon de toutes les vertus industrielles et économiques, techniques et scientifiques, administratives et déontologiques. La lecture de *Tokyo séisme* m'a appris que malgré les apparences, la vertu n'y est guère plus fréquente qu'ailleurs. J'ai découvert que la construction parasismique, que j'imaginai, au Japon, exemplaire, était loin de l'être et que je m'en étais laissé conter. »

Cette exemplarité du Japon pour les Européens résulte de la multiplicité des réglementations et des structures mises en place pour les appliquer et les développer. La politique du gouvernement japonais jusqu'en 1960 se limitait à des mesures d'assistance post-désastre pour les victimes. Le *Disaster Countermeasures Basic Act* de 1961 a graduellement intégré des mesures préventives et en particulier l'amélioration de la construction. Chaque séisme nouveau a apporté sa moisson d'informations et créé, comme le dit G. Czitrom⁴, « une fenêtre d'opportunité » pour l'amélioration de la prévention. Les officiels japonais résumant ainsi les différentes phases de leur politique de prévention sismique :

— 1950/1960 : Construction de maisons en bois ignifugées pour prévenir les incendies ; mises en place d'espaces libres pour regrouper les sinistrés à l'abri des effondrements.

— 1970/1980 : Élaboration de plans de prévention des catastrophes, puis révision de ces premiers plans à la suite d'une modification de la philosophie qui les sous-tendait. Le budget de la recherche et du développement des techniques parasismiques est passé de 2 milliards de yens en 1977, à 6,3 milliards de yens en 1991.

— 1989 : Mise en place d'un Centre de prévention des catastrophes, « un des projets les plus importants que nous réalisons actuellement, afin de remodeler toute notre administration, pour qu'elle puisse répondre aux demandes et aux besoins de citoyens modernes ».

Comme le déclarait en 1990 l'un des interviewés de Hadfield, une autorité

4. CZITROM G. « Une politique de prévention parasismique : Pourquoi ? Comment ? » (publication en cours). Sous-direction à la prévention des risques majeurs, ministère français de l'Environnement.

reconnue en la matière : « Les normes de sécurité ont été très améliorées et il ne devrait pas y avoir beaucoup de problèmes "si" on a suivi ces recommandations. La région de Tokyo possède les réglementations les plus strictes et les meilleurs ingénieurs... ». En contrepoint de cet optimisme, P. Hadfield écrit : « La ville de Tokyo poursuit un rêve chimérique : rendre Tokyo invulnérable à la catastrophe. »

Entre les certitudes du discours officiel japonais et les conclusions pessimistes de l'enquête d'un journaliste étranger, on pouvait se demander qui au fond se trompait, qui « cherchait à nous en conter » ? Les événements de Kobé ont, depuis lors, démontré le bien-fondé des inquiétudes du journaliste. L'ouvrage est roboratif et constitue sans doute un des meilleurs outils de sensibilisation du public par la vigueur de ses propos et le réalisme de ses analyses.

Évolution de la prévention sismique au Japon			
Séismes		Mesures	
1923	Grand séisme de Kanto		
1944	Séisme de Tohankai		
1946	Séisme de Nankai	1947	Loi : secours post-désastre
1952	Séisme de Tokachi-Oki		
1958	Cyclone de Kanogawa		
1959	Cyclone de Ise Wan	1961	Loi fondamentale de lutte contre les désastres
1964	Séisme de Niigata	1964	Première proposition concernant la prévision des séismes
		1974	Service sismique intégré au ministère de l'Aménagement du territoire
1978	Séisme de Miyagi-Ken-Oki	1978	Mesures de protection contre les séismes de grande ampleur
		1979	Planification pour la prévention des séismes
		1980	Plans particuliers pour la prévention des séismes dans des zones fortement exposées
1983	Séisme de Nikon-Kai-Chubu	1981	Code de construction parasismique
		1983	Mise à jour des mesures d'urgence de prévention des désastres
		1984	Carte des zones de danger
		1989	Mise en place d'un centre de prévention des catastrophes
			Plans d'évacuation pour des zones particulières
1991	Cyclone meurtrier		
1993	Séisme d'Okushiri avec <i>tsunami</i>	1993	Réorganisation de l'alerte <i>tsunami</i>
1995	Séisme de Kobé	1995	?

In : « Earthquake Disaster Countermeasures in Japan ». Tokyo : National Land Agency, 1993, pp. 6-7.

Le séisme de Kanto (1923)

L'enquête de P. Hadfield commence avec la description du grand séisme de Kanto en 1923 réalisée à partir des archives japonaises. Plus loin, il extrapole, en fonction des données recueillies auprès des sismologues, pour présenter successivement le scénario du « grand séisme de Tokai » et celui du « très grand séisme de la région Tokyo-Yokohama ». « Si ce scénario est pris au sérieux dans les études officielles, il est si terrifiant, dit-il, que les gens se refusent à l'admettre. »

L'auteur, en décrivant le séisme de 1923, met l'accent sur la rapidité et les conséquences tragiques du développement des incendies qui se sont déclarés immédiatement après le séisme. L'image qui nous hante encore, et que l'on ne retrouve pas dans la traduction française, est celle de ces milliers de personnes qui, croyant échapper au feu en se jetant dans l'eau des rivières ou des étangs, se retrouvent rapidement *boiled as lobsters*.

Responsables de ces milliers de morts à l'époque, l'urbanisation traditionnelle du Japon, urbanisation désordonnée, avec ses petites rues étroites et peu d'espaces ouverts, et les constructions légères en bois ; « les maisons japonaises étaient considérées autrefois comme un produit jetable bon marché. À chaque tremblement de terre, les petits bâtiments en bois et leur lourd toit de chaume s'effondraient ; on les reconstruisait en attendant le suivant ».

Responsables également les traditions culinaires japonaises, les milliers de petits braseros allumés pour le repas. « À 12 h, ce 1^{er} septembre 1923, dans le quartier ouvrier de Honjo, des milliers de braseros

s'allumaient, un geste collectif qui devait sceller le destin de Tokyo. » L'heure du séisme en a amplifié les conséquences tragiques.

Peter Hadfield remarque à ce propos que, d'après les autorités chargées de la diffusion des consignes, 90 % des habitants de la région de Tokyo connaissent aujourd'hui et, le cas échéant, observeraient les mesures de sécurité vis-à-vis des incendies. Mais les 10 % restants, dans une ville de plus de 10 millions d'habitants, représentent un million de départs d'incendies potentiels. Il ajoutait, « en cas de séisme important, les pompiers auront d'ailleurs du mal à parvenir jusque-là, soit parce qu'ils auront à faire ailleurs, soit parce que les routes seront bloquées ».

L'après-catastrophe se déroule en 1923 selon un schéma que nous considérons désormais comme classique : secours d'urgence, reprise des services essentiels, réhabilitation et reconstruction.

« En dépit des conseils pressants de transporter ailleurs une capitale dont il ne restait que des ruines, le gouvernement japonais mit au contraire un point d'honneur à reconstruire Tokyo au même endroit. » C'est un exemple frappant de cette pérennité des installations humaines quelle que soit l'expérience du risque de désastre. Presque toutes les villes détruites et ruinées, que ce soient par un séisme ou par la guerre, ont été reconstruites sur place comme le montrait en 1977 l'écrivain américain J.E. Haas⁵. La première leçon de l'histoire est que les hommes n'en retiennent jamais la leçon, dit-on. Bien au contraire, après 1923, Tokyo va s'étendre pour devenir aujourd'hui cette « ville tentaculaire » de 11 millions d'habitants.

5. HAAS J. Eugène. *Reconstruction Following Disaster*. Boston : MIT Press, 1977.

La pérennité des sites urbains

Reconstruction sur le même site de villes partiellement détruites par un séisme :

1632 Bâle
1755 Lisbonne
1906 San Francisco
1923 Tokyo

De 1 100 à 1 800, écrit J.E. Haas, 42 villes seulement, dévastées par la guerre ou des séismes, n'ont pas été reconstruites au même endroit. La dernière ville connue, qui durant près de 75 ans, n'avait pas entamé sa reconstruction est la ville de Saint-Pierre (Martinique) détruite par le séisme de 1902. En 1995 elle est en plein développement.

En 1981 à la suite des séismes de Ligurie en Italie, l'État a fait reconstruire les villages détruits, à l'identique, mais un peu plus loin. Les habitants ont néanmoins réinvesti les villages détruits et relevé leurs ruines.

En 1990, à la suite du séisme de Menjil en Iran, la ville de Menjil dont 70 % de la population avait disparu a été reconstruite sur le même site.

C'est sans surprise pour le chercheur que l'on retrouve, dans les descriptions de 1923 et celles de Kobé en 1995, le même étonnement, la même admiration des témoins quant aux comportements de calme de la population sinistrée, sa détermination, son sens de l'humour, l'absence de panique ou de pillage, etc. Depuis les travaux de E. Quarantelli⁶, la panique et les pillages en situation de catastrophe naturelle apparaissent bien davantage comme un fantasme des autorités que comme une réalité.

Succède cependant à ce courage et cette apparente résignation la période de recherche des boucs émissaires. En 1923, il y aura un véritable massacre de populations coréennes, les rumeurs les ayant rendus responsables des incendies.

Mais deux semaines après le séisme, la normalisation est déjà bien avancée. Il n'y aura pas de famine, l'aide étrangère afflue, la solidarité nationale est remarquable, dit-on. Les conséquences financières sont cependant énormes. On admet que le Japon a perdu alors près de 40 % de

son PNB. Le chômage et la récession qui s'ensuivent renvoient vers la province une multitude d'ouvriers sans emploi.

L'analyse des conséquences psychologiques à long terme de ce désastre est sans doute plus originale. Pour P. Hadfield, l'effondrement économique qui s'ensuivit « amena la montée en puissance des militaires qui conduisit le pays à l'aventure impérialiste. Quelques années plus tard, le Japon subissait une grave crise économique et recevait l'estocade finale avec la crise de 1929 ». « Peu de tremblements de terre, dit-il, eurent un effet aussi décisif sur l'histoire du monde. »

Le séisme de Kobé (1995), un « remake » de celui de Kanto

Soixante-dix ans plus tard, le 17 janvier 1995, le séisme de Kobé nous renvoie comme par un effet de miroir aux mêmes récits, aux mêmes situations. L'événement

6. QUARANTELLI E. *Prediction and Perception of Natural Hazards*. Washington : Kluwer Academic Press, 1993.

Du séisme de Kanto au séisme de Kobé

ment n'a plus besoin d'être raconté, tant sont présentes les images diffusées sur toutes les chaînes de télévision.

Le *National Geographic* ⁷, dans un reportage très documenté, le résume en ces termes : « Le séisme de Kobé est la plus importante catastrophe qui ait frappé le Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il a tué 5 375 personnes, en a blessé des milliers d'autres et endommagé environ 180 000 bâtiments. Il a privé d'eau, de gaz et d'électricité près d'un million de foyers et dévasté le sous-

sol de telle façon que les canalisations enterrées s'enchevêtrèrent si totalement que des millions de personnes seront sans gaz pour encore au moins trois mois. »

« Le séisme de Kobé a duré moins d'une minute, les incendies firent rage pendant plus de deux jours, les cérémonies funéraires des victimes se poursuivirent pendant des semaines, la reconstruction va s'étendre sur des mois et des années, et le souvenir ne s'en effacera plus chez les sinistrés et les millions de personnes de la région d'Osaka. »

Conséquences du séisme de Kobé (17 janvier 1995)

Zone géographique (Préfectures)	Pertes humaines		Nombre de bâtiments endommagés					Date de compilation des données	
	Morts	Blessés		Par la secousse			Par les incendies		
		Graves	Légers	Entièrement endommagés	Partiellement détruits	Endommagés	Entièrement détruits		Partiellement détruits
Total	5 375	26 815		81 972	65 613	–	7 119	337	15 fév.
Hyôgô	5 088	24 580		81 260	62 071		7 119	337	07 fév.
KOBÉ				54 949	31 783		7 046	331	
Osaka	14	76	1 439	708	3 515	22 387			08 fév.
Kyôto	1	1	46	3	3	1 109			03 fév.
Shiga		7				5			17 janv.
Nara			4			5			19 janv.
Wakayama			7			33			26 janv.
Tokushima		8	12	1	24	94			20 janv.
Kagawa		1	6			2			
Okayama			1			37			24 janv.

Sources : Architectural Institute of Japan. Données au 15 février 1996, rapport préliminaire cité dans le rapport de l'Association française de génie parasismique (*op. cit.*).

7. REID T.R. « Kobe Wakes to a Nightmare ». *National Geographic*, vol. 188, n° 1, juillet 1995.

Si les bureaucrates ont appelé ce séisme « le séisme de la préfecture de South Hyogo », les médias l'ont baptisé « le grand séisme d'Hanshin » ; une expression riche de sens pour tous les Japonais, déclare le *National Geographic*, parce qu'elle évoque le grand séisme de Kanto de 1923.

La mission scientifique de l'Association française du génie parasismique (AFPS), envoyée sur place rapidement, constate, quant à elle, l'étendue des dommages liés aux incendies⁸ : « Environ 100 ha ont été réduits en cendres. Ces incendies sont dus aux appareils de chauffage domestiques, aux chaudières dans les ateliers artisanaux de chaussures et aux petits feux sur les marchés. »

Ils sont dus également à des courts-circuits dans les bâtiments et les lignes aériennes de distribution électrique. Ils sont dus encore aux constructions en bois, à la présence de solvants, colles, et autres produits inflammables dans les ateliers de fabrication de chaussures synthétiques qui

représentent à eux seuls 50 % de la surface brûlée. Leur propagation résulte de l'habitat ancien très dense et propice à la propagation des feux, et à la présence dans les maisons de stocks de kérosène. Enfin, lors du séisme il a fallu six heures pour qu'Osaka Gas prenne la décision de couper l'alimentation en gaz de certaines zones.

L'extinction des incendies a été retardée par le manque d'eau, lié aux ruptures de canalisations et le manque de réservoirs d'eau décentralisés. En outre les pompiers avaient du mal à se déplacer compte tenu des bâtiments effondrés en travers des rues et du blocage général de la circulation. Le recours aux hélicoptères était inutile : le sinistre avait pris tellement d'ampleur que les courants ascendants provoqués par la fournaise rendaient impossible toute approche aérienne. Le premier constat est clair : les mêmes causes qu'en 1923 ont multiplié les effets induits du séisme.

Autres conséquences du séisme de Kobé

- 90 % des victimes ont été écrasées par effondrement ; 10 % seulement des décès sont dus aux incendies.
- Endommagement des quais du port à 100 % → arrêt de tout trafic maritime.
- 300 000 réfugiés dans les écoles ou les gymnases → occupation des locaux pour un temps indéterminé.
- Des dizaines de kilomètres d'autoroutes et de voies de chemin de fer effondrées ou inutilisables → blocage total de tous les transports. Le Japon est coupé en deux pour plusieurs mois, l'approvisionnement est difficile.
- Ponts coupés → isolement des habitants des îles → conséquences sur l'emploi.
- Réseaux de télécommunication hors d'usage → coopération difficile entre les services de secours.
- Électricité, gaz et eau coupés → des milliers de foyers sans nourriture chaude et sans eau.
- Des hôpitaux endommagés → raréfaction des places disponibles nécessaires en raison de l'afflux des blessés.
- Œuvres d'art détruites → perte du patrimoine culturel.

Source : Association française de génie parasismique, *op. cit.*

8. ASSOCIATION FRANÇAISE DE GÉNIE PARASISMIQUE. « Le séisme de Hyogo-Ken Nambu ». Rapport de mission, 17 janvier 1995.

L'enquête de la *National Geographic*, à son tour souligne la rapidité de l'effort de reconstruction (bien entendu au même endroit) et de la normalisation post-catastrophe. Puis le journaliste s'interroge sur les conséquences psychologiques de ce désastre. « Si l'impact économique a été maîtrisé par le transfert des productions principales à d'autres lieux, l'impact sur le psychisme national est plus difficile à mesurer. »

Le séisme a porté un rude coup à la confiance des Japonais dans leurs autorités, même pour des populations éloignées de Kobé. On s'interroge sur les conséquences de cette perte de confiance des Japonais envers les autorités. On observe aujourd'hui une méfiance vis-à-vis du discours officiel retransmis par la télévision. Comment ce séisme a-t-il pu se produire et avoir des conséquences aussi dramatiques en dépit de tout ce qui avait été dit sur le niveau exceptionnel de la prévention sismique japonaise au moment du séisme de Los Angeles (1994), se demande-t-on dans l'*intelligentsia*.

Arrivant à un moment de désordre politique et après quatre ans de récession économique, le séisme est apparu comme « la touche finale à l'accumulation du malheur ». Quelles seront les conséquences à moyen et à long terme de ce choc psychologique ?

Ainsi, il semble bien que la réalité de 1995 soit venue rattraper les scénarios pessimistes et les observations de P. Hadfield quant à la relative intégration des mesures parasismiques dans le quotidien japonais.

Que sont donc devenus, à l'épreuve du séisme, ces progrès techniques, ces réglementations sensées protéger définitivement les populations ?

« Il y a trois ans j'avais déclaré fièrement : au Japon, les autoroutes ne s'effondreront jamais, déclare en 1995 le chef du Centre de prévention des désastres. Je réalise aujourd'hui à quel point j'étais naïf. »

Savoirs scientifiques et politiques publiques

Après avoir décrit les scénarios des grands séismes attendus par les sismologues japonais, P. Hadfield consacre ensuite un long chapitre au développement des connaissances sismologiques à partir de l'application au Japon de la théorie des plaques tectoniques. L'essentiel de son argumentation peut se résumer dans les points suivants : difficulté de l'intégration des connaissances sismiques dans la gestion de l'occupation des sols ; obstacles psychologiques et culturels à la prise en compte du risque au quotidien.

Quelle que soit l'étendue des connaissances sismologiques au Japon en 1990, une enquête sur le terrain fait immédiatement apparaître la difficulté de l'intégration de ce savoir dans la gestion de l'occupation des sols par les décideurs.

Le développement de la sismologie est récent, parcellaire et controversé

Le premier principe adopté au Japon en matière de prévention sismique après le séisme de Niigata de 1964 est la priorité donnée au développement de la fiabilité des techniques de prévision. La prévision est considérée comme l'outil majeur de la mitigation et de la prévention des risques sismiques. Les limitations de l'occupation du sol ne sont pas considérées comme un outil de la prévention des désastres au Japon en raison de la surface limitée du territoire. En 1993, le Geodesy Council a proposé la septième recom-

mandation sur « la promotion de la prévision sismique ».

Peter Hadfield constate, quant à lui, que les progrès scientifiques les plus significatifs ont été effectués à partir de 1976, grâce à l'utilisation systématique des archives (sur 467 ans) qui permettent de mettre en évidence des événements tectoniques en chaîne qui pourraient induire des séismes en série.

La seconde découverte capitale est celle du phénomène de liquéfaction.

Les théories scientifiques et les modélisations qui découlent de ces nouvelles connaissances, même si elles se contredisent parfois, convergent vers la prédiction d'un séisme très important autour de l'an 2002 dans la région de Tokyo. Curieusement et à partir de rumeurs, la population l'attendait pour 1992.

L'audition des différents scientifiques conduit l'auteur à écrire : « Les sismologues savent où les séismes vont se produire. Ils ont engagé une course contre la montre pour savoir quand. » Les scientifiques affirment : « nous allons avoir un holocauste », dans des rapports officiels remis aux responsables politiques.

Ces scientifiques sont fascinés par le niveau de risque de la région de Tokyo. Plusieurs événements récents ont montré les effets négatifs de cette focalisation sur une région particulière. C'est un peu le cas des scientifiques américains vis-à-vis de la faille de San Andréas en Californie. Lors du séisme de Los Angeles les scientifiques français ont écrit : « La faille dont le mouvement a causé le séisme n'était pas répertoriée parmi les failles potentiellement dangereuses de cette région. Que de telles surprises soient non seulement possibles, mais aussi relativement fréquentes, dans une zone aussi intensivement étudiée, est une leçon de modestie

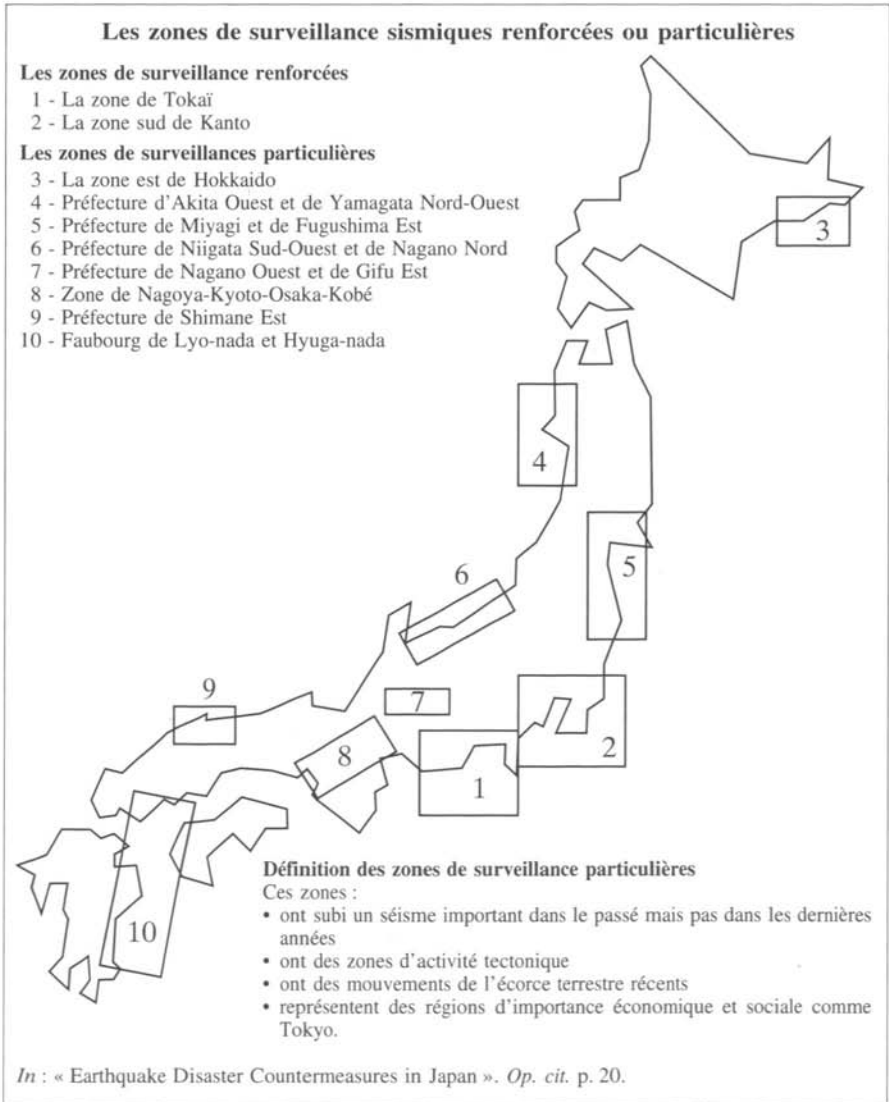
qui illustre les difficultés et les incertitudes des évaluations de l'aléa sismique ».

Il y a bien, semble-t-il, au Japon, un phénomène de focalisation des scientifiques, pendant la dernière décennie, autour du seul problème de la région de Tokaï. Les séismes dans d'autres zones classées très sismiques paraissent moins dangereux, voire moins crédibles et n'ont pas fait l'objet d'études aussi approfondies.

Rappelons que deux zones d'observations sismiques intensives ont été définies : la zone de Tokaï et celle du sud Kanto, tandis que 8 autres zones sont répertoriées comme zones d'observations particulières. Dans cette liste, la région de Kobé vient en 8^e place. Pour les assureurs, par contre, 12 zones de tarifications différentes ont été définies : cinq zones peu dangereuses, six zones dangereuses, une zone très dangereuse (Tokyo). Dans cette zone (zone 5), la limitation des sommes assurées varie de 30 à 15 % des montants assurés dans le contrat de base. L'assurance n'est pas obligatoire. Le contrat incendie classique ne couvre pas les dégâts causés par des incendies résultant des séismes. Le remboursement des assurés après le séisme de Kobé a été plafonné à 10 millions de yens par sinistré (520 000 francs français).

« La destruction de leurs habitations place de nombreux particuliers dans une situation financière désespérée. Dans la préfecture de Hyogo, par exemple, 3 % seulement des ménages sont assurés contre le séisme. »

En 1995, la mission scientifique de l'AFPS constate : « Le séisme de Kobé, intraplaque, superficiel et très proche de zones très urbanisées, n'était pas le plus attendu au Japon bien que cette zone figure parmi les régions très sismiques du pays ; il a de ce fait créé une certaine surprise. »



Le *National Geographic* confirme : « En dépit des avis des sismologues, la zone de Hanshin n'était préparée ni matériellement ni mentalement à subir un important

séisme. C'est ce qui explique pourquoi les secours ont été si tragiquement insuffisants aux premiers moments. Il y avait des plans d'évacuation et de survie sur le

papier mais il a été vite évident que les autorités de Hanshin n'étaient en aucune manière prêtes à gérer un tel désastre ».

Le séisme de Kobé va remettre en question le programme de « prévision des séismes » lancé en 1962. Mais est-il financièrement et psychologiquement envisageable de couvrir, au Japon, la totalité des zones sismiques de dispositifs d'urgence ?

L'intégration des connaissances sismiques dans la politique d'occupation des sols n'est pas réalisée

Pour P. Hadfield, plusieurs raisons économiques ont empêché et continuent à limiter la prise en compte des connaissances sismologiques dans la planification de l'occupation des sols.

— C'est d'abord la rareté du sol et donc les prix très élevés qu'atteint la moindre parcelle de terrain : le fondement de l'économie japonaise, c'est la propriété foncière. Le prix de la terre est monstrueusement élevé. La chute de l'immobilier au Japon aurait un impact plus important que celui du séisme lui-même. « Pour le banlieusard moyen, les prix immobiliers sont si exorbitants que le rêve de posséder un jour son logement s'est évanoui en fumée. La seule possibilité est d'habiter à des kilomètres de la capitale et de faire deux ou trois heures de train pour y parvenir. »

— C'est ensuite la prise en compte, encore très récente, de la nature du sous-sol particulièrement favorable aux phénomènes de liquéfaction. Que ce soit à Kobé ou à Tokyo, les installations récentes sont édifiées sur des terres gagnées sur la mer. « Les ingénieurs savent à présent qu'une grande partie de ces terres est sujette au phénomène de liquéfaction, mais l'urbanisation se poursuit malgré tout, et les

projets se font de plus en plus téméraires. Un rapport de 1990 émettait dans la région de Tokyo des réserves importantes sur la solidité des canalisations, des conduites de gaz, des câbles électriques, installés dans des tranchées creusées à une profondeur accessible à la liquéfaction. « Les anciennes canalisations d'eau lâcheront probablement » disent-ils. Mais ces avertissements ont peu d'effets écrit P. Hadfield. Il y a trop d'enjeux financiers et politiques. Parmi les projets les plus ambitieux on cite Aeropolis, un gratte-ciel bâti sur une île artificielle au milieu de la baie de Tokyo. Aeropolis abriterait 300 000 employés et 140 000 résidents. Les ascenseurs transporteront les gens au 500^e étage en quinze minutes, etc.

La mise au point relativement récente des procédés techniques permettant de lutter contre le phénomène de liquéfaction repose, à soixante-dix ans de distance, la question du bâti existant. Comment rendre plus résistants les anciens bâtiments, construits selon des normes parasismiques datant des années 70 ? Le paradoxe est, comme on l'a vu à Kobé, que ce sont les immeubles les plus hauts, parce que les plus récents, qui ont le mieux résisté au séisme. Le National Geographic fait d'abord état de « dommages erratiques » puis après consultation d'un expert confirme l'influence du phénomène de liquéfaction sur les bâtiments sinistrés.

— C'est encore l'accumulation des réserves pétrolières ou de produits chimiques stockés dans des citernes aux abords des grandes agglomérations ou dans les régions portuaires.

En 1964, les réservoirs ont explosé à la première secousse dit P. Hadfield ; on avait compté 47 citernes en feu. La réglementation sur les stockages date de 1979. « Une citerne, dit l'un des ingénieurs

interviewé par P. Hadfield, est une structure très fine, une tasse de papier remplie d'eau. Mais à moins d'un séisme très important, on ne révolutionnera pas la conception des réservoirs. »

Au cours de son enquête, P. Hadfield décrit les réticences des représentants des grandes compagnies chimiques et pétrolières à aborder le problème de ces stockages et à appliquer la réglementation. Comment contrôler que la longueur des pieux qui assurent la stabilité de la structure atteignent bien le rocher, que les quantités de résines calculées par les scientifiques aient bien été injectées ?

Le service de lutte contre les incendies, de son côté, avoue n'avoir fait ni évaluation ni simulation des dangers créés par l'existence de ces réservoirs. « Ils sont confiants malgré l'absence totale d'études. »

A Kobé en 1995, la mission AFPS analyse les causes des principaux dommages. « Les équipements situés en bordure des quais, même fondés sur pieux, n'ont pas résisté à la désorganisation généralisée. Pour les grands réservoirs cylindriques de stockage, les dégâts sont engendrés par un affaissement de leur fondation. Par contre on constate le bon comportement de deux réservoirs servant au stockage tampon de gaz naturel ; ces réservoirs étaient situés en pleine ville dans des zones où les dégâts sont importants ». L'installation en zone urbaine de citernes particulièrement dangereuses mais construites selon des procédés techniques nouveaux a donc été encore tout récemment autorisée. Si la technique s'est révélée efficace, cette fois-ci, jusqu'à quel niveau de séisme peut-elle résister ?

— C'est enfin la réticence des grandes entreprises à adopter, pour des installations anciennes, des mesures de consolidation, réticences aggravées par la cor-

ruption qui sévit, comme partout, dit l'auteur, dans le domaine des travaux publics.

« Le Japon a un niveau technologique suffisant pour que tous ses immeubles résistent aux séismes. Mais la plupart des bâtiments de la métropole ont été construits dans les années 60 et 70, avant l'application stricte des codes de construction.

Au cours d'une étude entre 1981 et 1984, les autorités japonaises avaient découvert que 25 % des écoles primaires, des collèges et des lycées construits avant 1971 ne résisteraient pas à un séisme du type 1923. Les normes aujourd'hui sont plus strictes mais les vérifications sont rares, les scandales et les défaillances sont donc généralement ignorés.

En janvier 1990, une portion du tunnel entre les gares de Tokyo et d'Uneo s'est effondrée. L'enquête sur les causes de cet accident a montré que le sol autour du tunnel aurait dû être renforcé avec des résines, mais que la moitié seulement de la dose nécessaire avait été utilisée.

A Kobé, les ingénieurs français s'interrogent : « l'importance des dégâts aux bâtiments est-elle liée à la mauvaise qualité du béton armé (ferraillages insuffisants) en dépit des normes de construction antisismiques ? »

Les pots de vin et la corruption sont endémiques dans le bâtiment, affirme P. Hadfield. « Le ministère des Travaux Publics n'est pas là pour servir de régulateur, il est là pour servir les intérêts de l'industrie du bâtiment », déclarait en 1990 le chef du Centre de prévention des désastres.

Dans la préface de l'ouvrage, Haroun Tazieff renchérit sur cet aspect des problèmes de construction parasismique : « Outre les graves effets des insuffisances éthiques, se pose le problème des experts.

La notion d'expert n'est pas suffisamment définie, ni dans les dictionnaires ni dans les textes réglementaires pour permettre d'empêcher le charlatanisme de se manifester. Les faux experts aujourd'hui abondent. »

Difficile d'évaluer dans quelle mesure la corruption aggrave les problèmes de construction. Mais ce qui est inquiétant, c'est que la corruption influence les décisions prises sur les plus grands projets d'aménagement. « La priorité n'est pas donnée à la sécurité mais à l'opportunisme politico-financier. »

Savoir scientifique et comportements des acteurs

Quels que soient aujourd'hui l'état des connaissances et la volonté politique de faire appliquer les réglementations qui en découlent, la formation du public et l'adoption de mesures de préventions individuelles restent aléatoires. P. Hadfield analyse les traits culturels japonais qui font obstacle à l'adoption de mesures individuelles.

La mentalité japonaise

Peter Hadfield décrit la mentalité japonaise comme un ensemble de *confiance*, de *conformisme* et de *passivité*.

Le niveau de cette confiance naturelle dans les autorités peut se mesurer au travers des résultats d'enquêtes d'opinion. Par exemple, dit-il, lors d'une enquête en 1976, on constatait que pour 40 % des interviewés, « ceux qui ont des positions importantes sont des personnalités remarquables, et il faut respecter leurs opinions ». En 1978, une autre enquête demandait : « Quel est le meilleur comportement politique ? » Pour 61 % des inter-

viewés, la réponse était : « Choisir un homme politique très compétent et lui faire confiance pour tout ».

Cette confiance repose sur un appareil gouvernemental autoritaire et un système bureaucratique fortement hiérarchisé. En cas de catastrophe, l'autorité municipale rassemblera l'information sur les dommages survenus dans sa municipalité et la transmettra à l'autorité préfectorale. La préfecture rassemblera l'information en provenance de toutes les municipalités de sa région et la transmettra aux autorités nationales qui mettront en œuvre les mesures de secours prévues en cas de désastre.

En 1995 à Kobé on a pu voir la lenteur de l'organisation des secours « liée à la destruction partielle des centres de décision et à l'incapacité des responsables locaux, extérieurs à la zone détruite, d'être informés de la situation réelle ».

Le *conformisme* japonais s'appuie sur la volonté de « ne pas faire de vague ». L'harmonie, antique tradition japonaise, signifie aussi supprimer toute sorte de controverse ou de dissension. Par conséquent « aucun journaliste ne parle plus haut que les autres et les associations de consommateurs se contentent de suivre le mouvement impulsé par le gouvernement : tout autre comportement serait jugé égoïste et anti-social ». C'est, dit P. Hadfield, le triomphe de la forme sur le fond.

La *passivité* de l'opinion publique se manifeste par le fait que seulement 22 % des interviewés pensent qu'ils ont leur mot à dire sur la politique gouvernementale (contre 58 % aux États-Unis), et que 42 % seulement des Japonais pensent qu'il est possible d'agir contre une loi injuste (contre 75 % aux États-Unis). En outre les traditions et les valeurs japonaises conduisent à considérer *l'intérêt collectif*

comme primant les intérêts individuels ; le sentiment dominant est celui d'une société organisée selon un ordre hiérarchique de nature quasi féodale, dit J. Huffman⁹. Des études concernant la réponse individuelle aux alertes de catastrophes naturelles montrent à l'évidence la volonté des Japonais de placer la sécurité de la famille au-dessus de leur sécurité personnelle en tant qu'individus.

Faible utilité des simulations

Le 1^{er} septembre est, au Japon, le Disaster Day en souvenir du séisme de 1923. C'est une journée consacrée dans tout le pays à des simulations et des exercices de comportements de la population en cas de séisme.

Les simulations réalisées lors du Disaster Day sont vécues par les habitants comme des « cérémonies » et ne servent pas vraiment à l'apprentissage des comportements adaptés. Les exercices d'alerte maintiennent l'illusion que le gouvernement s'occupe de tout. « D'un point de vue culturel, au Japon, le mode de comportement social, dit P. Hadfield, est l'apparence ; l'exercice permet de faire semblant. »

Banalisation du risque au quotidien

La mentalité japonaise est marquée par une connaissance et une expérience physique du risque au quotidien.

Si pour un étranger, comme l'écrit P. Hadfield, l'expérience du séisme est très impressionnante, « la peur qu'on ressent est presque primitive », les Japonais

ont suffisamment habitués pour l'avoir banalisée. Il cite l'avis rassurant donné il y a quelques années par l'Agence de prédiction des séismes d'Osaka « Séisme d'intensité 5... Il n'y a pas vraiment de raison de s'inquiéter ».

D'après une étude de 1990, 60 % des habitants du Sud Kanto ne croient pas à l'éventualité d'un séisme important dans les dix prochaines années. Si tout le monde sait qu'un tremblement de terre important va frapper, chacun, individuellement, a tout de même du mal à croire à la réalité d'un tel événement, etc.

Consignes largement inadaptées et inopérantes

« Il y a partout, écrit Peter Popham dans son livre "Tokyo : La cité de la fin du monde"¹⁰, des avertissements qui expliquent ce qu'il faut faire en cas de séisme, fermer le gaz, se cacher sous la table. Issus d'une tradition de soumission, dociles à l'autorité, les gens ne remettent pas en question la sagesse de ces instructions. Mais l'on ne peut s'empêcher de penser que la *futilité de ces consignes* apparaîtra au jour J. Malgré le bavardage bureaucratique et leur obéissance, les Japonais sont extrêmement conscients de cette futilité ».

On rappelle qu'une étude systématique a été faite aux États-Unis après le séisme de Loma Prieta (1989) dans laquelle l'auteur montrait que le déplacement moyen des individus pendant le séisme était d'un mètre cinquante, ce qui exclut la possibilité d'effectuer les différentes actions recommandées par les consignes¹¹. À la

9. HUFFMAN J. *Government Liability and Disaster Mitigation*. New York : University Press of America, 1986.

10. Cité par P. Hadfield, *op. cit.*

11. BOLIN R. « The Loma Prieta Earthquake, Study of Short-Term Impacts ». Monograph 50, Boulder, Colorado : University of Colorado, 1990.

suite du séisme d'Iran en 1990, les rescapés décrivaient les difficultés de se mouvoir éprouvées pendant le séisme « ils tombaient, se relevaient, n'arrivaient pas à faire un pas » pour sortir de leur maison en train de s'effondrer¹². Dans une analyse récente de la perception des consignes données aux Antilles, on notait cette même impression de futilité des consignes exprimée par les résidents : « Il vaudrait mieux disaient-ils que les consignes soient faites par des gens qui ont déjà vécu des tremblements de terre¹³ ! »

Par ailleurs, pour P. Hadfield, la connaissance de consignes précises se révèle extrêmement faible à Tokyo. Par exemple, 23 % des chauffeurs de bus seulement savent ce qu'ils doivent faire en cas de séisme et 9 % seulement savent que les sept voies rapides d'accès à Tokyo seront fermées à la circulation.

Parmi les dizaines d'ingénieurs, d'hommes politiques et de scientifiques rencontrés pour son enquête, l'auteur déclare qu'un seul avait pris les précautions les plus élémentaires. « Je ne peux pas continuer à vivre à Tokyo en pensant au désastre que provoquera un séisme d'intensité 5 ou plus, déclarait l'ancien directeur du département sismique de l'Agence météorologique. » Mais, il est le seul exemple répertorié de départ de la capitale pour cause de séisme.

« Plus le temps passe, plus les risques de séisme augmentent, plus la préparation de la population diminue. » « Il est peu probable qu'entre aujourd'hui et le prochain

séisme, le gouvernement prenne des mesures spectaculaires. La prise de conscience ne viendra qu'après le séisme, quand il sera trop tard ! »

L'image de la ville

Pour les responsables, l'image du séisme ne doit pas être trop fréquemment évoquée publiquement ; il ne s'agit pas de donner une image sombre de la réalité. Ils souhaitent au contraire « donner l'image d'une ville sûre, une ville où l'on peut vivre en sécurité ». P. Hadfield dénonce ainsi le rêve japonais, « vivre dans un pays de cocagne hygiénique où les mauvaises pensées restent en dehors du château en carton-pâte ».

La multiplication des responsables

Les compétences concernant l'organisation et la gestion du risque sismique sont divisées entre divers ministères qui « se regardent en chiens de faïence et veillent jalousement sur leurs portefeuilles et leurs budgets ». Chacun des 21 ministères possède un département chargé des questions relatives aux séismes et 12 agences travaillent directement à la mitigation d'une catastrophe sismique. L'absence de communication entre ces divers organismes a conduit à la confusion. Plusieurs propositions ont été faites pour créer un seul ministère des catastrophes.

Conclusions

L'ouvrage de P. Hadfield dresse le constat paradoxal de la situation japo-

12. VANSSAY B. (de). « Le séisme du Menjil en Iran (juin 1990) ; les processus de reconstruction ». Rapport AFPS, Délégation aux risques majeurs, 1991.

13. VANSSAY B. (de). « Amélioration de la prévention des risques naturels aux Antilles ». Rapport ministère de l'Environnement, octobre 1994.

naise : une connaissance exceptionnelle du risque et des techniques de prévention, un faisceau de réglementations et d'organismes, des budgets importants. Et cependant l'adoption de comportements de prévention individuels ou collectifs reste limitée et aléatoire.

Ce faisant, il nous renvoie à la situation ambiguë de la prévention des risques dans le contexte national des sociétés d'Europe occidentale et notamment en France.

Les différents éléments de la mentalité japonaise, qui pour P. Hadfield limitent l'adoption de la prévention, nous paraissent assez familiers.

La prévention est une préoccupation récente des États, en Europe. Longtemps limitée à la gestion des secours post-catastrophes, elle s'est appuyée sur des organismes à caractère militaire. Elle apparaît peu mobilisatrice face aux enjeux économiques de la gestion du territoire et à la visibilité de la gestion des secours d'urgence, de plus en plus techniques et médiatisés.

Les objectifs de la prévention sont aujourd'hui mal définis et paraissent parfois peu cohérents. Malgré les efforts actuels de cartographie et d'affichage des risques, on constate leur relative efficacité en raison de la multiplicité et de la dispersion des compétences, la banalisation du risque au quotidien, la volonté des responsables locaux de protéger à tout prix l'image de la cité, etc.

Enfin, le vocabulaire de la prévention véhicule des connotations négatives et réductrices ; elle apparaît plus soucieuse d'interdire que de favoriser l'habitabilité du territoire.

La prévention des risques s'appuie aujourd'hui sur une démarche cartésienne implicite. On a tendance à croire que si la population dispose d'une information suffisante elle choisira les mesures d'adaptation optimales. Connaître le risque suffirait à déclencher des comportements adaptés. Dans cette perspective, les comportements les mieux adaptés seraient le résultat de l'information la plus détaillée ou la plus proche de la réalité.

Ce postulat est contredit par de nombreuses études de cas concernant les comportements des individus ou des collectivités confrontés à des situations dangereuses. Au niveau local, le risque est souvent dénié et la prévention considérée comme peu motivante.

Des modèles psychologiques des choix de comportements et de la « prise de décision » ont été proposés par les chercheurs en sciences sociales. Les choix exercés, disent-ils, sont caractérisés par leur « rationalité limitée ». Si la projection dans l'avenir est liée au concept de probabilité, familier aux experts, ce concept se révèle étranger au mode ou aux capacités de raisonnement de la plupart des gens. Les « systèmes de préférence » individuels limitent la rationalité des choix dans toutes les décisions humaines.

L'importance déterminante de la perception des risques sur les comportements collectifs ou individuels renvoie également aux travaux de D.S. Mileti¹⁴ concernant la transmission au public de l'information sur le risque sismique.

La perception du risque est, dit-il, un concept pluridimensionnel, c'est un processus social. Une information sur le

14. MILETI D. S. « Prediction and Perception of Natural Hazards ». New York : Kluwer Academic Press, 1993.

risque, pour être effective, doit se construire comme un processus social et non pas comme un acte singulier.

L'un des problèmes les plus difficiles à résoudre est celui du passage de l'information de la sphère des scientifiques à celle des médias.

Pour E. Quarantelli, le monde de la science et celui de l'information du public sont deux mondes séparés. Chacun d'entre eux ont leurs valeurs et leurs croyances ce qui rend difficile l'interaction entre les scientifiques et les journalistes. Le résultat en est la pauvreté des échanges entre eux. L'amélioration de l'information passerait donc par un rapprochement de ces deux types d'acteurs, ce qui aujourd'hui paraît assez improbable.

Après avoir élaboré un modèle des différentes variables à prendre en compte pour la diffusion d'une information efficace, D.S. Mileti l'a testé sur la population californienne à la suite de la prédiction d'un séisme (The Parkfield Earthquake Prediction) faite par les organismes officiels en 1985. Il en déduit quelques recommandations simples à l'usage des responsables du message d'alerte.

1. Adresser à chacun individuellement une brochure concernant l'aléa sismique (nature, zone, occurrence, effets, mesures, etc.).
2. Réaliser des informations télévisées similaires et complémentaires.
3. Renforcer l'information par des projets de manifestations collectives dans les communes les plus exposées.
4. Éveiller l'attention des gens de telle manière qu'ils se mettent à réaliser qu'ils ont quelque chose à faire en fonction du risque, personnellement. Il paraît nécessaire que chacun puisse considérer que la décision de prendre des mesures de prévention vis-à-vis du risque est « sa propre

idée ». Ce processus prend du temps. Cependant l'adoption de mesures de prévention est le résultat de ce processus mental plutôt que l'effet immédiat de la brochure reçue à domicile.

5. Utiliser également des cahiers à colorier, des vidéos ou des clips ; prévoir des cours pour les scolaires et des enquêtes auprès des familles et sur les lieux de travail concernant la planification sismique.

Pour intéressantes qu'elles soient, ces conclusions ne sont que partiellement convaincantes. En Europe la situation qui nous interpelle aujourd'hui est celle de ce million de personnes installées sur les flancs du Vésuve.

Le Vésuve a été jusqu'ici considéré par les volcanologues comme un précieux laboratoire de recherche ; les scientifiques se sont intéressés exclusivement aux mécanismes physiques du volcan. Aujourd'hui, dans l'impossibilité, compte tenu des infrastructures, d'évacuer la zone en cas d'éruption, il s'agit de trouver des parades efficaces pour protéger la population. Des pistes intéressantes pourraient être recherchées à partir des travaux menés en commun par les géographes et les psychosociologues de l'environnement. Ce type d'étude suppose une approche largement pluridisciplinaire. L'interaction sociologue-volcanologue sera-t-elle plus aisée que les échanges avec les médias ?

L'ouvrage de P. Hadfield pose la question des principes à l'origine de tout système de prévention et comme l'écrit G. Czirom : « Quel est le prix qu'aujourd'hui la société est prête à payer pour que les générations futures vivent dans un environnement mieux protégé. » Paradoxalement, les événements de janvier 1995 au Japon sont un stimulant pour l'ingénierie parasismique. Les immeubles construits

Le Vésuve

Il y a aujourd'hui environ 1 million de personnes exposées au risque d'éruption du Vésuve sans compter les villes comme Naples. L'urbanisation abusive et le laxisme des responsables ont contribué à démultiplier le risque : l'évacuation de la zone est devenue impossible compte tenu de l'infrastructure routière, l'alerte serait particulièrement difficile à donner en raison de la dispersion de l'habitat. Où pourrait-on reloger et installer la population déplacée ?

De 1631 à 1944, on a observé 18 cycles éruptifs du volcan, fréquemment interrompus par des éruptions violentes. Ces cycles ont été étudiés et analysés en particulier par le professeur F. Dobran¹. Un projet nommé « Vesuvius 2000 » a été élaboré dans le cadre des programmes de recherche-développement de la Communauté européenne en liaison avec les plus grands noms de la volcanologie et des spécialistes des sciences de la terre. Ce projet comportait trois champs de recherche, largement interdisciplinaires, à savoir :

- *l'environnement physique* : il s'agissait de quantifier les futurs événements volcaniques et d'évaluer leurs effets sur les infrastructures actuelles ;
- *la population* : comportements actuels et passés — vulnérabilité, socio-économie, histoire et formation de la population au risque volcanique ;
- *le territoire* : travail de terrain en collaboration avec des volontaires et des personnels de la sécurité civile en vue d'adapter l'aménagement du territoire aux phénomènes volcaniques incontrôlables.

Le projet, totalement innovant, tant dans sa conception que par le nombre de chercheurs impliqués, garantissant ainsi une sensibilisation à l'échelle européenne, a été refusé par la Commission d'experts de la Communauté européenne en octobre 1995 en dépit de l'urgence reconnue d'une intervention de prévention globale.

1. L'éruption d'avril 1906, dit-il, est un exemple de ces éruptions de fin de cycle, ici le 17^e. Le cycle avait commencé en janvier 1874 par la reprise d'une activité de type strombolien au cratère central. Le professeur Dobran a résumé les travaux antérieurs concernant le mécanisme éruptif du Vésuve. Pour améliorer ces connaissances il proposait l'élaboration d'un modèle informatique interdisciplinaire (géologie, pétrochimie, analyse des gaz, etc.) qui pourrait modéliser tous les éléments jouant un rôle dans les mécanismes du volcan.

après 1981, en fonction des nouvelles connaissances des phénomènes sismiques, ont bien résisté au séisme. L'invest-

tissement pour les générations futures même s'il est long et coûteux paraît porteur d'espérances.

Concepts et méthodes de prospective **Sélection d'articles parus dans la revue Futuribles**

- ADER Emmanuel. L'analyse stratégique et ses outils, n° 72, décembre 1983, 50 F
- BENASSOULI Paul, MONTI Régine. La planification par scénarios. La cas Axa France 2005, n° 203, novembre 1995, 70 F
- BUIGUES Pierre-André. Méthodes et mise en œuvre de la planification stratégique, n° 72, décembre 1983, 50 F
- CAZES Bernard. Les réflexions prospectives, un essai de typologie, n° 157 septembre 1991, 60 F
- COATES Joseph. Sur les erreurs de prévision, n° 193, décembre 1994, 67 F ; L'avenir hautement probable. 83 hypothèses sur l'année 2025, n° 208, avril 1996, 70 F
- COURBIS Raymond. La prévision économique en France, n° 71, novembre 1983, 50 F
- DUCOS, Gilbert. Delphi et analyses d'interaction, n° 71, novembre 1983, 50 F
- DURAND Thomas. Management stratégique de la technologie : dix enseignements, n° 137, novembre 1989, 60 F
- FONTELA Emilio. Scénarios et modèles économiques, n° 71, novembre 1983, 50 F
- GIGET Marc. Méthodes des scénarios, n° 71, novembre 1983, 50 F ; Arbres technologiques et arbres de compétences. Deux concepts à finalité distincte, n° 137, novembre 1989, 60 F
- GODET Michel. Méthodes des scénarios, n° 71, novembre 1983, 50 F ; Prospective : Pourquoi ? Comment ? Sept idées-clefs, n° 137, novembre 1989, 60 F ; La prospective stratégique. Prospective-stratégie : différences et complémentarités, n° 219, avril 1997, 70 F
- HÉRAUD Jean-Alain, MUNIER Francis, NANOPOULOS Kostas. Méthode Delphi : une étude de cas sur les technologies du futur, n° 218, mars 1997, 70 F.
- JOUVENEL Hugues de. Prospective et politique. La prospective par et pour les pouvoirs publics en Europe, n° 122, juin 1988, 50 F ; Sur l'utilité de la prospective régionale, n° 151, février 1991, 60 F
- LESOURNE Jacques. Plaidoyer pour une recherche en prospective, n° 137, novembre 1989, 60 F
- RIVELINE Claude. Nouvelles approches des processus de décision, n° 72, décembre 1983, 50 F
- SCHWARTZ Peter. La planification stratégique par scénarios, n° 176, mai 1993, 65 F
- SERIEYX Hervé. Le projet d'entreprise mode d'emploi. Pour valoriser la ressource humaine, n° 137, novembre 1989, 60 F

Bon de commande

à retourner à Futuribles, 55, rue de Varenne, 75341 Paris cedex 07 - France
Tél (33)1 42 22 63 10 • Fax (33) 1 42 22 65 54

Je commande les n°..... de Futuribles (Étranger : port de 5 F en plus par n°)

Nom et raison sociale

Adresse

Code postal Ville Pays

Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de Futuribles

Carte Bleue Am. Ex. N° Exp. fin

Date Signature

La prospective stratégique

Prospective-stratégie : différences et complémentarités

Michel Godet ¹

Michel Godet publie ce mois-ci un « Manuel de prospective stratégique »². Pourquoi cette nouvelle dénomination ? Il s'en explique ici d'abord en rappelant quels sont les concepts de base de la prospective, ensuite en faisant le point sur les réflexions les plus récentes sur la stratégie, enfin pour conclure que, si le prospectiviste et le stratège sont engagés dans un même défi — anticiper pour agir —, les deux concepts restent bien distincts tout en étant éminemment complémentaires.

H.J.

L'anticipation n'est guère répandue chez les dirigeants, car, lorsque tout va bien, ils peuvent s'en passer et, lorsque tout va mal, il est trop tard pour voir plus loin que le bout de son nez : il faut réagir et vite ! Cependant, la réactivité n'est pas une fin en soi ; souhaitable à court terme, elle ne mène nulle part si elle n'est pas orientée

vers les objectifs à long terme de l'entreprise car « *il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va* » (Sénèque). L'action qui n'a pas de but n'a pas de sens. L'anticipation éclaire l'action et lui donne un sens avec le double sens du mot sens : direction et signification.

1. Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, directeur du Laboratoire d'investigation prospective et stratégique (LIPS).

2. GODET Michel. *Manuel de prospective stratégique*, tome 1 « Une indiscipline intellectuelle », tome 2 « L'art et la méthode ». Paris : Dunod, 1997.

On le comprend, les concepts de prospective, de stratégie, de planification sont dans la pratique intimement liés, chacun appelle les autres et s'y mêle : on parlera de planification stratégique, de management et de prospective stratégique. Chacune de ces approches renvoie à un référentiel de définitions, de problèmes et de méthodes dont la spécificité est d'autant moins établie que le langage n'est pas stabilisé. Comment s'y retrouver ? N'y a-t-il pas de grandes proximités entre toutes ces approches ? Face aux problèmes concrets, n'a-t-on pas accumulé une série de méthodes d'autant plus utiles que l'on connaît leurs limites ? À ces questions nous répondons sans hésiter. Il y a bien une boîte à outils d'analyse prospective et stratégique³ et les managers avisés auraient bien tort de s'en priver car on peut ainsi créer un langage commun et démultiplier la force de la pensée collective tout en réduisant ses inévitables biais. Mais pour cela, il faut revenir aux concepts fondamentaux et à leur histoire.

Les fondements de la prospective

Toute forme de prédiction est une imposition, l'avenir n'est pas écrit mais reste à faire. L'avenir est multiple, indéterminé et ouvert à une grande variété de futurs possibles. Ce qui se passera demain, dépend moins de tendances lourdes qui s'imposeraient fatalement aux hommes que des politiques menées par les hommes face à ces tendances.

Pour maîtriser le changement et ne pas le subir, les organisations doivent non seulement anticiper correctement (ni trop tôt, ni trop tard) les virages techniques, concurrentiels, réglementaires... mais aussi exceller dans leurs activités et enfin innover sans cesse.

C'est bien en raison du défaut d'anticipation d'hier que le présent est encombré de questions, hier insignifiantes, mais aujourd'hui urgentes qu'il faut bien régler vite, quitte à sacrifier le développement à long terme en installant d'illusoires coupe-feu. Dans un monde en mutation où les forces du changement viennent bouleverser les facteurs d'inertie et les habitudes, un effort accru de prospective (technologique, économique et sociale) s'impose à l'entreprise pour faire preuve de flexibilité stratégique, c'est-à-dire, pour réagir avec souplesse tout en gardant son cap.

Réactivité, préactivité et proactivité

Face à l'avenir, les hommes ont le choix entre quatre attitudes : l'autruche passive qui subit le changement, le pompier réactif qui attend que le feu soit déclaré pour le combattre, l'assureur préactif qui se prépare aux changements prévisibles car il sait que la réparation coûte plus cher que la prévention et, enfin, le conspirateur pro-actif qui agit pour provoquer les changements souhaités. C'est semble-t-il à Hasan Ozbekhan qu'il convient d'attribuer la paternité de ces concepts de préactivité et de proactivité dont la réunion

3. Nous renvoyons ici le lecteur à « La boîte à outils de prospective stratégique », *Cahiers du Lips*, n° 5, octobre 1996.

est l'exacte définition du contenu de la prospective ⁴.

Conclusion pratique pour les décideurs : dorénavant lorsque vous ferez un plan d'action, ouvrez trois colonnes, pour la réactivité, la préactivité et la proactivité. Aucune ne doit être trop vide ou trop remplie. Naturellement, dans un contexte de crise, la réactivité l'emporte sur le reste et dans un contexte de croissance, il faut anticiper les changements et les provoquer notamment par l'innovation.

Le monde change mais les problèmes demeurent

Après un quart de siècle de réflexions et d'études prospectives sur les territoires, les entreprises et les grands enjeux des sociétés modernes, nous sommes arrivés à un constat bien connu et pourtant généralement ignoré : ce sont toujours les hommes et les organisations qui font la différence. Ainsi, lorsqu'une entreprise est en difficulté, il ne sert à rien de chercher un bouc émissaire dans la technologie, la concurrence, venue d'ailleurs, forcément déloyale, et de la subventionner. Tout s'explique le plus souvent par un défaut de qualité du management incapable d'anticiper, d'innover et de motiver les hommes.

La nature humaine ne change guère. Capables du meilleur comme du pire, les hommes aspirent à la civilisation mais basculent régulièrement du côté de la barbarie. L'histoire ne se répète pas mais les comportements se reproduisent. Les hommes conservent, au cours du temps, de troublantes similitudes de comporte-

ments qui les conduisent, placés devant des situations comparables, à réagir de manière quasi identique et par conséquent prévisible. Ainsi, il y a dans le passé des leçons oubliées, riches d'enseignements pour l'avenir : les cycles de pénurie et d'abondance liés aux anticipations sur les prix, la succession de longues périodes d'inflation suivies de déflation, ou encore la troublante coïncidence entre les évolutions démographiques et l'expansion ou le déclin économique et politique des pays, témoignent de cette réalité.

Le monde change et les problèmes demeurent. Tel est le constat qui s'est imposé à chaque fois que nous avons retrouvé un problème déjà rencontré cinq, dix ou même quinze ans plus tôt. Il en est ainsi de l'énergie, du transport aérien en région parisienne, de La Poste, et des enjeux des sociétés modernes comme l'emploi ou la formation. L'avantage pour l'homme de réflexion est évident : l'investissement intellectuel passé n'est guère obsolète et il suffit de l'actualiser par des données récentes pour retrouver la plupart des mécanismes et constats antérieurs.

Les hommes ont la mémoire courte ; ils méconnaissent le temps long et ses enseignements. Chaque génération a l'impression de vivre une époque de mutation sans précédent. Ce biais est naturel : cette époque est forcément exceptionnelle pour chacun d'entre nous puisque c'est la seule que nous vivons. D'où la tendance, symétrique à la précédente, à surestimer l'importance et la rapidité des changements notamment en ce qui concerne les technologies nouvelles.

4. Lors d'un dîner à Madrid il y a une dizaine d'années, Hasan Ozbekhan nous a déclaré que la traduction de concept de prospective en anglais existait bel et bien avec ces deux adjectifs *pré-active* et *proactive*.

Halte à la complication du complexe

La mode ambiante consiste à essayer de transposer dans les sciences sociales des mécanismes constatés dans les sciences de la matière et du vivant. On parle de « chaos fécond », de « bifurcations », de « hasard organisateur », de « déterminisme indéterminable », de « pensée complexe ». Certains vont même jusqu'à vouloir brûler Descartes⁵. Rendons lui plutôt justice car il avait fait du doute le premier précepte de son *Discours de la méthode*. Et c'est bien le premier réflexe intellectuel à développer à propos de cette nouvelle mode ; il incite à la vérification, au recoupement et à la clarification d'une terminologie qu'Ilya Prigogine⁶ lui-même qualifie de confuse.

La théorie du chaos a le vent médiatique en poupe. Il est vrai que le vocabulaire se prête aux emphases journalistiques et met l'imagination en appétit avec des mots qui font rêver comme « les attracteurs étranges », « les fractales », « les cascades des bifurcations », « l'effet papillon », etc. ou qui font peur comme « bruit », « désordre », « chaos », « complexité ».

Faut-il des outils complexes pour lire la complexité de la réalité ? Nous pensons plutôt l'inverse ; les grands esprits dotés d'une pensée complexe ont su mieux que d'autres trouver des lois relativement simples pour comprendre l'univers. Son-

geons aux principes de la thermodynamique, à la théorie de la relativité. Il faut saluer le rappel à l'ordre de Maurice Allais⁷, un des plus grands économistes mathématiciens de ce temps : « *Une théorie dont ni les hypothèses ni les conséquences ne peuvent être confrontées avec le réel est dépourvue de tout intérêt scientifique* ». Il ajoute qu'il n'y aura jamais de modèles parfaits, mais seulement des modèles approximatifs de la réalité, et précise « *de deux modèles le "meilleur" sera toujours celui qui pour une approximation donnée représentera le plus simplement les données de l'observation* ». Voilà de quoi rassurer ceux qui craignaient d'avoir perdu leur latin et faire réagir ceux qui confondent complication et complexité !

Des acteurs clefs aux points de bifurcation

Le monde réel est beaucoup trop complexe pour que l'on puisse espérer, un jour, mettre en équation son éventuel déterminisme caché. Et même si on le pouvait, l'incertitude, inhérente à toute mesure surtout sociale, garderait grand ouvert, au moins dans nos esprits, l'éventail des futurs possibles. Puisque le déterminisme est indéterminable, il faut « faire comme si » rien n'était joué, comme si la révolte de la volonté pouvait à elle seule renverser la tyrannie du hasard et de la nécessité.

5. Cf. PESSIS-PASTERNAK Guitta. « Hasard ou déterminisme ? La science au tribunal ». In *Futuribles*, n° 157, 5 septembre 1991.

6. PRIGOGINE Ilya. « Loi, histoire et désertion ». In *La querelle du déterminisme*. Paris : Gallimard, 1990 (collection Le débat).

7. ALLAIS Maurice. « La philosophie de ma vie ». *Gérer et comprendre*, Annales des Mines, 1989.

Comment reconnaître les points de bifurcations ? « *Quels événements, quelles innovations vont rester sans conséquences, quelles autres sont susceptibles d'affecter le régime global, de déterminer irrévocablement le choix d'une évolution, quelles sont les zones de choix, les zones de stabilité ?* ». Voilà les questions que se pose Ilya Prigogine⁸. Elles constituent aussi le menu quotidien de la prospective. Identifier l'éventail des futurs possibles par les scénarios, n'est-ce pas aussi reconnaître le diagramme des bifurcations ? Les paramètres de bifurcations ne sont-ils pas aussi des variables clés de l'analyse prospective ?

On constate aussi ces dernières années, une convergence des théories vers le concept d'auto-organisation qui permet l'adaptation au « nouveau » et la création de nouveau. Tout se passe comme s'il y avait « un renversement de la flèche du temps » de sorte que « *ce que nous faisons aujourd'hui s'explique, non par nos conditionnements, mais par le but que nous explicitons et vers lequel nous tendons* »⁹. Nous retrouvons ainsi « *l'avenir raison d'être du Présent* » (Gaston Berger) et il est permis d'avancer que le désir force productive d'avenir est aussi le principal moteur de l'auto-organisation.

Se poser les bonnes questions et se méfier des idées reçues

« *La réponse est oui, mais quelle est la question ?* ». Chacun se souvient de la fameuse réplique de l'acteur Woody Allen. Trop souvent, en effet, on oublie

de s'interroger sur le bien-fondé des questions posées et l'on se précipite comme des moutons de Panurge dans la quête illusoire de réponses à des fausses questions. Or, il n'y a pas de bonne réponse à une mauvaise question. Mais comment se poser les bonnes questions ?

La lumière crée l'ombre. Si les projecteurs de l'actualité sont si puissamment braqués sur certains problèmes, c'est pour mieux en cacher d'autres que l'on ne veut pas voir. Les idées reçues et à la mode, qui dominent l'actualité, doivent être regardées avec méfiance car elles sont généralement sources d'erreurs d'analyse et de prévision. Maurice Allais figure parmi les alliés objectifs de ce combat ; il dénonce, lui aussi, « *la tyrannie des idées dominantes* ». L'information est souvent bâillonnée par le conformisme du consensus qui pousse à se reconnaître dans l'opinion dominante et à rejeter l'avis minoritaire. Finalement, celui qui voit juste a peu de chances d'être entendu. Cette observation ne donne, évidemment, aucun crédit supplémentaire aux prédictions farfelues, mais rend suspectes nombre de conjectures et d'idées reçues. En ce sens, remettre en cause le confort d'esprit, réveiller les consciences endormies sur de fausses certitudes est indispensable en prospective.

Dans le passé, nous avons pu avoir plusieurs fois raison en nous attachant à remettre à plat les idées dominantes. Ce *reengineering* mental nous conduisit notamment à pressentir la surabondance d'énergie, à dénoncer le mirage technologique et les « japonaiseries » sur le management. La stratégie n'échappe pas

8. PRIGOGINE Ilya. *Op. cit.*

9. DUPUY Jean-Pierre. *Ordres et désordres*. Paris : Seuil, 1982.

à ce conformisme. Combien de choix d'investissement, d'implantation n'ont-ils pas été justifiés par le mythe de la taille critique qu'il faudrait avoir pour se battre à l'échelle mondiale ? En réalité, il existe toujours dans le même secteur des entreprises plus petites et plus performantes. La bonne question à se poser est donc : comment être rentable à la taille où l'on se trouve ? Et la réponse à cette dernière question passe souvent par une décroissance provisoire. Comme pour les arbres, une fois élagués, ils repoussent mieux !

De l'anticipation à l'action par l'appropriation

La vision globale est nécessaire pour l'action locale et chacun à son niveau doit pouvoir comprendre le sens de ses actions, c'est-à-dire les resituer dans le projet plus global dans lequel elles s'insèrent. La mobilisation de l'intelligence est d'autant plus efficace qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un projet explicite et connu de tous. Motivation interne et stratégie externe sont donc deux objectifs indissoc-

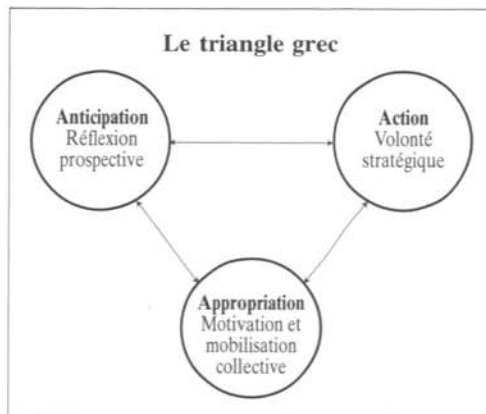
iables qui ne peuvent être atteints séparément.

C'est par l'appropriation que passe la réussite du projet. En raison de sa transparence, la mobilisation collective ne peut porter directement sur les choix stratégiques, par nature confidentiels. C'est donc la réflexion prospective collective sur les menaces et opportunités de l'environnement qui donne un contenu à la mobilisation et permet l'appropriation de la stratégie.

L'appropriation intellectuelle et affective constitue un point de passage obligé pour que l'anticipation se cristallise en action efficace. Nous retrouvons ainsi les trois composantes du triangle grec (cf. schéma) : *logos* (la pensée, la rationalité, le discours), *epithumia* (le désir dans tous les aspects nobles et moins nobles), *erga* (les actions, les réalisations). Le mariage de la passion et de la raison, du cœur et de l'esprit est la clef du succès de l'action et de l'épanouissement des individus (le corps). On peut aussi donner le même message en couleur : le bleu de la raison froide associé au jaune des sensations chaudes produit le vert de l'action éclatante.

Ainsi s'éclaire le faux débat entre intuition et raison. Une tête bien faite doit être raisonnablement pleine. En irriguant le cerveau gauche, siège de la rationalité, on vivifie aussi le cerveau droit, siège de l'intuition et de l'émotion. C'est tout le problème du lien entre réflexion et action. Au moment de l'action, il est trop tard pour réfléchir, et lorsqu'on le fait, il faut avoir le temps et ne pas être pressé par l'urgence.

L'action est commandée par un réflexe où l'intuition paraît généralement dominer la raison. Cette impression est trompeuse car le réflexe



de l'action est d'autant plus rapide et approprié que le cerveau a été entraîné, au préalable. Ce qui est vrai pour les muscles, l'est aussi pour l'esprit. Il n'y a donc pas opposition mais complémentarité entre intuition et raison.

L'essor de la prospective stratégique

Le prospectiviste et le stratège sont embarqués dans un même défi : anticiper pour agir ; pourtant leurs références et leurs pratiques sont différentes. Depuis le début des années 80, nous nous sommes attachés à développer les fortes synergies potentielles entre ces deux approches complémentaires. La synthèse recherchée se présente sous la forme de l'approche intégrée.

La recherche des futurs possibles doit s'accompagner d'un minimum de méthode et s'appuyer sur des outils qui, même s'ils doivent rester simples et appropriables, nécessitent un minimum de formalisation. En effet, si la prospective est indiscipline, elle est aussi rigueur. Le mot scénario est souvent utilisé à tort et à travers : on qualifie ainsi n'importe quel jeu d'hypothèses sans vérifier leur pertinence, leur cohérence, ni se soucier de leur vraisemblance (probabilité). Une autre confusion fréquente consiste à prendre ses désirs (objectifs) pour des réalités, à mélanger l'exploratoire et le normatif. Tous les scénarios possibles ne sont pas également probables ni souhaitables et il faut bien

distinguer les scénarios d'environnement général des stratégies d'acteurs.

Planification, prospective et stratégie : quelle différence ?

Pour être fécond, c'est-à-dire porteur d'avenir, le mariage de la prospective et de la stratégie doit s'incarner dans la réalité quotidienne et donner lieu, au travers de l'appropriation (par tous les acteurs concernés du haut en bas de la hiérarchie), à une véritable mobilisation de l'intelligence collective. Si la rencontre entre prospective et stratégie était inévitable, elle n'a pas pour autant effacé la confusion des genres et des concepts. Ces derniers sont beaucoup plus proches qu'on ne l'admet généralement. Ainsi, la définition de la planification proposée par Ackoff¹⁰ « *Concevoir un futur désiré ainsi que les moyens réels pour y parvenir* » ne diffère en rien de celle que nous proposons pour la prospective, où le rêve féconde la réalité, où le désir est force productive d'avenir, où l'anticipation éclaire la préactivité et la proactivité.

Comment s'y reconnaître entre planification et management stratégique ? Je me souviens d'Igor Ansoff me déclarant en 1986 à propos du choix du titre de mon livre en anglais¹¹ : « *Vous et moi nous savons bien que c'est la même chose, mais les ventes seront meilleures avec management stratégique* ». On pourrait faire la même remarque aujourd'hui avec la prospective stratégique. Chaque

10. ACKOFF R. *Méthodes de planification dans l'entreprise*. Paris : Les Éditions d'Organisation, 1973.

11. GODET Michel. *Scenarios and Strategic Management*. Butterworth, 1987. Traduction de *Prospective et planification stratégique*. Paris : Économica, 1985.

concept reprend le précédent, en mettant l'accent sur une dimension ancienne qui apparaît d'autant plus nouvelle qu'elle avait fini par être négligée, puis oubliée. Avec le management stratégique, on a ainsi redécouvert que les hommes et les organisations sont au cœur de la différence entre les entreprises performantes et celles qui ne le sont pas.

Les modes managériales se succèdent avec toujours un point commun. Il s'agit de motiver les hommes en leur lançant de nouveaux défis, étant entendu que le processus d'implication est l'objectif recherché ; il s'obtient avec ou sans le résultat. C'est en ce sens que les analyses stratégiques partagées peuvent produire la synthèse de l'engagement collectif, contrairement à ce qu'avance Henry Mintzberg¹². Le plus difficile n'est pas de faire les bons choix, mais d'être sûr que l'on réussisse à ce que chacun se pose les vraies questions. Un problème bien posé, et collectivement partagé par ceux qui sont concernés, est déjà presque résolu. N'est-ce pas ce que signifie Michel Crozier lorsqu'il déclare : « *le problème, c'est le problème !* ».

« *La grandeur et la décadence de la planification stratégique* » n'ont pas fini de faire parler d'elles. Et la fortune d'Henry Mintzberg est assurée puisqu'on a beau couper cette branche elle repousse toujours en raison de l'indépendance de ses constituants : « *Une organisation peut planifier (prendre le futur en considération) sans s'engager dans une planification (une procédure formelle) même si elle produit des*

plans (des intentions explicites) ». En réalité, c'est moins la planification qui est en cause que la manière dont elle a été appliquée. La greffe de la planification stratégique ne peut prendre que si elle intègre la culture et l'identité des organisations concernées. Les leviers du développement ne sont pas seulement rationnels mais aussi émotionnels et comportementaux. D'où l'idée de management stratégique qui est presque un pléonasme puisque pour Boyer et Equilbey¹³ « *le management, c'est l'art de mettre l'organisation au service de la stratégie* ». Le management ne constitue cependant pas, en lui-même, une stratégie.

La stratégie conditionne le management mais suppose aussi des objectifs et des tactiques associées (décisions contingentes). Il est vraiment difficile de s'y retrouver quand des auteurs aussi sérieux que Mintzberg se refusent à ces distinctions en citant notamment Rumelt : « *La tactique d'une personne est la stratégie d'une autre* » et se contentent d'utiliser sans restriction « *le terme stratégique, comme adjectif pour qualifier quelque chose de relativement important* ». On le voit, il est grand temps de clarifier tous ces concepts et de prendre du recul pour observer dans sa totalité l'héritage accumulé en matière d'analyse stratégique.

Cet héritage accumulé depuis une cinquantaine d'années est considérable¹⁴ mais aussi suffisamment connu pour qu'il ne soit pas nécessaire de présenter en détail chacun des concepts, outils ou méthodes auxquels des livres entiers sont consacrés.

12. MINTZBERG Henry. *Grandeur et décadence de la planification stratégique*. Paris : Dunod, 1994.

13. BOYER Luc, EQUILBEY Noël. *Histoire du management*. Paris : Éditions d'Organisation, 1990.

14. MARTINET Alain-Charles. « Les discours sur la stratégie d'entreprise ». *Revue Française de Gestion*, n° 67, janvier-février 1988.

On se contentera de citer parmi les outils d'analyse parfois anciens mais toujours actuels : le cycle de vie, l'effet d'expérience, les matrices produits \times marchés, la segmentation stratégique, les matrices d'analyse de portefeuille, les chaînes de valeur, les arbres de compétence.

La plupart de ces outils ont été, sont, ou seront intégrés dans des approches stratégiques à prétention universelle pour les organisations comme le diagnostic interne et le diagnostic externe de LCAG (également dénommé « école de Harvard ») et d'Ansoff, l'analyse concurrentielle de Porter, l'analyse des ressources de base et des compétences clés (Giget, Hamel et Prahalad).

En réalité, le principal défaut de la plupart de ces vagues successives d'approches générales a été de prétendre remplacer les précédentes en apportant une réponse nouvelle aux critiques justifiées qu'elles suscitaient sans toujours conserver leurs acquis. D'une mode à l'autre, on a souvent jeté le bébé avec l'eau du bain. Ainsi, par exemple, le diagnostic classique en « forces-faiblesses, menaces-opportunités » a le mérite d'imposer un diagnostic complet des ressources fondamentales de l'entreprise : humaines, financières, techniques, commerciales. On le redécouvre aujourd'hui, sous un autre nom avec le *benchmarking*, où l'on compare ses performances à celles des concurrents mieux placés. Ce diagnostic classique a pu sembler un temps dépassé. Songeons que les ressources humaines et financières sont quasiment oubliées dans les centaines de pages que Michael Porter¹⁵ consacre à l'analyse concurrentielle alors que ces deux facteurs sont déterminants pour la

performance et la stratégie des entreprises.

De la même manière, le succès de la segmentation stratégique et des analyses de portefeuille avait fini par faire oublier qu'une entreprise ne se réduit pas à ses couples produits \times marchés. L'analyse stratégique ne doit pas se limiter au portefeuille d'activités, mais porter sur toute l'entreprise dans sa réalité profonde, marquée par une histoire, des hommes, des valeurs, des compétences, des métiers, des organisations. On redécouvre maintenant avec Hamel et Prahalad ce que Marc Giget avait bien mis en évidence dix ans plus tôt avec ses arbres de compétence et que l'on ne devrait jamais oublier : c'est essentiellement à partir de ses compétences fondamentales (les métiers de base et les savoir-faire qui constituent les racines de l'arbre) qu'une entreprise doit construire ses facteurs clés de succès, consolider ses positions stratégiques favorables et partir à la conquête du futur par l'anticipation et l'innovation.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'utiliser, en tant que de besoin, chacun des acquis de cet héritage accumulé en analyse stratégique. L'analyse classique en termes de menaces et opportunités provenant de l'environnement général, montre que l'on ne peut pas se limiter, au nom de la profitabilité à court terme, à la seule analyse de l'environnement concurrentiel comme on pourrait le croire en lisant les premiers ouvrages de Michael Porter. Les multiples incertitudes qui pèsent, notamment à long terme, sur le contexte général montrent l'intérêt de la construction de scénarios globaux pour éclairer le choix des

15. PORTER Michael. *L'avantage concurrentiel*. Paris : InterÉditions, 1986.

options stratégiques et assurer la pérennité du développement.

Une partie du biais introduit par les modes managériaux vient du fait que les consultants ont besoin de se différencier en se renouvelant sans cesse. Trop souvent l'impression de nouveauté est acquise à moindre frais en se contentant de rebaptiser un concept ancien : c'est ainsi que le segment stratégique des années 70 a été « remplacé » par le domaine d'activité stratégique (le DAS). C'est pourtant strictement la même chose, comme le mettent en évidence les définitions de Strategor¹⁶. Peu le savent et encore moins le reconnaissent.

Une partie de la confusion s'explique bien sûr par les problèmes de traduction mais de tels biais n'existeraient pas si ceux qui écrivent avaient lu complètement les livres dont ils parlent et s'ils n'avançaient pas des théories sans les avoir confrontées à la réalité. Ajoutons que si la plupart de ces modes sont importées des États-Unis, elles trouvent souvent une bonne partie de leur inspiration en Europe et au Japon, comme l'ont montré aussi bien Marc Giget¹⁷ que Michel Berry¹⁸.

Le marché des idées managériaux et stratégiques est marqué par la domination écrasante des approches et outils conçus outre-Atlantique. Pour certains comme Claude Sicard¹⁹ : « Ces concepts, ces méthodes et ces outils ont maintenant fait leurs preuves et il suffit simplement de convaincre les chefs d'entreprise de les

utiliser pour élaborer des stratégies gagnantes ». Pour d'autres, comme Marc Giget, « Il en va des ouvrages de management comme des autres produits de consommation (romans, essais, films, vidéos). Les plus diffusés dans le monde ne sont pas nécessairement les plus structurants au niveau de la pensée et de l'action. La dimension universelle des plus vendus tient souvent à la simplicité, voire à la banalité du propos. Il serait souhaitable que l'esprit critique vis-à-vis de ces publications soit au moins aussi développé en France qu'il ne l'est dans leur pays d'origine où la critique est d'autant plus virulente que l'efficacité n'est pas au rendez-vous ». Et Marc Giget de relever que nombre d'entreprises américaines étaient passées du côté des perdants et que l'on ne comptait plus les dégâts des approches en termes de *strategic business units*. Le déclin relatif et même absolu de pans entiers de l'industrie américaine dans les années 60 à 80, par rapport à l'Europe et au Japon, interdisant selon lui de parler d'approche classique américaine : « Le renouveau des années 90 s'est fait à partir des analyses comme "Made in America" s'inspirant précisément des modèles étrangers » pour redécouvrir les vertus du positionnement par rapport aux meilleurs (*benchmarking*), de la remise à plat complète des processus et des organisations (*reengineering*), du recentrage sur les métiers de base (*downsizing*) et de l'innovation à partir des macro-compétences de

16. STRATEGOR. *Stratégie, structure, décision, identité*. Paris : InterÉditions, 1993 (2^e édition).

17. GIGET Marc. « Le renouveau stratégique des entreprises américaines ». *Management France*, n° 95, janvier 1996.

18. BERRY Michel. « Que faire de l'Amérique ? ». *Gérer et comprendre*, Annales des Mines, n° 27, juin 1992.

19. SICARD Claude. « Élaborer des stratégies gagnantes ». *Management France*, n° 93, août 1995.

l'entreprise. C'est bien ce qu'avancent Hamel et Prahalad²⁰ pour expliquer la différence entre les entreprises qui gagnent et celles qui perdent : « *La conclusion s'imposait : certaines équipes de direction faisaient tout simplement preuve de plus de clairvoyance que d'autres. Certaines parvenaient à imaginer des produits, des services et des secteurs d'activité entiers qui n'existaient pas encore, et à en accélérer la naissance. Manifestement, elles perdaient peu de temps à se préoccuper du positionnement de leur firme dans les espaces concurrentiels existants, car elles avaient déjà entrepris d'en créer des nouveaux. D'autres sociétés — les trainards — se souciaient, elles, davantage de la conservation du passé que de la conquête du futur* ». La conclusion s'impose : la stratégie parle de clairvoyance et d'innovation et la prospective de préactivité et de proactivité, mais c'est bien de la même chose qu'il s'agit.

C'est sans doute la raison pour laquelle l'expression de prospective stratégique se diffuse depuis la fin des années quatre-vingt. Comment imaginer d'agir en stratégie sans « *voir loin, large, profond, prendre des risques, penser à l'homme* » comme le fait la prospective selon Gaston Berger²¹ ? Bien sûr que non ! Et inversement, pour Gaston Berger, « *regarder l'avenir bouleverse le présent* » ; ainsi l'anticipation invite à l'action. Pour nous,

l'affaire est entendue, la prospective est le plus souvent stratégique sinon par ses intentions et la stratégie nécessairement prospective ne serait-ce que pour éclairer les choix qui engagent l'avenir.

Pour des auteurs classiques comme Lucien Poirier²² et Igor Ansoff²³, la notion de stratégie renvoie à l'action d'une organisation sur son environnement et à la réflexion sur cette action. Tout naturellement, Lucien Poirier parlait de « *stratégie prospective* ». Les deux notions sont distinctes mais inséparables. Cependant, certains auteurs comme Fabrice Roubelat²⁴ soutiennent l'idée que des prospectives seraient stratégiques et d'autres pas. Ce dernier, s'appuie notamment sur une remarque de Jacques Lesourne²⁵, pour avancer que : « *la décision stratégique est soit celle qui crée une irréversibilité pour l'ensemble de l'organisation, soit celle qui anticipe une évolution de son environnement susceptible de provoquer une telle irréversibilité* ». La décision stratégique serait donc, selon Jacques Lesourne, celle susceptible de « *mettre en cause l'organisation dans son existence, son indépendance, ses missions, le champ de ses activités principales* ». On le comprend, il existe pour une organisation donnée, et selon cette définition, des réflexions prospectives de portée générale qui ne revêtent aucun

20. HAMEL Gary, PRAHALAD C.K. *La conquête du futur*. Paris : InterÉditions, 1995.

21. BERGER Gaston. *Étapes de la prospective*. Paris : PUF, 1967.

22. POIRIER Lucien. *Stratégie théorique II*. Paris : Économica, 1987.

23. ANSOFF Igor. *Stratégie du développement de l'entreprise*. Paris : Les Éditions d'Organisation, 1989 (édition originale : 1965).

24. ROUBELAT Fabrice. « La prospective stratégique en perspective : genèse, études de cas, prospective ». Thèse de doctorat en sciences de gestion. CNAM, mai 1996.

25. « Pour toute organisation, la notion de stratégie est inséparable de celle d'irréversibilité de grande échelle » in LESOURNE Jacques. « La notion d'enjeu stratégique ». Note au comité de la prospective d'EDF, novembre 1994.

caractère stratégique. Mais la même prospective, sur la santé par exemple, aura certainement un caractère stratégique pour d'autres organisations. Une prospective donnée est toujours stratégique pour quelqu'un. En outre, toute décision est susceptible de devenir stratégique en raison des incertitudes et de la méconnaissance qui pèsent sur les éventuelles irréversibilités de ses conséquences.

Le principe de précaution commanderait donc de considérer *a priori* toute prospective comme stratégique. C'est d'ailleurs Jacques Lesourne lui-même qui constatait : « *les grandes décisions se prennent rarement, elles deviennent de moins en moins improbables au fur et à mesure que s'accumulent les petites décisions* »²⁶. Notre point de vue, toujours soucieux d'opérationnalité, est donc clair : la prospective ne se limite pas à l'interrogation sur les risques de rupture et la stratégie ne peut se réduire aux décisions présentant un caractère irréversible pour les organisations, tout simplement parce que ces notions sont floues et incertaines et leurs frontières impossibles à matérialiser. Dans le doute, il est sage de faire comme si, sans pour autant considérer que, pour une organisation donnée, toute prospective est stratégique.

Pour une organisation, la prospective n'est pas un acte philanthropique, mais une réflexion en vue d'éclairer l'action et tout particulièrement celle qui revêt un caractère stratégique. Bref, je ne connais guère de prospective sans incidence stratégique. Même lorsque le Commissariat au Plan s'interroge sur l'avenir du travail, il avance des idées et des propositions porteuses de ruptures et d'irréversibilités pour la société française. La distinction

tout à fait utile que suggère Fabrice Roubelat entre attitude prospective comme comportement des responsables et activités de prospective consacrées aux études sur le futur ne change rien à l'affaire. Dans notre exemple, le Commissariat au Plan peut se voir conforté ou remis en cause dans ses missions fondamentales en raison même de la qualité de ses productions et du caractère stratégique et par conséquent sensible de ses conclusions. Dans ce cas, l'activité de prospective est d'abord stratégique pour celui qui l'entreprend.

En conclusion, si prospective et stratégie sont deux amants intimement liés, ils restent distincts et il convient de bien séparer :

1) le temps de l'anticipation, c'est-à-dire de la prospective des changements possibles et souhaitables ;

2) le temps de la préparation de l'action : c'est-à-dire l'élaboration et l'évaluation des choix stratégiques possibles pour se préparer aux changements attendus (pré-activité) et provoquer les changements souhaitables (proactivité).

Cette dichotomie entre l'exploration et la préparation de l'action conduit à distinguer quatre questions fondamentales : que peut-il advenir ? (Q1), que puis-je faire ? (Q2), que vais-je faire ? (Q3), comment le faire ? (Q4).

La prospective seule est centrée sur le « que peut-il advenir ? » (Q1). Elle devient stratégique quand une organisation s'interroge sur le « que puis-je faire ? » (Q2). Une fois ces deux questions traitées, la stratégie part du « que puis-je faire ? » (Q2) pour s'en poser deux autres : « que vais-je faire, » (Q3) et « comment le faire ? (Q4) ? D'où le chevauchement entre la

26. Lors d'une conférence donnée au Conservatoire national des arts et métiers en 1982.

prospective et la stratégie. Naturellement, il est des exercices de prospective générale qui n'ont pas de caractère stratégique clair pour un acteur ainsi que des analyses stratégiques d'entreprises ou de secteurs dont la composante prospective est embryonnaire voire inexistante. Par souci de clarté, on réservera donc l'expression de prospective stratégique aux exercices de prospective ayant des ambitions et des

finalités stratégiques pour l'acteur qui l'entreprend.

Parions que la prospective sera de plus en plus souvent stratégique car face aux mutations de leur environnement les acteurs seront de plus en plus amenés à se poser une question vitale : voulons-nous que le monde change avec nous, sans nous ou contre nous ? Poser la question, c'est déjà donner un penchant pour la réponse.

Bibliographie complémentaire

GIGET Marc et GODET Michel. « Deux amants inséparables : prospective et stratégie », *Vers une école européenne du management stratégique*. Colloque AFCET-AFPLANE, 1990.

GODET Michel, ROUBELAT Fabrice. « Creating the Future : the Use and Misuse of Scenarios ». *Long Range Planning*, vol. 29, n° 2, avril 1996.

JOUVENEL Hugues (de). « Sur la méthode prospective : un bref guide méthodologique ». *Futuribles*, n° 179, septembre 1993.

LESOURNE Jacques. « Plaidoyer pour une recherche en prospective ». *Futuribles*, n° 137, novembre 1989.

LESOURNE Jacques, MALKIN Daniel. « L'exercice Interfuturs, réflexion méthodologique ». *Futuribles*, n° 26-27, 1979.

LESOURNE Jacques, STOFFAËS Christian (sous la direction de). *La prospective stratégique d'entreprise*. Paris : InterÉditions, 1995.

PORTER Michael. *Choix stratégiques et concurrence*. Paris : Economica, 1982.

SCHWARTZ Peter. *The art of the long view*. Londres : Doubleday, 1991.

La retraite dans le désordre

Le rêve de tous les Français ? Ou un temps d'inutilité sociale ? L'occasion d'inventer des modes de vie nouveaux ? Ou le repli sur une situation de rentiers ? La période entre la fin de la vie de travail et le temps de la dépendance s'étend de plus en plus. Pourtant, nous ne sommes pas prêts à faire face à cette révolution démographique qui bouleverse le contrat entre les générations. Ce numéro de *Projet* interroge nos images et nos politiques devant la retraite et la vieillesse.

C. Attias-Donfut, M. Bonnet, A.-M. Guillemard, M.-E. Joël, J.-M. Hourriez, R. Michel, B. Puijalon, O. Samaoli, A. Villez

Le n° : 65 F - étr. 70 F

En vente dans les grandes librairies

PROJET • 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - ☎ 01 44 39 48 48

Minitel 36 15 SJ*PROJET



LA REVUE DE MANAGEMENT
POUR CADRES ET UNIVERSITAIRES

GERER SA CARRIERE EN 1997

Guide d'action des cadres et futurs cadres
qui veulent prendre en main la gestion de leur carrière

- 13 articles écrits par des spécialistes de la gestion de carrière

Plusieurs grands thèmes :

- Trouver sa place dans un nouvel emploi
- Travailler dans une PME
- Créer son entreprise
- Manager sa carrière et faire sa publicité
- Je perds mon emploi, que faire ?
- Outplacement et réinsertion professionnelle
- ...

Prix spécial étudiants et demandeurs d'emploi: 299 FB (+ 60 FB de frais d'envoi).

Immigration : le laboratoire américain

Nicole Morgan, Rémy Oudghiri

Les deux articles que nous publions ici rendent compte du débat désormais engagé aux États-Unis sur l'immigration, son expérience en matière de melting pot et sa capacité d'intégration sociale des minorités et des étrangers.

Nicole Morgan d'abord nous expose le point de vue de David M. Kennedy et de Georges J. Borjas tel qu'ils l'ont explicité dans deux articles récents publiés dans la revue The Atlantic Monthly. Ces articles mettent l'accent sur l'influence des facteurs socio-économiques (les avantages et coûts de l'immigration) par opposition à la question culturelle et, chacun à leur manière, soulèvent la question des capacités d'intégration de l'économie et de la société américaine eu égard à la qualité des immigrants. Rémy Oudghiri rend compte du livre de Dale Maharidge The Coming White Minority qui montre la peur des Blancs en passe de devenir minoritaires en Californie et souligne le risque de voir la société se disloquer sous l'effet d'une ségrégation plus forte. Rémy Oudghiri, simultanément, montre combien le dynamisme économique de la Californie favorise le processus d'intégration.

Ces deux papiers relativisent l'importance des différences ethniques et culturelles essentiellement invoquées dans de nombreux débats. Ils soulignent par contre le rôle des facteurs économiques et sociaux qui, bien souvent, sont en Europe sous-estimés.

H.J.

Le prix de l'immigration

En 1863, Abraham Lincoln, en proclamant jour férié la fête de l'Action de grâce, remercia Dieu pour avoir « augmenté les rangs de la population libre par émancipation et par immigration ». L'avenir était ouvert au sens propre et au sens figuré : il n'y avait alors que quelque 34 millions d'Américains et les grandes étendues de l'Ouest s'ouvraient aux rêves les plus fous des immigrants qui avaient fui la misère. On peut lire encore, au bas de la statue de la Liberté, le défi lancé à la face des vieux pays : « Donnez-moi vos pauvres et vos affamés... vos rebuts grouillant sur vos rivages... ».

Une prospérité sans précédent fut la récompense apparente d'une générosité américaine qui est cependant remise en question. Tout a changé et les penseurs américains ont entrepris la difficile réflexion sur l'immigration où, comme en Europe, les concepts sont émotionnellement et politiquement chargés. Dans la livraison de novembre d'*Atlantic Monthly*¹, deux professeurs² amorcent le débat.

David M. Kennedy, le lance brutalement dans le titre de son essai : « Pouvons-nous encore nous offrir d'être une nation d'immigrants ? ». Historien, il replace la question dans son contexte, traçant les grandes lignes de ce que fut la vague d'immigration européenne qui peupla les

États-Unis au XIX^e siècle. À cette époque, nous rappelle-t-il, la situation en Europe était à bien des égards explosive. Sa population doublait, passant de 200 à plus de 400 millions d'habitants, et cela malgré le départ de 70 millions d'entre eux. Le sort des Européens, en sur-nombre, était d'autant plus précaire que la révolution industrielle n'arrivait pas à produire assez d'emplois pour tous les paysans et artisans qu'elle avait déplacés. Et des événements tels la famine, due autant à un parasite de la pomme de terre, qu'à la monoculture intensive, ne firent qu'ajouter à la détresse des périodes de transition.

Mais Kennedy de préciser également que s'il y eut effectivement exode des laissés-pour-compte de cette révolution vers les États-Unis, le phénomène fut plus complexe qu'il n'y paraît. Seulement la moitié de ces départs se firent à destination des États-Unis et bien des immigrants mâles traversaient l'Atlantique à la recherche d'un emploi temporaire avec la seule intention d'aider leur famille restée au pays à franchir un mauvais pas. Et, de fait, 40 % d'entre eux retournèrent chez eux, la crise passée³.

Cela dit, des dizaines de millions d'immigrants passèrent les contrôles de Castel Garden ou d'Ellis Island et furent assimilés rapidement dans le fameux *melting pot*

1. KENNEDY David M. « Can We Still Afford to Be a Nation of Immigrants ». BORJAS Georges J. « The New Economics of Immigration ». *The Atlantic Monthly*, novembre 1996.

2. David M. Kennedy occupe la chaire Donald J. McLachlan d'histoire américaine à l'université de Stanford. Georges J. Borjas est professeur de politiques publiques à l'École John F. Kennedy à l'université Harvard.

3. Il s'agit d'une moyenne : 80 % des immigrants venus du sud du Danube repartirent chez eux. Le même pourcentage d'immigrants irlandais ou juifs s'installèrent définitivement.

américain. Néanmoins, le secret du succès de l'entreprise tient moins au génie de politiques publiques d'ailleurs presque inexistantes qu'aux circonstances.

— D'abord, et le fait est peu connu, le pourcentage d'immigrés au sein de la population américaine a toujours été relativement faible : 14,7 % en 1910, une des années records de l'immigration.

— Ensuite, les immigrants étaient d'autant mieux accueillis que l'économie, en pleine expansion, avait besoin de main-d'œuvre. Les questions de distribution ou d'assistance sociale, ne se posaient alors pas, ne laissant ainsi que peu de prise aux conflits associés à l'assimilation de nouveaux venus. En un mot, les immigrants ne coûtaient rien et apportaient beaucoup.

— Enfin, ces derniers se dispersèrent sur l'ensemble de l'immense territoire, facilitant ainsi l'assimilation des petits nombres. Mais plus important est le fait

qu'aucune culture particulière ne dominait les autres. Juifs polonais, catholiques italiens et Grecs orthodoxes n'avaient aucune raison de faire front commun pour des raisons politiques.

L'analyse économique

En première analyse, comme le constate David Kennedy, rien ne semble avoir beaucoup changé : les États-Unis continuent d'accueillir des populations déplacées par les révolutions technologiques — notamment celle du Mexique. On peut aussi faire le parallèle entre la situation de l'Europe du début du siècle et celle de ce pays, dont la population a plus que triplé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Comme ce fut le cas en Europe, ce sont les populations agricoles et artisanales qui partent pour la grande ville au rythme de 1 000 individus par jour —

Les immigrants dans les pays de l'OCDE

La proportion d'étrangers dans la population des pays européens en 1990 variait de 0,4 % en Finlande et 0,9 % en Espagne à 15,6 % en Suisse et surtout 27,7 % au Luxembourg.

Le taux de 8,7 % d'étrangers aux États-Unis en 1994 est comparable à celui de la Belgique (8,9 % en 1990), un peu supérieur au taux allemand (8,2 % en 1990), lui même sensiblement plus important que le taux français (6,3 % en 1990).

Ces chiffres sont sans commune mesure avec la proportion d'étrangers dans la population totale du Canada (15,6 % en 1986) ou en Australie (22,7 % en 1991). Le rapport annuel 1994 du SOPEMI (Système d'observation permanente des migrations, OCDE), souligne que « par rapport à la situation qui prévalait au

début des années 80, la part des étrangers ou des immigrés dans la population totale s'est accrue dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception de la France (en grande partie à cause de l'importance des naturalisations) ainsi que du Canada (en raison notamment de la faiblesse relative des flux d'entrées par rapport à la décennie précédente). En Australie et au Canada, les immigrants représentent une part élevée de la population résidente : respectivement 23 % et 16 %. Aux États-Unis, le pourcentage est de 8 %. Dans ce pays, entre les deux derniers recensements (1980 et 1990), la population immigrée a augmenté de près de six millions de personnes, contre un peu plus d'un million en Australie et environ un demi-million au Canada.

Effectifs des étrangers dans quelques pays de l'OCDE				
Milliers et pourcentage				
	Total des étrangers			
	Milliers		% de la population totale	
	1983	1993 ¹	1983	1993 ¹
Autriche	297	690	3,9	8,6
Belgique	891	921	9,0	9,1
Danemark	104	189	2,0	3,6
Finlande	16	56	0,3	1,1
France	3 714	3 597	6,8	6,3
Allemagne ²	4 535	6 878	7,4	8,5
Irlande	83	94	2,4	2,7
Italie	381	987	0,7	1,7
Japon	817	1 321	0,7	1,1
Luxembourg	96	125	26,3	31,1
Pays-Bas	552	780	3,8	5,1
Norvège	95	162	2,3	3,8
Espagne	210	430	0,5	1,1
Suède	397	508	4,8	5,8
Suisse	926	1 260	14,4	18,1
Royaume-Uni	1 601	2 001	2,8	3,5

NB. Les données sur la population étrangère sont issues des registres de population, sauf pour la France (recensement), le Royaume-Uni (enquête sur la population active), le Japon et la Suisse (registre des étrangers). Les données sur la population active dans les pays de l'UE proviennent de l'enquête communautaire sur les forces de travail. Pour les autres pays européens, les données sont basées sur les permis de travail.

1. 1990 pour la France, 1992, pour l'Irlande.

2. En 1993, les données concernent l'Allemagne et en 1983 l'Allemagne occidentale seulement.

Sources : Enquête communautaire sur les forces de travail, Eurostat et instituts statistiques nationaux in SOPEMI. « Rapport annuel 1994 ». *Op. cit.*

La présence étrangère dans la population totale est très différenciée dans les pays européens de l'OCDE. Elle est relativement élevée au Luxembourg et en Suisse — 30 et 18 % respectivement. Dans les autres pays traditionnels d'immigration, la part de la population étrangère dans la population totale varie entre 3,5% au Royaume-Uni et 9 % en Belgique. Dans les nouveaux pays d'immigration, comme l'Espagne, l'Italie et la Finlande, le pourcentage d'étrangers reste faible (inférieur à 2 %) malgré une forte augmentation des entrées durant la dernière décennie.

La population étrangère s'est accrue considérablement aussi au Royaume-Uni, en Suisse et en Autriche. Mais l'Allemagne a connu la plus forte augmentation en raison notamment de l'afflux, particulièrement marqué depuis 1989, d'immigrés provenant d'Europe centrale et orientale. Au Japon, le pourcentage d'étrangers dans la population totale reste faible (un peu plus de 1 %), cependant les effectifs d'étrangers ont augmenté d'environ deux tiers en 1993 par rapport à 1982.

futuribles

Source : SOPEMI. « Tendances des migrations internationales ». En particulier le Rapport annuel 1994.

Mexico absorbant la majorité d'entre eux —, ou qui émigrent directement. Depuis 1970, on estime que 5 millions de Mexicains ont migré aux États-Unis pour s'y installer. Dernier fait convergent : le pourcentage des immigrés dans toute la population américaine est faible ; 8,7 % en 1994, plus faible encore qu'en 1910⁴. Mais, selon l'auteur, la comparaison implicitement optimiste (puisque nous avons si bien assimilé les immigrés dans le passé, nous assimilerons aussi facilement les nouveaux venus) n'est plus toujours pertinente. Par exemple, il n'est plus possible maintenant de faire un bilan simple coûts/bénéfices pour les nouveaux venus. Beaucoup d'entre eux sont illettrés et la législation de 1965 dite de « réunification des familles » autorise l'immigration de personnes dépendantes (âgées, malades, etc.) qui, au début du siècle, étaient renvoyées, par les contrôles d'immigration, dans leur pays d'origine. N'étaient acceptés que les travailleurs potentiels en relativement bonne santé. Aujourd'hui, seulement 20 % des immigrants entrent aux États-Unis avec le statut de travailleur. Les nouveaux venus sont souvent âgés (le ratio des immigrants de 65 ans ou plus est supérieur à celui de la population générale) et ils ont deux fois plus de chance de se retrouver dépendants de la sécurité sociale que les Américains du même groupe d'âges.

Cela dit, précise D. Kennedy, il serait faux de dire que les immigrants « saignent » le pays. Leur taux de chômage n'est pas plus élevé que celui des populations autochtones. Qui plus est, les États-Unis, afin de soutenir une croissance annuelle de 3 %, doivent recruter quelque

15 millions de travailleurs qu'ils ne peuvent trouver en interne. Selon Clark W. Reynolds, un économiste de Stanford, la question de l'avenir de la puissance américaine doit se poser ainsi : « Est-ce que les États-Unis peuvent ne pas rester une terre d'immigration ? »

La question culturelle

Mais, poursuit David Kennedy, ici doit-vent s'arrêter les comparaisons trop rapides qui ne veulent considérer que des vecteurs économiques au détriment de l'immense question « culturelle » que pose l'immigration mexicaine aux États-Unis. Nous sommes loin en effet du pluralisme européen qui s'auto-équilibrerait sur tout le territoire. Aujourd'hui, les Mexicains et les Latino-américains ne s'aventurent pas au nord des deux régions économiquement les plus puissantes des États-Unis, la Californie et le Texas, où ils se concentrent et forment respectivement 31 et 28 % de la population.

C'est au point où l'on parle aujourd'hui de « *la reconquista* », la reconquête de territoires qui avaient été annexés par la force lors de la guerre du Mexique des années 1840. Car ces immigrants d'un nouveau genre ont maintenant une masse critique et idéologique suffisante pour exiger que leur culture devienne force de loi, mettant au défi toutes les infrastructures légales de leur pays d'accueil. Il ne s'agirait, dans certains cas, que d'entériner un fait accompli, l'espagnol étant la langue utilisée pour toutes les transactions dans certaines parties du sud des États-Unis.

4. À comparer avec 16 % au Canada et 22 % en Australie.

Scénario réaliste ou fantasme de l'immigrant ? Toujours est-il que le débat sur l'anglais comme langue « officielle » obligatoire soulève des questions de fond qui se poseront au troisième millénaire. Car il ne s'agit point ici d'une mesure proactive dont le but est de « faciliter » l'assimilation des nouveaux immigrants, mais d'une mesure défensive contre une « invasion. »

David Kennedy nous laisse alors sur notre faim, nous parlant du passé comme d'un modèle qui n'est pas tout à fait modèle, terminant son article par une citation-pirouette d'Abraham Lincoln : « Et comme notre cas est nouveau, nous devons penser en des termes nouveaux et agir de même. » Tout le monde est d'accord. Reste la tâche ingrate de définir les termes de ce « nouveau. »

Un marché pour les visas

Dans l'article suivant, intitulé « La nouvelle économie de l'immigration », Georges J. Borjas s'attelle à la tâche. Il dit reconnaître l'importance du facteur culturel, mais dès le premier paragraphe, il le met à l'écart pour poser le problème en termes économiques, où plutôt en termes de coûts/bénéfices. Pour lui, toute politique d'immigration doit répondre clairement et le plus simplement possible à deux questions distinctes : combien d'immigrants un pays peut-il accepter ? et quel genre d'immigrants doit-il recevoir ? Il s'agit, dit-il, de trouver la juste équation entre des « points » attribués à chaque demandeur de visa sur la base de certaines caractéristiques et qualifications et la note requise pour être accepté.

Aujourd'hui, dit-il, le système est faussé par la clause de « réunification familiale »

(votée en 1965) qui favorise tous les immigrants qui ont des parents vivant aux États-Unis au détriment d'autres qualifications. Nous sommes sur ce point, dit-il, en retard sur d'autres pays qui n'hésitent pas à sélectionner leurs nouveaux venus ou à « vendre » leur citoyenneté, tel le Canada où 250 000 dollars d'investissements garantissent virtuellement à tous les riches immigrants potentiels un passeport bleu. Le raisonnement est simple, explique Borjas : « S'il y a un marché pour le beurre, pourquoi pas un marché pour les visas. » Concept choquant et répugnant aux sensibilités politiques ? Sans doute, mais la solution alternative qui est la poursuite de politiques d'immigration émotionnelles, sans sélection, dont la foi repose sur un modèle économique dépassé depuis longtemps mais si chère à la psyché américaine : celui d'une progression transgénérationnelle, depuis l'immigrant arrivant démuné, travaillant jour et nuit et éventuellement récompensé par des petits enfants qui se hissent au sommet de l'échelle sociale. Cela fut vrai pendant un temps, mais ces dix dernières années, continue Borjas, la situation a changé du tout au tout :

— Les aptitudes des nouvelles vagues d'immigrants ont décliné depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En 1970, par exemple, les derniers venus avaient un taux de scolarité de 0,4 année en moyenne inférieur à celui des citoyens américains. En 1990, il est de 1,3 année inférieur, expliquant en partie pourquoi les nouveaux venus ont des salaires de 32 % inférieurs à celui des Américains autochtones, à comparer avec 17 % en 1970.

— En raison de cet écart, et parce que l'assimilation est de plus en plus difficile, il se peut que les salaires des nouveaux arrivants n'atteignent jamais la parité.

— Cette nouvelle main-d'œuvre non qualifiée fait baisser les revenus de la main-d'œuvre non qualifiée en général.

— Peu éduqués et sans revenus stables, les nouveaux immigrants se retrouvent assistés sociaux (21 % des ménages immigrés sont assistés à comparer avec 14 % pour les ménages autochtones).

— Certes, les immigrants qualifiés constituent un apport économique important mais cet apport est modeste, de l'ordre de 7 milliards de dollars par an.

— Il n'y a pas de progression intergénérationnelle. Les qualifications ont de plus en plus une répartition ethnique.

En d'autres termes, l'Amérique serait en passe de vivre avec difficulté les conséquences de ses politiques.

Changeons de cap, dit l'auteur et tenons maintenant pour acquis que le but ultime de l'immigration est d'améliorer le bien-être économique des citoyens du pays d'accueil, un bien-être mesuré en termes généraux (le PNB) et en termes de redistribution (qui reçoit quoi ?). Or, continue-t-il, la plupart des économistes ne s'intéressent qu'au premier type de mesures. Ils tiennent pour acquis que la concurrence imposée par une arrivée massive de main-d'œuvre bon marché, si elle déprime les salaires pour un temps, permet aux produits américains de devenir plus « concurrentiels », et, en assainissant ainsi l'économie, contribue à la prospérité nationale.

Malheureusement, continue Borjas, cette approche ne tient pas compte du fait que : 1) les travailleurs autochtones ne regagnent jamais leurs gains perdus, diminués par la concurrence,

2) les immigrants à faibles revenus restent à faibles revenus,

3) et les grands bénéficiaires de l'opération sont les employeurs des immigrants qui augmentent leurs marges bénéficiaires. En d'autres termes l'immigration a un « coût de distribution ».

Le melting pot en question

Comment contourner le problème ? Une seconde fois nous restons sur notre faim puisque rien ne nous est dit sinon qu'une justice de distribution doit être prise en considération par les acharnés du PNB.

Ces deux articles « sages » et prudents, sont cependant importants en ce qu'ils remettent en question les postulats des politiques du *melting pot* qui sont à la base de l'économie de marché américaine : « Donnez une chance concurrentielle à tous et que le meilleur gagne pour le plus grand bénéfice éventuel du groupe, lequel est apprécié à l'aune du PNB. » Poser la question de la distribution nous oblige à sortir de la logique du nombre et à considérer des concepts aussi difficiles que ceux de « justice », « culture », « valeurs », « nation », et des notions tout aussi explosives que celles d'« appartenance », de « progéniture », de « colère », « revanche », « envie » et des choix passionnels qui s'opèrent en fonction de ces seules émotions.

Mais ces mots ne sont pas même prononcés. Les articles sont, répétons-le, excessivement prudents, contrastant singulièrement avec la tradition de *The Atlantic Monthly*.

Nicole Morgan

Immigration et emploi

La croissance des flux migratoires et le développement du chômage constituent deux tendances lourdes observées dans les pays industrialisés au cours des dernières décennies. Cela ne signifie pas qu'elles sont liées et que l'immigration crée le chômage comme le prétendent certains.

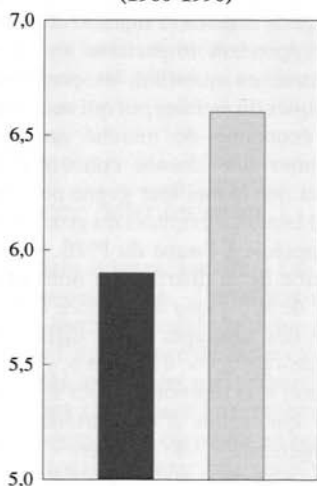
Richard Vedder et Lowell Gallaway, professeurs à l'université d'Ohio (États-Unis) ont réalisé une étude fort intéres-

sante sur les statistiques, État par État, de l'immigration et du chômage entre 1960 et 1990 aux États-Unis¹.

Il ressort de cette étude que les dix États américains où le taux d'immigration a été le plus fort durant ces trente années sont ceux-là mêmes où les taux de chômage ont été les plus bas (figure 1). Et vice-versa : les dix États où le taux d'immigration a été le plus faible ont connu les taux de chômage les plus élevés (figure 2).

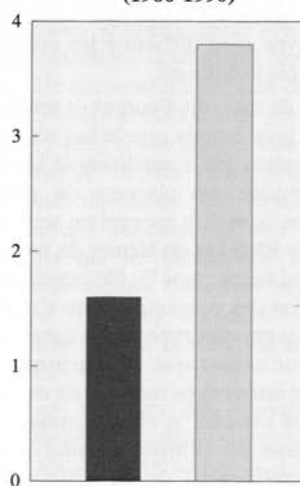
Immigration et chômage aux États-Unis (1960-1990)

Figure 1 — Taux de chômage moyen aux États-Unis (1960-1990)



- Dans les 10 États où la proportion d'immigrés est la plus élevée
- Dans les 10 États où la proportion d'immigrés est la plus faible

Figure 2 — Taux moyen de population immigrée aux États-Unis (1960-1990)



- Dans les 10 États où le taux de chômage est le plus élevé
- Dans les 10 États où le taux de chômage est le plus faible

Source : Vedder R. et Gallaway L. *op. cit.*

1. VEDDER Richard, GALLAWAY Lowell. « Immigration and Unemployment : New Evidence ». Étude réalisée pour le compte de l'Institut Alexis de Tocqueville d'Arlington, Virginie.

R. Vedder et L. Gallaway font du reste état d'une autre étude montrant que, sur la décennie quatre-vingt, les dix États qui ont connu les taux moyens de chômage les plus bas étaient ceux-là mêmes qui accueilleraient deux fois plus d'immigrés que les dix États enregistrant les taux moyens de chômage les plus élevés².

Certes, ajoutent-ils, des États peuvent enregistrer des niveaux d'immigration et de chômage élevés : tel fut le cas de la Californie. Mais, en même temps, d'autres États — par exemple la Virginie — ont une proportion d'immigrés très faible et un taux de chômage élevé.

On soutient parfois que l'afflux d'immigrants est la cause essentielle du chômage. En réalité, les travaux menés par R. Vedder et L. Gallaway et bien d'autres révèlent qu'il n'y a ni corrélation ni causalité entre ces deux phénomènes. Peut-être y a-t-il par contre une troisième variable d'une autre nature qui joue un rôle plus déterminant et explique qu'un afflux important d'immigrants parfois s'accompagne d'un chômage élevé, d'autre fois d'un chômage faible...

H.J.

futuribles

2. D'autres travaux vont dans le même sens. Voir par exemple SIMON Julian L., MOORE Stephen et SULLIVAN Richard. « The Effect of Immigration on Aggregate Unemployment : An Across-City Estimation », *Journal of Labour Research*, été 1993. Par ailleurs, concernant l'immigration en Australie, David Pope et Glenn Withers estiment que « l'hypothèse que les immigrants aggravent la situation du chômage n'est pas validée » (voir « Do Migrants Rob Jobs ? Australian Lessons ». *Journal of Economic History*, décembre 1993).

Pluralité ethnique et culturelle en Californie

*À propos du livre *The Coming White Minority...*¹*

Le livre de Dale Maharidge inaugure probablement une longue série d'analyses sur la transformation démographique des États-Unis. Bien que s'intéressant essentiellement à la situation californienne, l'auteur précise dès la première page que d'autres États vont suivre rapidement le destin multiculturel de la Californie. À la fin du siècle, les Californiens verront en effet leur population franchir le seuil symbolique où la population blanche passera au-dessous des 50 % de la population

totale et où « les minorités seront la majorité ». Le Texas vers 2015, et un peu plus tard l'Arizona, l'État de New York, le Nevada, le New Jersey et le Maryland, se trouveront dans la même situation. « *En 2050, la nation sera presque composée d'une moitié de non-Blancs* » affirme Dale Maharidge en citant les récentes projections du Census Bureau américain, avant d'ajouter : « *d'autres sociétés blanches, de la France à l'Australie, vont également être de plus en plus mélangées* ».

1. MAHARIDGE Dale. *The Coming White Minority : California's Eruptions and the Nation's Future*. New York : Times Books, 1996, 331 p.

La Californie est aujourd'hui largement perçue par une majorité d'Américains comme le laboratoire du pays en termes de relations entre les différents groupes ethniques. Nulle part ailleurs, en effet, les tensions ethniques n'ont été aussi violentes et aussi meurtrières dans la période récente — qu'on se souvienne des émeutes de 1992 à Los Angeles. Nulle part ailleurs, non plus, les revendications étudiantes pour l'instauration de programmes d'*ethnic studies* au sein des universités n'ont été aussi intenses. La pluralité ethnique n'est bien sûr pas un fait nouveau aux États-Unis. Depuis les origines, le développement de l'économie et de la société américaines repose sur une logique d'immigration et d'intégration du pluralisme ethnique et culturel². Le fait nouveau, depuis la fin des années soixante, réside plutôt dans l'origine géographique des nouveaux venus — principalement Amérique centrale et Asie orientale. L'immigration d'origine européenne est désormais très faible. Et la Californie est l'État le plus touché par la nouvelle immigration. Comme le rappelle Dale Maharidge, « entre 1900 et 1970, la population blanche en Californie est passée de 90 % à 78 % du total. Mais depuis 1980, le pourcentage de Blancs a autant baissé que dans les sept premières décennies du XX^e siècle. Entre 80 et 90, il a encore chuté de 10 % — et a continué depuis de décliner au rythme de 1 % chaque année ». En 1996, on évalue à environ 52 % le pourcentage des Blancs présents en Californie. Les démographes

estiment à 40 % leur nombre en 2010. Il y aurait beaucoup à dire sur cette notion de « Blancs » dans le langage de Maharidge, lequel ne fait que reprendre la terminologie officielle³, désigne essentiellement la population d'origine européenne. Notons simplement que, jusque dans les années 70, les immigrants d'origine latino-américaine, étaient considérés comme Blancs par le Bureau du recensement américain.

Quelles peuvent être les conséquences — sociales, politiques, économiques, culturelles — de ces mutations de la démographie californienne ? C'est précisément l'objet du livre de Dale Maharidge que d'essayer d'y répondre. Professeur de journalisme à l'université de Stanford (Californie), son livre traduit son expérience d'ancien reporter. En racontant l'histoire de plusieurs itinéraires individuels, il cherche à capter l'évolution de la Californie dans les dernières décennies et la montée de la question multiculturelle.

La peur des Blancs

La thèse du livre peut se résumer en un seul mot : la peur. Et cette peur est celle de cette majorité qui se regarde devenir, inéluctablement, une minorité. Selon Dale Maharidge, l'évolution pluriethnique de la Californie effraie un nombre croissant de Blancs. La peur des Blancs est d'ailleurs selon lui sous-estimée par les intellectuels progressistes et les médias californiens. De quoi est faite

2. Voir le texte de Nicole Morgan, « Le prix de l'immigration » dans ce même numéro.

3. Cette répartition en groupes ethniques reprend celle en usage au niveau des pratiques officielles américaines (recensement, politiques de l'emploi, etc.) qui distingue cinq grandes composantes de la nation américaine : *Whites*, *Latinos* (ou *Hispanics* et *Chicanos* en Californie), *Asians*, *Natives* (Indiens d'Amérique), *African-Americans*.

cette peur ? Les Blancs ont peur des changements démographiques qui semblent faire de leur État une exception aux États-Unis. Ils ont peur non seulement de perdre leurs emplois face à l'arrivée massive d'immigrants, mais également de voir se diluer leur culture. Certains ont ainsi l'impression que la Californie est en train de jouer une nouvelle version de la transition sud-africaine : les Blancs perdront leur pouvoir quand les minorités constitueront la majorité. Dale Maharidge, qui a réalisé de nombreux entretiens pour rédiger ce livre, note que ces craintes étaient récurrentes dans le discours de nombreuses personnes interrogées. Celles-ci expliquent, selon lui, la montée d'un climat d'hostilité vis-à-vis des étrangers. En 1986, les électeurs californiens ont voté par référendum une mesure déclarant l'anglais langue officielle de l'État afin de lutter contre l'essor du multilinguisme dans les écoles. Les émeutes de Los Angeles, en avril 1992, ont accru la tension et la peur. Qu'on se souvienne des chiffres : 58 morts, 2 500 blessés, 16 000 arrestations, 1 milliard de dollars de dommages matériels. Les ventes d'armes aux particuliers ont grimpé de manière spectaculaire après les révoltes, comme si l'on se préparait à la guerre. La peur de l'étranger : c'est ainsi qu'il explique le vote par référendum de la proposition 187 en 1994 qui refuse l'accès des services publics aux immigrants clandestins (hôpitaux, écoles,...) et exige que les enseignants dénoncent les élèves dont les parents sont entrés illégalement aux États-Unis. Les Blancs ont alors voté contre la « latinisation » de la Californie parfois perçue comme une tentative par le Mexique de reconquérir une partie du territoire livré aux Américains au siècle dernier. Autres signes de ces tensions selon

Maharidge : le vote, une nouvelle fois par référendum, en novembre 1996, de la suppression des politiques préférentielles favorisant les candidats issus des minorités à l'embauche dans les services publics. Alors que dans le reste du pays ces politiques sont surtout perçues comme étant destinées aux membres de la minorité noire, en Californie, elles concernent un certain nombre d'Américains d'origine latino-américaine ou asiatique. Ce qui contribue à les lier, dans l'esprit de beaucoup, aux problèmes d'immigration.

Les Blancs ont toujours le pouvoir, mais pour combien de temps ? Quand la Californie se rend aux urnes, en effet, les électeurs blancs représentent entre 80 et 85 % des votants. Ceux qui ne votent pas, majoritairement membres des minorités, ont de nombreux motifs. Soit ils sont trop jeunes, soit sont entrés illégalement en Californie, soit vivent isolés des communautés qui votent, soit sont tout simplement volontairement désengagés de la vie politique. L'enjeu politique est donc bien réel : à supposer, bien entendu, que le vote « communautaire » reflète de véritables clivages idéologiques. Pour Dale Maharidge, le débat rationnel n'a guère le vent en poupe dès lors que l'on aborde la question des relations entre les différents groupes ethniques. Pour lui, ces événements, et bien d'autres, reflètent la montée d'un climat social tendu, marqué par l'hostilité des Blancs vis-à-vis des « minorités ». Si celui-ci venait à perdurer, le laboratoire californien augurerait bien mal de l'avenir des États-Unis.

Ségrégation

Le livre de Maharidge ne s'inscrit néanmoins pas dans la lignée des ouvrages

décrivant l'irréductibilité des cultures et leur tendance conflictuelle. L'auteur s'insurge même contre ceux, libéraux ou conservateurs, tels Peter Brimelow, qui soutiennent que certaines cultures ne pourront pas être assimilées par la culture américaine. La Californie ne préfigure pas, à l'échelle d'un État, le fameux *clash* entre civilisations et cultures redouté par le politologue Samuel Huntington à l'échelle internationale. Affirmer cela ne signifie nullement nier les risques bien réels d'éruptions de violence. Mais le problème est d'abord économique et social avant d'être culturel. Tous ceux qui en ont les moyens peuvent s'intégrer aux riches communautés blanches. Y compris celles qui ont tendance à s'isoler et de plus en plus à se retrancher derrière des murs, ce qui est à contre-courant des traditions américaines. Dale Maharidge rappelle à ce sujet que la demande de logements protégés par des clôtures a explosé dans les années 80. À Los Angeles, entre 1990 et 1995, un tiers des nouvelles constructions avaient des enceintes murées. « *La situation californienne ne se résume pas à la traditionnelle fuite des Blancs* (hors des centre-villes occupées majoritairement par la communauté noire, situation typique dans de nombreuses villes américaines). *C'est une fuite déterminée par l'origine sociale, majoritairement blanche, car les Blancs ont davantage de moyens et peuvent s'installer sur les collines* » où sont établis les plus riches. La Californie est devenue un agglomérat de « réserves » composé de communautés divisées par l'origine ethnique mais surtout par l'origine sociale. C'est du moins l'interprétation de Maharidge qui voit dans le capitalisme et son culte du *downsizing* le véritable producteur de désintégration en Californie. L'immigration profite aux

grandes entreprises car elle baisse les coûts de la main-d'oeuvre (cela reste une des justifications majeures de l'immigration américaine) ; elle contribue aussi au creusement des inégalités sans pour autant, à elle seule, l'expliquer. En outre, la loi du profit est aveugle aux différences. Ce que redoute Dale Maharidge, c'est la décomposition économique de la Californie (« brésilianisation ») entre, pour simplifier, une minorité barricadée sur les collines et une majorité voyant ses conditions de vie se détériorer, entraînant une révolte des plus pauvres. « *L'économie, davantage que les différences raciales, détermineront le fonctionnement de la nouvelle société multiculturelle* » résume l'auteur.

Intégration

Le livre de Maharidge comporte une grande qualité : en restituant le point de vue des différents acteurs, il nous permet de mieux prendre la mesure des motivations des uns et des autres et les raisons du ressentiment éprouvés par certains. Mais il y a parfois un ton apocalyptique un peu gênant dans ce livre. Ce qui frappe actuellement en Californie, malgré les tensions, la persistance et la diffusion des clichés, le racisme, c'est également l'incroyable capacité d'absorption des différences de la machine américaine. Comme l'indiquait récemment le sociologue Nathan Glazer dans un article du magazine *The New Republic*, l'assimilation est en bonne voie pour les Asiatiques et les Latinos à l'échelle du pays. C'est aussi vrai de la Californie. Un récent rapport de Gregory Rodriguez, chercheur à l'université de Pepperdine⁴, montre que de plus en plus

4. « The Emerging Latino Middle Class », 1996.

de Latinos intègrent la classe moyenne⁵, notamment dans la région de Los Angeles. Plus de la moitié des Américains d'origine hispanique étaient selon lui dans cette situation en 1990. Quant aux immigrés venus d'Amérique latine — du Mexique principalement —, et pas encore naturalisés, ils étaient un tiers, selon ses estimations, à faire partie de la classe moyenne à cette même date. L'étude montre également que la mobilité sociale fonctionne relativement bien pour les Latinos : leur situation a tendance à s'améliorer proportionnellement à la durée de leur séjour en Californie. Quant aux Asiatiques, et bien que cette dénomination occulte une grande disparité dans les situations, la réussite sociale de beaucoup est manifeste : dans les grandes universités californiennes, telles que Stanford et Berkeley, leur proportion parmi les étudiants admis chaque année (*freshmen*) oscille entre 25 et 30 %. Le succès dans ces universités d'élite reflétant un succès général dans le système scolaire. Autre signe positif : les taux significatifs de mariage entre Blancs et Latinos ou entre Blancs et Asiatiques. Ce qui, soit dit en passant, vient remettre en cause, sinon discréditer à terme la classification officielle entre cinq « races ». Un enfant sur quatre en Californie est désormais de « race mixte ». Seuls les Noirs ont un taux d'intermariage très faible, ce qui rend

compte de leurs peu de contacts avec les autres communautés. Le vrai problème serait donc plutôt, comme l'avait prophétisé Tocqueville, celui de l'intégration des Noirs américains. Ce qui ne placerait guère la Californie en situation d'exception par rapport au reste du pays. Mais là encore, attention de ne pas considérer que tous les Noirs font partie de l'importante minorité livrée à elle-même dans les ghettos ; une majorité de Noirs est de plus en plus intégrée au système économique américain.

En fait, tout dépendra d'une donnée fondamentale. Le dynamisme économique de la Californie, qui a survécu aux restructurations de l'industrie militaire à la fin des années 80, va-t-il perdurer dans les prochaines décennies ? Surtout, l'économie continuera-t-elle à intégrer une majorité d'individus, sans renforcer les inégalités et accroître la proportion des exclus ? Car les États-Unis ont des atouts certains pour intégrer les nouveaux venus. Les Américains ont une grande expérience en matière d'immigration : leur histoire n'est faite que de cela. Et leur tradition de pluralisme religieux a accru leur tolérance aux différences de valeurs. Ce qui est évident, c'est que les États-Unis n'ont pas fini de s'inventer un nouveau visage, et que celui-ci est beaucoup plus coloré que celui qui prévalait avant les années soixante.

Rémy Oudghiri

5. Pour Gregory Rodriguez, un ménage appartenant à la « classe moyenne » a des revenus annuels supérieurs à 35 000 dollars et/ou possède sa propre résidence.

FUTURIBLES EST EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES

À PARIS ET EN RÉGION PARISIENNE

1^{er} : Delamain-Gallimard, 01 42 61 48 78 - Fnac Forum (sociologie), 01 40 41 40 00 - Galignani : 01 42 60 76 07 • **3^e** : Librairie des Arts et Métiers, 01 42 72 12 43 • **5^e** : Compagnie, 01 43 26 45 36 - Le Tiers Mythe, 01 43 26 72 70 - Interférences, 01 47 07 70 06 - Point du Jour, 01 43 26 20 17 - PUF, 01 43 25 83 40 • **6^e** : Fnac Montparnasse (sociologie), 01 49 54 30 00 - Gibert Jeune (économie), 01 43 25 91 19 - La Hune, 01 45 48 35 85 - Librairie de l'Odéon, 01 43 54 75 31 - La Procure, 01 45 48 20 25 - Tschann, 01 43 35 42 05 • **7^e** : Art et Actualité, 01 45 51 82 60 - Documentation Française, 01 40 15 70 00 - Librairie des Sciences Politiques, 01 45 48 36 02 - Gallimard, 01 45 48 24 84 • **8^e** : Librairie Cinquante-Neuf, 01 45 62 20 48 • **16^e** : Lavocat, 01 45 27 45 39 - Dunod Dauphine, 01 44 05 40 13 • **17^e** : Fnac Étoile (sociologie), 01 44 09 18 00 • **19^e** : Vivre Livre, 01 42 06 33 77 • **La Défense** : Sources d'Europe, 01 41 25 12 26 - Fnac CNIT (sc. humaines), 01 46 92 29 00

EN PROVINCE

Aix-en-Provence : Librairie de l'Université, 04 42 26 18 08 - Vents du Sud, 04 42 23 03 38 • **Arc-et-Senans** : Librairie Ledoux, 03 81 54 45 44 • **Bordeaux** : Fnac Bordeaux (sociologie), 05 56 00 21 30 - La Machine à Lire, 05 56 48 03 87 - Librairie des Entreprises, 05 56 48 01 96 - Mollat, 05 56 56 40 40 • **Caen** : Au Brouillon de Culture, 02 31 50 12 76 • **Clermont-Ferrand** : Jean Rome, 04 73 91 62 55 - La Procure, 04 73 91 64 63 - Les Volcans d'Auvergne, 04 73 43 66 62 • **Grenoble** : Librairie de l'Université, 04 76 46 61 63 • **Lannion** : Gwalarn, 02 96 37 40 53 • **Lille** : Le Furet du Nord, 03 20 78 43 43 • **Lorient** : La Bouquinerie, 02 97 21 26 12 • **Lyon** : Decitre, 04 78 75 70 82 - Flammarion (sc. humaines), 04 72 56 21 21 • **Marseille** : Brahic, 04 91 33 11 98 - Fnac Marseille (sc. humaines), 04 91 39 94 00 - Maupetit (sc. humaines), 04 91 48 71 77 • **Montpellier** : Sauramps, 04 67 58 85 15 • **Nantes** : Vent d'Ouest, 02 40 48 64 81 • **Nice** : À la Sorbonne, 04 93 13 77 70 • **Orléans** : Les Temps Modernes, 02 38 53 94 35 • **Poitiers** : Librairie de l'Université, 05 49 41 02 05 • **Quimper** : La Procure, 02 98 95 88 71 • **Rennes** : Le Forum du Livre, 02 99 79 38 93 - Le Failler, 02 99 79 60 26 • **Saint-Malo** : Librairie du Môle, 02 99 40 83 97 - L'Odyssée, 02 99 56 57 50 • **Strasbourg** : Kléber (sc. humaines), 03 88 75 53 34 • **Toulouse** : Castéla, 05 61 23 24 24

EN EUROPE

Allemagne : **Berlin**, andenbuch Romanische Buchhandlung, (030) 312 70 61 • Angleterre : **Londres**, La Page, (71) 589 5991 - The European Bookshop, (71) 734 5259 • Belgique : **Bruxelles**, Tropismes, (2) 512 88 52 - Un Livre Ouvert, (2) 762 98 76 - Candide, (2) 344 81 94 - **Louvain-la-Neuve**, Agora, (10) 45 05 66 - **Namur**, Brains, (81) 22 17 89 • Portugal : **Lisbonne**, Livraria Buchholz, (1) 315 7358 • Suisse : **Genève**, Librairie du Boulevard, (22) 328 70 54

Et à Futuribles, 55 rue de Varenne, 75341 Paris cedex 07 - France

Tél (33) 01 42 22 63 10 • Fax (33) 01 42 22 65 54 • 36 15 SJ#FUTURIBLES

Actualités prospectives

Idées et faits porteurs d'avenir

La santé : existe-t-il une recette miracle ?

Bien que les dépenses de santé occupent une part croissante du PNB dans les pays développés, il existe peu d'études comparatives de l'efficacité des systèmes de soins. Une étude réalisée par McKinsey cherche à expliquer les différences de dépenses et d'efficacité en combinant une approche globale avec l'analyse comparative des traitements de quatre maladies (diabète, calculs rénaux, cancer du sein et cancer du poumon) aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne à la fin des années 80.

Chaque pays a des systèmes, des niveaux de dépense et des niveaux de productivité différents. Selon McKinsey, la fourniture et le paiement des services de santé doivent être envisagés dans le cadre d'un ensemble de relations économiques interdépendantes, qu'elles soient explicites ou implicites, entre différents acteurs (consommateurs, personnel médical, sociétés d'assurance et pouvoirs publics). Deux dimensions paraissent particulièrement importantes : d'une part, l'intensité concurrentielle existant sur le marché et, d'autre part, le degré d'intégration de la filière de soins et les mécanismes de fixation des prix.

Aux États-Unis, le système est caractérisé, à la fin des années 80, par une

concurrence modérée et par une intégration faible. Le système privé de santé, qui couvre environ 73 % de la population, est très complexe, très flexible, modérément compétitif avec une intégration faible à tous les niveaux de produits. Le programme public Medicare pour les personnes âgées et les handicapés n'est pas très compétitif et très réglementé. Le programme public Medicaid pour les pauvres est, quant à lui, très réglementé et très compétitif.

En Allemagne, le système était jusqu'à récemment fortement réglementé et avec un faible degré d'intégration. La couverture maladie, qui est obligatoire et payée par les individus et les entreprises, est organisée géographiquement et par profession. Les fonds de santé doivent passer des contrats avec les professionnels de santé dans une région précise et il n'existe pas d'incitations pour intégrer l'organisation des systèmes de santé.

Au Royaume-Uni, le système de santé, qui est public et centralisé, couvre l'ensemble de la population. L'offre de soins est strictement contrôlée et fortement intégrée. Dans les années récentes, un secteur privé s'est développé qui couvre environ 11 % de la population en 1989.

Les États-Unis sont en tête pour les dépenses de santé, suivis par l'Allemagne

puis le Royaume-Uni. En se fondant sur les enseignements tirés de l'analyse menée au niveau du traitement des maladies et sur l'analyse globale, les principaux facteurs explicatifs des différences de montant sont les salaires du personnel médical et les frais administratifs si l'on exclut les différences de morbidité.

Globalement, le système américain a une productivité supérieure à celle du système allemand et est comparable à celle du système anglais mais aucun pays n'a une productivité supérieure à celle des autres dans les quatre maladies. Il existe des différences importantes dans la façon selon laquelle les docteurs et les hôpitaux traitent et soignent les maladies. Malgré une formation du personnel comparable et un accès similaire à la technologie, ces différences de productivité viennent de la sélection des malades à traiter, de la longueur des traitements, des conditions d'utilisation des technologies et du lieu des traitements. Ainsi, aux États-Unis, le recours à la technologie est plus important qu'au Royaume-Uni tandis qu'en Allemagne le temps passé à l'hôpital tend à être relativement long.

Dans le respect des règles médicales, les professionnels de santé adoptent des comportements en fonction des incitations et des contraintes des systèmes de soins. Ces contraintes et ces incitations, qui sont déterminées par les structures du système de soins (par exemple, l'intensité de la concurrence et l'intégration des filières), aboutissent à des modes de régulation différents (tarification à l'acte, tarification globale, etc.).

Il n'existe donc pas d'organisation du système de soins qui soit indiscutablement supérieure aux autres. L'analyse économique de la santé montre la complexité

des phénomènes en jeu notamment concernant les problèmes d'information, de mesure des résultats, etc. En outre, il ne faut pas négliger les dimensions culturelles et politiques. Il n'est donc pas étonnant de constater que des approches interventionnistes et réglementaires peuvent être aussi efficaces que des approches fondées sur le marché.

Considérant la multiplicité des variables, il n'existe pas de réponse unique pour gérer de manière optimale le système de soins et en améliorer l'efficacité. McKinsey recommande une approche multidimensionnelle, où les différents acteurs se sentent impliqués. Plus précisément, cette étude plaide pour une stratégie pragmatique et sélective n'hésitant pas à combiner certaines réglementations avec des mesures libérales.

Depuis la fin des années 80, les systèmes de soins, en particulier celui des États-Unis et du Royaume-Uni, sont l'objet de réformes, qui tendent à les rapprocher. Ainsi, le développement aux États-Unis des Health Maintenance Organizations (HMO) accroît le rôle des payeurs et l'intégration de l'offre. Au Royaume-Uni, les réformes de 1991 ont développé la concurrence en donnant plus de latitude de choix aux autorités sanitaires locales et certains hôpitaux ont été privatisés. En Allemagne, en 1996, certains changements ont été introduits puisque les individus peuvent dorénavant choisir leurs caisses maladie et les hôpitaux sont dorénavant payés selon des barèmes pour certaines maladies. Selon McKinsey, les systèmes américains et britanniques semblent aller dans le sens d'une plus grande productivité en adoptant chacun les meilleurs modes de fonctionnement de l'autre.

Tout en confirmant les analyses précédemment menées, cette étude montre qu'il est possible d'étudier méthodiquement les traitements de maladie et les systèmes de soins pour en tirer des enseignements opérationnels. Elle fournit des éléments utiles pour nourrir la réflexion au sujet de l'efficacité des dépenses de santé et de leur contrôle, dont la nécessité ira en s'accroissant dans les années futures.

Charles du Granrut

Source : McKinsey Global Institute. *Health Care Productivity*. Los Angeles : McKinsey Global Institute, 1996.

Cybermorale

Après la mondialisation des échanges commerciaux et financiers, celle de la drogue, celle du fast-food, celle des séries hollywoodiennes et des jeux électroniques japonais, mais aussi celle de la musique, va-t-on assister, par la grâce d'Internet, à la mondialisation de la morale ? En bien moins de temps qu'il n'en avait fallu à l'imprimerie pour déstabiliser le monopole de l'Église sur la diffusion des Évangiles et du savoir et permettre l'émergence des religions réformées, le réseau des réseaux entrechoque les « sensibilités » nationales en matière de censure et de liberté de la communication.

Chaque État, cramponné à ce qui lui reste de souveraineté, entend établir ses propres normes de contrôle de l'information, dans le plus complet désordre et avec la plus grande inefficacité. Comme toujours, c'est quand chacun aura marqué son territoire et rendu l'harmonisation plus difficile encore, que l'on se mettra autour d'une table pour convenir de normes internationales, ou — plus

vraisemblablement — de simples codes de bonne conduite ou de déontologie que chacun se sentira plus ou moins libre d'enfreindre.

Les uns prétendent responsabiliser les opérateurs de télécommunications, en leur imposant un devoir de surveillance sur les contenus, ce qui est en totale contradiction avec l'irresponsabilité reconnue aux services postaux quant au contenu du courrier. D'autres veulent pouvoir poursuivre les producteurs et serveurs d'information, exonérant de toute faute les fournisseurs d'infrastructures. D'autres encore veulent interdire tout cryptage de l'information, afin que la police et les services secrets puissent épier le trafic à leur aise (une version édulcorée consiste à autoriser le cryptage à ceux qui auront déposé la clé de chiffrement auprès d'une agence agréée). Mais les banques, les entreprises exposées à la concurrence, les partis politiques, ou même les particuliers, n'ont nulle envie de voir se banaliser les écoutes informatiques, bien plus lourdes de conséquences que les écoutes téléphoniques (souvenez-vous du Watergate). Les clés de cryptage ne devraient être fournies que sur commission rogatoire. D'autre part, qui définira le « moralement correct » et ses limites, voire le « politiquement correct » ? Faut-il aussi poursuivre le citoyen qui se connecte à un site condamnable — fût-ce par erreur en cherchant autre chose dans la jungle du Web — et faut-il rechercher l'auteur d'un agent intelligent qui aurait établi cette connexion — toujours en cherchant autre chose — à l'insu de celui qui l'a lâché sur le réseau ?

Comme pour la détention ou le port d'armes, les mesures envisagées ne corsetteront que les citoyens honnêtes, les

moyens de contourner la loi étant illimités pour la *malavita*. Il sera toujours possible à un serveur pédophile ou raciste, interdit d'activité dans son pays, de soustraire la distribution de son matériel à un serveur Internet situé dans un pays plus tolérant. Il sera toujours possible de trouver sur le Net des sites miroirs volontaires pour aider un serveur en délicatesse avec la puissance publique à faire circuler l'information. Il sera toujours possible de dissocier texte et images, diffusés séparément et regroupés à l'arrivée par des « agents intelligents » pour les seuls initiés, selon des conventions changeant chaque semaine ou chaque jour, relançant toujours plus loin le jeu de piste entre fraudeur et services de sécurité. Les obstacles (filtres) que des gouvernements voudraient installer sur les réseaux physiques, pour bloquer la propagation des messages inconvenants, seront rapidement contournés par les réseaux cellulaires et satellitaires qui se préparent. Les systèmes de codage du type de PGP¹ ne sont pas les seuls possibles, ni d'ailleurs les seuls utilisés : la Mafia aurait transmis des messages codés sous forme de pixels de couleur noyés dans des images inoffensives. Bref, le dépistage des comportements déviants dans le cyberspace s'annonce comme une vaste industrie, qui sera à son tour la source de nouvelles dérives (toujours au frais du contribuable et, le plus souvent, hors de tout contrôle parlementaire). À la limite, si la censure se révèle, par miracle, efficace, un créateur interdit de réseau pourra encore prendre

l'avion pour aller donner une conférence ailleurs : faudra-t-il lui refuser un visa pour opinions douteuses, ou lancer une *fatwah* pour le faire éliminer ?

Incapables de mettre de l'ordre dans leur propre pays, divers gouvernements s'attachent à dresser des barrages contre la pollution venue d'ailleurs, variante inédite de racisme. France et Allemagne se rangent volontiers dans le camp des censeurs et tâtonnent pour trouver des formules acceptables et efficaces, ce qui est souvent contradictoire. La Hollande, à son habitude, se limite à des interventions ponctuelles, « chirurgicales », pour porter atteinte le moins possible à l'idéal de liberté. Des sociétés de services en ligne commencent à s'organiser en groupes de pression (par exemple le « Groupe de travail sur le contenu d'Internet ») allant jusqu'à menacer la police de poursuites pour intrusion dans le domaine privé. Les professionnels des réseaux sont conscients de l'importance d'assainir leur profession, d'édicter des codes de conduite et d'exercer des mesures de rétorsion contre les brebis galeuses. Mais ils entendent faire le ménage eux-mêmes et ne veulent pas voir les sbires de l'État ou de la Justice s'en mêler.

Un dernier point à considérer : l'ouverture d'une *hot-line* ou d'un *news group* pour signaler les serveurs jugés nocifs peut certes aider la profession à prendre conscience des dérives et à les stopper à un stade précoce, mais on entre là dans un cercle où il devient difficile de distinguer civisme et délation.

Pierre Bonnaure

Source : Le Monde, supplément IV, radio, multimédia, semaine du 24 février au 2 mars 1997.

1. PGP, pour Pretty Good Privacy, a beaucoup agité la CIA et le FBI. D'abord interdit d'exportation, cette interdiction vient d'être annulée par la Cour Suprême.

Citoyenneté européenne

En majorité, les citoyens de l'Europe des Quinze se voient, dans un proche avenir, d'abord (61 %) citoyens de leur pays respectif, 22 % d'entre eux se considèrent en premier lieu comme citoyens de leurs régions et 16 % se voient en priorité citoyens de l'Union européenne. C'est ce qu'indique le sondage Eurobaromètre n° 45, réalisé au printemps 1996 et dont les résultats ont été publiés peu avant les fêtes de fin d'année.

La proportion de 16 % pour les « citoyens européens » apparaît considérable, si l'on songe qu'à l'automne 1995, lors d'un précédent sondage, seulement 5 % des citoyens interrogés se sentaient « Européens seulement » et 6 % d'abord Européens et ensuite citoyens de leur pays, soit 11 % en tout.

C'est en Italie (30 %) et au Luxembourg (25 %) que l'on trouve la plus forte proportion de sondés qui se voient d'abord citoyens de l'Europe. Puis viennent la France, l'Irlande et les Pays-Bas (16 %), la Belgique et le Royaume-Uni (15 %), l'Allemagne (14 %), l'Autriche (11 %), l'Espagne et la Grèce (10 %), et le Portugal (9 %). Les pays nordiques affichent les proportions les plus faibles : 7 % au Danemark, 6 % en Suède et 4 % en Finlande. Les proportions les plus fortes se rencontrent dans les États membres les plus anciens.

Les plus fortes majorités en faveur de la citoyenneté nationale se trouvent au Danemark (79 %), en Finlande (78 %) et en Irlande (77 %) et les plus faibles en Belgique et en Espagne (51 %), ainsi qu'en Italie (53 %). La citoyenneté régionale a surtout la cote en Espagne (38 %) et en Belgique (32 %), deux pays où l'appartenance régionale se confond souvent avec l'identité linguistique.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, 50 % des sondés estiment nécessaire une citoyenneté européenne qui s'ajoute à la citoyenneté nationale ; 37 % n'en voient pas l'intérêt et 14 % restent sans opinion. La nécessité d'une citoyenneté européenne fait surtout recette en Irlande (63 %), en Italie (62 %) et en Grèce (61 %). Elle enregistre des pourcentages assez élevés en France (57 %), au Portugal (56 %), en Espagne (53 %), au Royaume-Uni (52 %) et aux Pays-Bas (51 %). En revanche, dans leur grande majorité, les Autrichiens (60 %) et surtout les Danois (70 %) ne voient pas la nécessité d'une telle citoyenneté.

Dans un essai de classification des Européens selon leur attitude vis-à-vis de l'intégration européenne, les experts d'Eurobaromètre ont défini quatre grands types de citoyens : deux groupes favorables à l'intégration, avec des variantes selon leurs espoirs, leurs craintes et leurs priorités, qui représentent ensemble 50 % du total des sondés ; un groupe d'« hésitants » (32,8 %), qui approuvent certains aspects de l'intégration, mais ne voient pas bien la nécessité de décisions et de politiques communes ; enfin un groupe de « nationalistes » (17,4 %), qui disent fondamentalement « non » à l'unification européenne. Les partisans de l'intégration forment une large majorité en Belgique, en Allemagne et en Italie, une majorité absolue un peu moins forte en Grèce, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Autriche, et une majorité seulement relative en Espagne, en France et au Portugal. Les « hésitants » sont surtout nombreux en Irlande (53,1 %) et en Suède (50,4 %). Enfin les « nationalistes » se recrutent essentiellement au Royaume-Uni (42,4 %), au Danemark (39,7 %) et en Finlande (30,6 %).

Source : Eurofocus 2/97.

Emploi-formation en France à l'horizon 2005

À la demande de la Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère français de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et du Haut-Comité Éducation-Économie, le BIPE vient de réaliser une étude sur les recrutements de débutants pour la période 1996-2005¹.

Étant donné la complexité et les incertitudes de l'interaction dynamique entre l'offre de formation d'une part et la demande de qualifications par les entreprises d'autre part², les résultats obtenus visent à enrichir le débat sur la prospective emploi-formation sur des bases argumentées et à fournir des points de repères essentiels, plutôt qu'à formuler des recommandations précises.

Une insuffisance globale de débouchés pour les jeunes

À partir d'un ensemble d'hypothèses macroéconomiques et d'un scénario tendanciel de référence prévoyant un taux de croissance annuel moyen du PIB de 2 %, générateur d'une augmentation annuelle moyenne de l'emploi de 0,8 %, on obtient une création nette de 180 000 emplois par an. Compte tenu des départs à la retraite de 460 000 actifs occupés par an, ce sont environ

600 000 jeunes débutants qui devraient pouvoir être recrutés chaque année.

De fait, en fonction des scénarios macroéconomiques et des hypothèses sur les comportements de gestion des ressources humaines et de recrutement des employeurs, ce sont entre 550 000 et 650 000 jeunes qui pourraient être recrutés chaque année. Ce qui reste inférieur aux sorties du système éducatif : de l'ordre de 760 000 en l'an 2005. D'où le risque majeur d'une insuffisance globale des emplois offerts et d'un déséquilibre structurel entre les besoins de l'économie et les sorties du système éducatif.

Plus généralement, le taux de croissance économique de 2 %, malgré des hypothèses de moindre progression de la productivité apparente du travail et de flexibilité accrue de la durée du travail favorables à l'emploi, ne devrait conduire qu'à réduire très modérément le chômage : 48 000 chômeurs de moins par an pour atteindre un taux de chômage de l'ordre de 9 % en 2005.

Une adéquation relativement satisfaisante en termes de niveaux de formation

L'évolution prévisible des niveaux de recrutement ne pose pas en revanche de problème majeur compte tenu de celle des sorties du système éducatif par niveaux de formation.

Effectivement, entre 40 et 50 % des 600 000 débutants devraient être recrutés sur des postes d'encadrement au sens large et 70 à 80 % des emplois offerts exigeraient au moins le niveau du baccalauréat ou un niveau équivalent.

Ce qui confirme le bien-fondé de l'objectif 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat, proposé dès 1985, de façon concomitante à la création du baccalau-

1. Voir note d'information n° 97-04 de la DEP et n° 29 de la revue « Éducation-Économie » (Haut Comité Éducation-Économie, 61-65, rue Dutot, 75015 Paris).

2. Cf. chapitre 3 « Les relations entre le système éducatif et les emplois » dans « Examens des politiques nationales d'éducation : France », OCDE, 1996, chapitre dans lequel j'ai analysé la question de la difficile harmonisation entre l'offre et la demande de formation.

réat professionnel, et surtout celui de l'objectif 100 % d'une classe d'âge sortant avec une qualification reconnue de la loi d'orientation sur l'éducation de 1989.

Plus précisément, la structure des emplois par niveau de formation est assez proche de celle des sorties du système éducatif : 22 % pour un niveau égal ou supérieur à « bac + 3 », dans les deux cas ; 24 % d'emplois à bac + 2 (15 % des sorties), 30 % au niveau bac (28 % des sorties), 13 % d'emplois au niveau CAP-BEP (14 % des sorties), 11 % de niveau inférieur (21 % des sorties en tenant compte des sorties pour entrer en apprentissage).

Même s'il convient de tenir compte de l'effet d'offre, qui conduit les employeurs à recruter des jeunes ayant un niveau de diplôme plus élevé que nécessaire (sorte d'assurance contre le risque dans un monde en mutation rapide exigeant de grandes capacités d'adaptation), mais aussi de la distinction chère à Michel Godet entre diplôme et professionnalisme³, il reste que les perspectives ouvertes par cette étude du BIPE ne plaident pas en faveur d'un quelconque malthusianisme éducatif, mais plutôt en faveur d'une poursuite de l'accroissement du niveau général de formation initiale des jeunes. Cela n'exclut pas, bien entendu, un assouplissement des processus de formation tout au long de la vie pour donner de nouvelles chances à ceux qui ont quitté l'école trop tôt et qui ont fait leurs preuves en situation professionnelle. De tels dispositifs sont particulièrement importants pour les jeunes qui refusent la culture de l'école.

À tous ceux qui veulent mieux comprendre les enjeux de la formation et de l'emploi dans les années à venir, on ne peut que vivement recommander la lecture de l'étude complète qui sera publiée prochainement dans un dossier de la revue *Éducation et Formations*⁴.

Alain Michel

4. Revue *Éducation et Formations*, DEP, 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves. Est aussi recommandée la lecture du n° 47 de cette revue sur « la projection du système éducatif 1996-2005 ». Pour une première présentation des modèles de projection de la DEP, voir : MICHEL A. « L'avenir du système éducatif français. Deux scénarios à l'horizon 2000 ». *Futuribles*, n° 173, février 1993.

États-Unis : controverse sur la dégradation des ghettos noirs

Un ouvrage fait actuellement grand bruit aux États-Unis. Son auteur, William Julius Wilson est un sociologue noir, professeur à Harvard et spécialiste reconnu du problème de la condition des Noirs dans les ghettos des grandes villes américaines. Son dernier ouvrage, *When Works Disappears*¹ revient sur une question déjà traitée dans ses précédents ouvrages : comment expliquer la dégradation depuis les années 60 de la condition de nombreux Noirs dans les grandes villes américaines et ce, en dépit des politiques actives entreprises en leur faveur et la fin de la ségrégation légale ? Comme le rappelle le sociologue Nathan Glazer², c'est une question sur laquelle les avis divergent sensiblement. Deux thèses dominent le débat depuis de longues

3. Voir GODET Michel. « La maladie du diplôme. Propositions pour une autre politique ». In revue *futuribles*, n° 173, février 1993.

1. New York : Knopf, 1996.

2. *The New Republic*, December 16, 1996, p. 29.

années aux États-Unis. La condition des Noirs dans les ghettos des grandes villes américaines s'expliquerait, selon la première thèse, par le racisme invétéré et tenace de nombreux Américains blancs. Ceux qui défendent cette thèse sont favorables à un traitement préférentiel en faveur des Noirs afin d'obliger les employeurs à recruter des individus qu'ils débouterait autrement. Selon la seconde explication avancée, la pauvreté de nombreux Noirs résulterait de leur infériorité, au pire génétique, au mieux « culturelle ». Le livre de Charles Murray et de Richard J. Herrnstein, *The Bell Curve*, qui défend une telle interprétation en se fondant notamment sur une analyse comparée des tests de QI, a eu un très grand succès il y a à peine deux ans.

William Julius Wilson propose une troisième explication³. En s'appuyant sur de nombreuses études statistiques, il montre que les emplois industriels qui avaient autrefois entraîné la migration des Noirs du Sud vers le Nord ont progressivement disparu sous l'effet des mutations économiques. Le passage d'une économie productrice de biens à une économie productrice de services est allé de pair avec un mouvement de délocalisation des sites de production touchant le Nord ainsi que les grandes villes où la population noire est concentrée, au profit du Sud et de l'Ouest. Entre 1967 et 1987, par exemple, la ville de Philadelphie a perdu 64 % de ses emplois dans le secteur manufacturier, Chicago 60 %, New York 58 % et Detroit 51 %. En conséquence, les Noirs qui avaient une formation ont

quitté le ghetto pour des quartiers plus riches, aggravant du même coup la situation de ceux qui y restèrent et qui voyaient leurs chances d'accéder au travail de plus en plus s'amenuiser. Symptôme de cet exode : Wilson montre qu'en 1950, dans le quartier de Woodlawn (sud de Chicago), il y avait plus de 800 commerces et petites et moyennes entreprises. Aujourd'hui, on estime à environ 100 le nombre de ceux qui restent. D'où ce fameux « cycle de la pauvreté » bien mis en évidence dans de nombreuses études sociologiques et économiques.

Mais cette dernière thèse, qui a le mérite de dépasser les deux premières explications, culturelles (racisme à l'encontre des Noirs) ou génétiques (infériorité naturelle des Noirs), en insistant sur les facteurs économiques, est contestée. Pour Nathan Glazer, William J. Wilson a raison lorsqu'il soutient que les emplois liés à l'industrie n'ont cessé de décliner au cours des dernières décennies. En revanche, il n'est pas vrai selon lui que les emplois peu qualifiés aient complètement disparu dans les quartiers difficiles. L'exemple de la ville de New York montre que, simplement, ce ne sont pas les Noirs qui les ont obtenus dans la période récente mais les nouveaux immigrants. Se référant à une étude réalisée par le sociologue Roger Waldinger⁴, il montre que la problème vient de la relation entre l'offre d'emplois et la demande. Le revenu minimum demandé par un Noir pour travailler (ce que les économistes appellent le « salaire de réserve ») est supérieur à celui que demande un travailleur immigré. L'origine sociale des immigrés les prédispose à accepter des

3. Il a déjà défendu cette thèse dans un précédent ouvrage, *The Truly Disadvantaged* (1987). Traduction française : *Les oubliés de l'Amérique*, Paris : Desclée de Brouwer, 1994.

4. *The Promised City*. Harvard : Harvard University Press, 1996.

emplois que des individus nés à New York n'accepteraient pas. Même mal payés, ces emplois sont toujours mieux rémunérés et plus porteurs d'espoir que leurs équivalents dans leurs différents pays d'origine. Cette interprétation remet en cause, selon Nathan Glazer, la thèse de William Julius Wilson. De manière ironique, note-t-il, la nouvelle loi sur l'immigration adoptée en 1965, beaucoup plus libérale que les lois des années 20, a donc fortement réduit l'efficacité des lois sur l'égalité entre Noirs et Blancs promulguées à la même époque. Sans l'arrivée d'une forte population immigrée, les employeurs auraient été contraints d'augmenter les salaires proposés et une forte proportion de Noirs les auraient, dans ces conditions, acceptés.

Rémy Oudghiri

L'animal domestique virtuel

Bandai, le fabricant japonais de jouets, a sorti fin 1996 un nouveau jeu électronique qui a suscité l'enthousiasme des Japonais : le *Tamagotch*, boîtier de la taille d'un œuf (d'où son nom, *tamago*, « œuf » en japonais) doté d'un petit écran à cristaux liquides, qui joue le rôle d'un animal domestique à élever, éduquer, soigner et chérir. Il sollicite lui-même, par des « bips » intempestifs, l'attention de son propriétaire, réclame à manger, jouer, faire ses besoins, etc. Sa « durée de vie » moyenne est d'une dizaine de jours, mais certains Japonais arrivent à le conserver plus longtemps. Ce jouet, vendu environ 100 F, a rencontré un succès inattendu et inimaginable : environ 500 000 exemplaires vendus en 1996, les prévisions pour le 1^{er} semestre 1997 atteignent le million. Le *Tamagotch* a touché presque tous les publics, il

accompagne le téléphone portable des cadres dans leurs déplacements. Le fabricant envisage de mettre sur le marché une nouvelle version, plus perfectionnée, et peut-être d'autres animaux virtuels.

Gérard Blanc

Le sentiment d'insécurité en Europe

Près d'un habitant de l'Union européenne sur trois (32 % exactement) a peur de marcher dans son quartier lorsqu'il fait nuit. C'est ce que révèle le premier sondage Eurobaromètre sur la sécurité publique, réalisé au début de 1996.

Le sentiment d'insécurité la nuit atteint son maximum (60 %) dans les nouveaux Länder allemands — l'ex-Allemagne de l'Est —, avec un niveau plus proche de ceux enregistrés en Europe de l'Est que de ceux constatés dans les autres régions de l'UE. En effet, le pourcentage le plus fort dans le reste de l'UE est celui de l'Espagne (39 %). Viennent ensuite l'Irlande (37 %), puis l'Allemagne de l'Ouest et le Portugal (34 %).

L'Italie se situe dans la moyenne européenne (32 %). Ensuite on trouve le Royaume-Uni (31 %), la Belgique et la France (29 %), la Grèce (28 %) et l'Autriche (20 %). C'est au nord de l'UE que le sentiment d'insécurité la nuit apparaît le plus faible : aux Pays-Bas et en Suède (19 %), au Luxembourg (18 %) et particulièrement en Finlande (13 %) et au Danemark (11 %).

Dans l'ensemble de l'UE, certaines catégories de personnes perçoivent plus l'insécurité que d'autres. Si 44 % des femmes ont peur des agressions dans la rue, la proportion tombe à 19 % pour les hommes. La crainte de ces agressions

touche davantage les plus âgés : 42 % des Européens de 55 ans et plus, contre moins de 30 % pour les plus jeunes. Elle affecte plus les habitants des villes de 500 000 habitants et plus (40 %) que ceux des villes petites et moyennes (33 %) et ceux des villages (24 %). Enfin elle frappe d'autant plus les Européens qu'ils ont des revenus limités : 34 % des sondés à revenus faibles ont peur des agressions dans la rue, contre seulement 28 % pour les personnes à revenus modestes, 26 % pour celles qui ont des revenus moyens et enfin 23 % pour les gens à revenus élevés.

Les auteurs de l'enquête illustrent cette répartition inégale de la peur en prenant deux exemples extrêmes : 9 % seulement des jeunes gens habitant des villages ne se sentent pas en sécurité, alors que cette impression atteint 62 % des femmes de plus de 55 ans vivant dans une grande ville.

Des enquêtes similaires menées dans des pays et des villes de l'ex-URSS et de l'Europe centrale et orientale montrent que le sentiment d'insécurité y dépasse partout la moyenne de l'UE, sauf à Ljubljana, capitale de la Slovénie (22 %). On trouve des proportions énormes d'habitants qui ont peur : 69 % à Moscou (Russie), 62 % en Lituanie, 51 % en Estonie et à Bucarest (Roumanie), 46 % en Slovaquie. Le sentiment d'insécurité semble un peu moins fort — n'oublions pas que l'enquête a été réalisée au début de l'année 1996 — à Tirana, capitale de l'Albanie (41 %), ainsi qu'en République tchèque (40 %), à Budapest en Hongrie et à Belgrade en Serbie (37 %). En Pologne, la situation s'est améliorée : on est passé de 42 % en 1992 à 34 % en 1996.

D'après les responsables de l'enquête, des professeurs à l'Université de Leyde aux Pays-Bas, le niveau élevé du sentiment d'insécurité à l'Est de l'Europe s'expliquerait autant par l'anxiété devant les changements économiques et le chômage que par des problèmes réels de violence.

Selon l'enquête, l'Europe centrale et orientale constitue la région du monde où les citoyens — dans les villes de 100 000 habitants et plus — se sentent le moins en sécurité. Le sentiment d'insécurité touche en moyenne 49 % des personnes interrogées dans la quasi-totalité de la région (12 pays). L'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil et Costa Rica en l'occurrence) atteint le niveau de 48 % et l'Afrique (Afrique du Sud, Égypte, Ouganda, Tanzanie, Tunisie et Zimbabwe) celui de 37 %. Dans les autres régions du monde, 30 % des sondés affichent un sentiment d'insécurité : c'est le cas en Amérique du Nord (États-Unis et Canada), en Asie (Chine, Inde, Indonésie, Kirghizistan, Mongolie et Philippines) et en Océanie (Australie et Nouvelle-Zélande).

Dans cette comparaison, l'Union européenne se limite à 29 % de citoyens inquiets ; mais cette partie de l'enquête n'inclut que huit pays membres — Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Autriche, Finlande, Suède et Royaume-Uni — et les pays où l'on ressent le plus d'insécurité — Allemagne et Espagne — n'y figurent pas.

Source : Eurofocus 41/96.

Omnivores vs végétariens

Deux instituts de recherches de Washington — le *Population Reference Bureau* et le *Worldwatch Institute* — viennent de

publier deux études sur les répercussions des changements alimentaires à l'échelle mondiale. Une attention toute particulière est portée à l'Asie et notamment à la Chine où la consommation de viande (bœuf, porc, poulet), d'œufs et de bière est en hausse constante. En Chine par exemple, la seule consommation de bière augmente de 7 % par an alors qu'en Inde, la consommation de poulet enregistre une hausse annuelle de 15 %.

Si l'apport en protéine peut être considéré comme un progrès, il faut savoir néanmoins qu'il se fait au détriment des réserves de céréales qui nourrissent les nouvelles industries. C'est ainsi que l'année dernière, qui fut une année record, les réserves mondiales de céréales n'étaient que de 51 jours. Le Président du Worldwatch Institute, Lester Brown, fait remarquer que la situation est particulièrement précaire. Les États-Unis en effet qui sont littéralement le grenier du monde (avec la moitié des exportations de céréales) ont un climat loin d'être stable. Plus inquiétantes encore sont l'utilisation des terres arables à des fins industrielles ou résidentielles et une désertification qui est si problématique dans le Sud-Ouest américain que l'eau est rationnée. En Chine, ajoute Lester Brown, Beijing consomme toutes les réserves d'eau des régions environnantes au point que les fermiers n'ont pas eu accès aux réservoirs en 1994. Bref, nous aurions peut-être atteint une limite malthusienne d'expansion agricole.

Ainsi les observations de Fernand Braudel seraient plus pertinentes que jamais. Un régime végétarien n'a jamais été un choix « culturel » mais une mesure de survie au-delà de certaines densités de population. « En fait, précise le Population Reference Bureau si nous devenions

tous végétariens, il serait possible de nourrir une population mondiale de 10 milliards. »

Nicole Morgan

Prospective et management (bis)

La lecture (tardive) du n° 1 des *Cahiers de l'ENSPPT* m'incite à prolonger les réflexions amorcées par Stéphane Buron dans les « Actualités prospectives » de décembre 1996. L'avant-propos (par F. Goux-Baudiment) avance l'idée qu'en « contrepoint » de la prospective qualifiée de stratégique, dont les outils essentiels sont « les études, les analyses, la veille, voire la modélisation » (p. 7), et qui aurait connu après Gaston Berger un infléchissement « vers la mathématisation », il y a place pour une prospective « à l'usage du management », bref pour une prospective managériale. Cette distinction est reprise et accentuée par l'article sur La Poste, qui salue la qualité des travaux qu'effectue « l'école française de prospective », mais déplore leur lourdeur « peu adaptée aux emplois du temps des décideurs », et dont on ne sait pas comment les résultats qu'ils affichent ont été obtenus (p. 42). À cette prospective pure est opposée une prospective appliquée, véritable outil opérationnel que complètent différentes formes de veille permettant de mieux repérer les « signaux faibles » (mais pas de les distinguer de ce que Pierre Massé appelait les « faits porteurs d'avenir »...).

L'ensemble des articles — à deux exceptions près sur lesquelles je reviendrai — présente différents aspects de cette prospective managériale appliquée, dont on constate qu'à part L'Oréal, elle est essentiellement pratiquée dans des organisa-

tions relevant du secteur public, ce qu'aucun des participants n'a d'ailleurs cherché à expliquer.

À quoi peut servir cette prospective managériale ? En dehors de formules assez vides du genre « donner du sens » (pp. 11 et 27), on voit se dessiner deux finalités : connaissance du réel, dialogue interne.

La première finalité, où les méthodes apparaissent très semblables à celles de la prospective non managériale (sauf si on baptise de ce nom les « veilles » présentées dans ce numéro), est illustrée par deux exemples. Le premier, fort classique, est la prospective des ruptures, qualifiée à bon droit de malaisée (« nous n'avons pas réussi à anticiper suffisamment les besoins sur les mobiles », France-Télécom, p. 25). La deuxième est plus originale puisqu'il s'agit, à la RATP, de faire intervenir les sciences sociales dans les domaines où la direction est la moins bien armée, par exemple la culture du personnel, où la fonction noble est la traction, la station et l'accueil des clients faisant figure d'éléments propres à perturber le flux du trafic (p. 15)...

Le dialogue interne est à juste titre considéré comme primordial, mais on a quelquefois le sentiment que la parole (prospective) a été effectivement donnée à l'homme pour déguiser sa pensée, ou du moins pour « faire comprendre » (la nécessité de la restructuration, France-Télécom, p. 23) ou pour « filtrer » les résultats obtenus (pour ne pas traumatiser les échelons opérationnels, Elf, p. 12). Mieux encore que la parole, il y a l'image, considérée comme plus apte à convaincre que l'approche quantitative ou la description des enchaînements causes/effets (Elf, p. 13).

Terminons sur deux points de vue quelque peu déviants :

— celui d'A.-Y. Portnoff, qui indique (p. 33) que « la compréhension de l'innovation est au moins aussi importante que la construction de scénarios et l'application des bonnes recettes méthodologiques » ;

— celui de C. Stoffaës, qui dédaignant les arguties sémantiques précitées rappelle que la prospective est « une réflexion à caractère intellectuel sur les avenir possibles » (p. 47), qu'appliquée à l'entreprise, elle a un caractère fondamentalement utilitaire mais constitue « une des méthodes parmi d'autres de préparation de la stratégie ». Quant à celle-ci elle relève du secret. Rappel qui permet peut-être de mieux comprendre pourquoi tant d'entreprises font si peu état de leurs travaux de prospective.

Bernard Cazes

Créations d'emplois aux États-Unis (1989-1995)

Les services représentent la majeure partie des créations d'emplois.

Les services ont créé environ 8 millions d'emplois tandis que le secteur manufacturier a perdu 1,3 million d'emplois. Selon les projections du Labor Statistics à l'horizon 2005, cette tendance devrait se prolonger puisque les services représenteraient 96 % des créations nettes d'emplois. Le secteur des services aux entreprises, de la santé et de l'éducation représenteraient 70 % des créations d'emplois dans les services. L'industrie, quant à elle, continuerait de perdre des emplois.

Les emplois créés apparaissent qualifiés. Les trois quarts de la croissance nette d'emplois ont concerné des postes qualifiés et offrant des rémunérations supérieures à la moyenne. Dans le groupe des rémunérations les plus élevées, qui inclut essentiellement des « managerial and professional speciality occupations », le nombre d'emplois créés a augmenté de 5,1 millions (+ 12,5 %) entre 1989 et 1995. La santé, l'informatique, l'ensei-

gnement, le droit et la comptabilité font partie des secteurs les plus créateurs d'emplois. Simultanément, il faut souligner que les emplois à rémunération moyenne sont en décroissance (- 3 % entre 1989 et 1995) tandis que le nombre des emplois faiblement rémunérés est en forte augmentation (+ 7 % entre 1989 et 1995). Il se produit donc une polarisation croissante de la force de travail américaine. Ces tendances devraient se pour-

Secteur	Variations de l'emploi		Rémunération moyenne hebdomadaire 1993
	Nombre (milliers)	% du total	
Secteur			
Total	6 679	100,0	5 394
Services	5 532	82,8	371
Commerce de détail	1 121	16,8	225
Transport, services publics	580	8,7	546
Administration publique	388	5,8	555
Commerce de gros	357	5,3	446
Agriculture	207	3,1	252
Finance, assurance	- 22	- 3	448
Construction	- 65	- 1,0	454
Extraction	- 88	- 1,3	637
Industrie	- 1 332	- 19,9	452
Occupation			
Total	6 679	100,0	394
Spécialistes	2 599	38,9	617
Cadres, dirigeants	2 389	35,8	635
Services	1 101	16,5	215
Vendeurs	975	14,6	314
Techniciens	240	3,6	495
Agriculteurs	180	2,7	234
Secrétaires et support administratif	- 143	- 2,1	349
Opérateurs	- 278	- 4,2	328
Artisans et ouvriers de précision	- 384	- 5,7	490
Niveau de la rémunération			
Total	6 679	100	394
élevé	5 148	77	$x \leq 500$
moyen	- 1 115	- 17	$340 \leq x < 500$
bas	2 646	40	$x < 340$

Source : Bureau of Labor Statistics.

suivre à l'horizon 2005. Les fonctions qui devraient augmenter le plus en valeur absolue sont des fonctions tertiaires souvent peu qualifiées et pas encore susceptibles d'être mécanisées (vendeurs, nettoyeurs, infirmières, etc.) et des fonctions liées à l'utilisation des hautes technologies en particulier dans le secteur de la santé (informatique etc.). Simultanément, les fonctions occupées par les dactylographes, les guichetiers connaîtront des baisses significatives d'effectifs en raison, notamment, de la mécanisation de leurs tâches.

Les facteurs explicatifs de la réussite de l'économie américaine en matière d'emploi demeurent sujet à controverses notamment en Europe. Néanmoins, il ne faut pas oublier que l'économie américaine a connu une progression très forte de son activité durant les cinq dernières années.

C.G.

Prix de la communication culturelle Nord-Sud 1997

Le « prix de la communication culturelle Nord-Sud » pour l'année 1997 a été décerné, le 17 janvier, à Rabat à *Futuribles* et à l'agence de presse et d'édition « Chiraa » (Tanger).

Ce prix a été créé en 1991 par le Professeur Mahdi Elmandjra à la suite de la publication de son livre *Première guerre civilisationnelle* ; il est financé par les revenus des écrits de son initiateur.

Le communiqué de presse annonçant les lauréats du prix 1997 précise : « outre sa compétence professionnelle, la revue *futuribles* a toujours fait preuve d'une très grande ouverture sur toutes les disciplines et sur tous les systèmes de valeurs. Elle constitue un modèle en matière de communication culturelle à un moment où les causes véritables qui sous-tendent les crises actuelles sont, avant tout, civilisationnelles ».

RÉUNIONS

FUTURIBLES INTERNATIONAL

Mardi 13 mai 1997 – Table ronde organisée avec le Commissariat Général du Plan « **La prospective, une indiscipline intellectuelle** » avec **Michel Godet**, professeur titulaire de la chaire prospective industrielle du CNAM.

Mercredi 4 juin 1997 – **Assemblée générale annuelle** de l'association.

Mercredi 18 juin 1997 – Table ronde « **La prospective stratégique d'entreprise** » avec **Michel Godet**, **Jacques Lesourne**, professeur d'économie au Conservatoire national des Arts et Métiers, Président de *Futuribles International*, et **Christian Stoffaës**, Directeur à la direction générale d'Électricité de France.

Inscriptions et renseignements : Laurence Faupin - *Futuribles International*
Tél. : (33) 01 42 22 63 10 - Fax : (33) 01 42 22 65 54 - E-mail : futuribl@pratique.fr

Analyses critiques

BRUNHES Bernard. *Les habits neufs de l'emploi.* Paris : Nil Éditions, 1996, 209 p.

Les habits neufs de l'emploi n'est pas le premier ouvrage de Bernard Brunhes sur le thème de l'emploi. Ce statisticien et économiste de l'INSEE, spécialiste de l'emploi et des affaires sociales au Commissariat général du Plan puis au cabinet de Laurent Fabius, alors Premier ministre, a souhaité depuis la société de conseil en management qu'il a créée, contribuer à la définition de ce que sera l'emploi demain.

Pour Bernard Brunhes, l'emploi n'est pas une fin en soi mais un moyen parmi d'autres de l'épanouissement de l'homme et la société a le pouvoir de modeler, de définir et de choisir l'emploi, comme le suggérait le titre de son rapport *Choisir l'emploi* au nom du groupe « Emploi » du Commissariat général du plan en 1993. L'auteur développe ici ses thèmes favoris et rejoint ainsi nombre de ses anciens collègues du Commissariat général du Plan, aujourd'hui passés par les cabinets ministériels ou les organisations syndicales.

Libéral et social... tel se définit Bernard Brunhes. Ceci n'est pas pour déplaire à Jacques Delors, qui en préface de cet ouvrage, juge cette étude « décapante et sans concession de nos faiblesses et de nos rigidités confortées par la nostalgie chez beaucoup d'une application de dispositions légales et contractuelles à portée universelle ».

Entreprise-réseau, structure en étoile, big-bang, flexibilité, réactivité, etc. L'entreprise, qu'elle soit privée ou publique, doit désormais évoluer dans cet environnement et s'adapter sans cesse et, l'emploi également. Telle est l'hypothèse de départ de l'ouvrage *Les habits neufs de l'emploi* pour aboutir à une description de ce qui nous attend demain dans l'entreprise, dans la gestion de cette entreprise, dans le temps de travail, dans la société, dans les organisations syndicales.

Quel que soit son domaine de compétence, industriel ou tertiaire, privé ou public, toute entreprise est confrontée à une concurrence meurtrière et toutes sont contraintes de s'adapter au risque de disparaître.

Cette adaptation passe dans l'industrie comme dans les services par l'externalisation des services à faible valeur ajoutée : l'entreprise se recentre sur ses métiers propres et confie à des entreprises extérieures des services qui étaient jusque-là rendus au sein même de l'entreprise. Par conséquent, il n'est pas étonnant de constater que les effectifs de l'industrie, des sièges sociaux de nos grandes entreprises se réduisent.

L'emploi se crée désormais en dehors de l'industrie et des grandes entreprises mais grâce à elles. Les statistiques du chômage et des mouvements d'effectifs attestent de cette évolution. À l'heure où certains se posent la question d'une « désindustrialisation » de notre économie, il conviendrait plutôt de parler d'industrie « tertiarisante ».

Mais l'externalisation des services à faible valeur ajoutée s'applique déjà pour certaines activités tertiaires et peu y échapperont à l'avenir : banques, assurances, sécurité sociale, informatique, etc. Déjà, les opérations de saisie informatique sont systématisées ; les *pools* dactylographiques sont voués à disparaître, chacun étant pourvu d'un micro-ordinateur.

Que penser de cette évolution ? Inéluctable ! Les entreprises se dégagent des tâches qu'elles peuvent sous-traiter ; elles gagnent ainsi en performance, en flexibilité et en capacité d'innovation. Dans ces conditions, les services publics sont contraints de s'adapter eux aussi, au risque de ne pas offrir un environnement assez performant et flexible pour l'entreprise qui souhaitera s'implanter dans la région. La compétitivité d'une économie se mesure désormais à l'échelle globale.

En termes d'emploi, cette évolution n'est pas sans conséquences. Si l'on peut penser que les emplois détruits au siège social de l'entreprise sont créés dans les entreprises sous-traitantes, ces emplois sont le plus souvent des emplois qualifiés eu égard à l'automatisation et à l'informatisation des tâches. La politique de gestion de l'emploi dans les entreprises sous-traitantes sera dictée par des impératifs de compétitivité, des contraintes financières et un cahier des charges très strict imposé par le groupe. Autrement dit, il est aisé de penser que la concurrence exacerbée que se livreront les PME sous-traitantes, aura notamment pour conséquence de faire de l'emploi une des variables d'ajustement privilégiées.

Les plans sociaux ne sont désormais plus le seul fait d'entreprises malades !

En effet, les entreprises affichant de bons résultats financiers ne peuvent se soustraire à la concurrence et à la dynamique mondiale qui exigent toujours plus de réactivité, de flexibilité, d'initiatives, de décentralisation et de souplesse.

L'entreprise modèle serait dans ces conditions une entreprise composée de « cadres » fourmillant d'idées, sans cesse à la recherche de nouveaux procédés, de nouveaux produits dont la durée de vie serait très courte ; des cadres dont les responsabilités seraient liées non plus à une position hiérarchique mais à la réalisation d'objectifs ; des cadres passant d'une entreprise à une autre en fonction des besoins de l'entreprise ; ce que Bernard Brunhes définit comme étant une flexibilité externe.

Mais à trop privilégier la flexibilité externe, on sacrifie la formation professionnelle, la communication et les échanges fructueux d'une équipe qui se connaît, bref, un processus d'accumulation collective de savoir-faire qui ne peut être seulement la somme des savoir-faire individuels. En conséquence, la flexibilité externe n'encourage pas les entreprises à investir en formation professionnelle et freine la mobilité professionnelle. Ce modèle n'a donc pas que des avantages...

Bernard Brunhes voit pourtant dans cette évolution et dans ses exigences un moyen de parvenir à de nouveaux modes de gestion de l'emploi et à une réduction de la durée du travail. Mais de là à y voir une solution au chômage !

Certes, chacun s'accorde à souhaiter, comme lui, une réduction du temps du travail. Mais comment peut-on croire aux effets bénéfiques d'une telle réduction sur l'emploi ? Les expériences menées en la matière montrent bien que seule une forte réduction du temps de travail non intégralement compensée par des gains de productivité — par exemple un passage de 39 à 30 heures de travail hebdomadaire — pourrait permettre des créations d'emplois ; mais dans cet exemple précis, comment pallier la perte de pouvoir d'achat qui en résultera pour le salarié ? Bernard Brunhes est incomplet sur cette question.

Par ailleurs, les mesures de réduction ou encore d'annualisation du temps de travail me semblent, tout au moins à court terme, de nature à donner une plus grande flexibilité à l'entreprise mais sont le plus souvent utilisées de manière défensive et sans effet tangible sur la création d'emplois durables.

Certes, les réductions de temps de travail souhaitées par l'auteur constituent un mieux-être souhaitable pour chacun mais qu'en est-il du point de vue économique pour la collectivité ? Sur ce point, on a peu progressé ! La réduction du temps de travail ne peut être à elle seule le moteur de la création d'emplois et pour le reste, on cherche encore !

En dessinant un nouveau modèle de société, Bernard Brunhes reconnaît que des facteurs structurels s'opposent à la création massive d'emplois. Le coût du travail trop élevé doit être abaissé durablement pour les emplois non qualifiés par une baisse massive des cotisations sociales. Cette baisse doit opérer par l'instauration d'un plancher au-dessous duquel tous les salariés seront exempts de cotisations sociales.

Cette proposition a l'avantage de limiter les effets de seuil mais procure un avantage relatif décroissant avec l'augmentation des salaires ce qui risque de « tirer » les salaires vers le bas.

Et sur le fond, la publication récente de l'étude comparative du cabinet Deloitte et Touche montre que la corrélation entre le niveau du coût du travail et le taux de chômage est relativement faible. Les économistes sont d'ailleurs déjà divisés sur l'estimation de l'élasticité coût du travail/volume de l'emploi.

On peut se demander si la recherche d'une baisse du coût du travail n'a pas occulté d'autres facteurs explicatifs du chômage ? Manque de marchés, incohérence de la politique incitative, effets désincitatifs à l'emploi...

Bernard Brunhes semble être conscient de ces facteurs puisqu'en se satisfaisant de la coexistence d'idées libérales et de mécanismes de solidarité, il déplore les déficits des comptes sociaux et s'accorde sur le passage du critère d'égalité à celui d'équité, sur la nécessité d'activer les dépenses de lutte contre le chômage et de multiplier les contrôles.

Ce passage n'est néanmoins possible selon lui que dans un climat de paix sociale et de dialogue. La critique, qui frise l'autocritique pour un auteur comptant de nombreux amis dans le milieu syndical, est vive. D'une trop faible représentativité et jouant de la surenchère politique, les syndicats français auraient encouragé la flexibilité externe refusant toute réforme. Ils tireraient leur légitimité et leurs moyens financiers davantage de leurs responsabilités politico-administratives que de la représentation de leurs adhérents. Plus grave, dans une économie et des entreprises en réseau où les décisions sont décentralisées, que peuvent faire des syndicats centralisés ?

Sur ce point, Bernard Brunhes n'affiche pas d'optimisme et semble même compter davantage sur les solidarités locales que sur ces amis. Celles-ci répondraient davantage aux aspirations individuelles : besoin de rapprochement pour les citoyens et les travailleurs de leur environnement. Dans le vilage planétaire, *small is beautiful* !

Certes, les petites structures sont toujours plus souples, plus réactives et donc mieux à même de répondre aux besoins individuels. Mais en matière d'emploi et d'acteurs publics, beaucoup reste à faire en terme d'organisation. Qui fait quoi ? Sur quel territoire ?

En tentant d'habiller l'emploi de demain qui est souvent déjà celui d'aujourd'hui, Bernard Brunhes se veut optimiste. Il ne semble malheureusement pas avoir trouvé la clef des créations d'emplois, l'aménagement et la réduction du temps de travail étant davantage un objectif souhaitable pour le bien-être individuel qu'un remède miracle. En grand couturier, les mannequins seront rares...

Virginie Leroy

HACKETT FISHER David. *The Great Wave, Prices Revolutions and the Rythm of History.* Oxford : Oxford University Press, 1996, 560 p.

Le livre est volumineux, à la mesure de l'érudition de l'auteur qui a entrepris une analyse des changements des prix (valeurs, biens corporels, taux d'intérêt, revenus et niveaux de vie, etc.) du Moyen Âge à nos jours, en Occident, Asie, Afrique et dans le Pacifique. Si le but avoué de l'auteur est de trouver les rythmes profonds qui animent les marchés, nous sommes loin néanmoins des simples tables de « lois » qui sont maintenant proposées aux investisseurs en mal de recettes infaillibles (si infaillibles que leurs auteurs doivent les vendre à prix d'or afin de faire fortune). David Hackett Fisher suit la tradition braudeliennne en ce qu'il analyse l'impact des changements économiques dans le grand contexte historique. « Si, dit-il, l'on sait faire le saut dans l'imaginaire, les chiffres deviennent vivants. »

Et ils le deviennent effectivement sous sa plume lorsqu'il considère les quelque 800 années qui nous précèdent et ses rythmes profonds qui soulèvent les prix tels des vagues : quatre vagues pour être plus précis. La première s'étendit de la fin du XII^e siècle au début du XIV^e ; la seconde du XV^e siècle au début du XVII^e siècle ; la troisième de la moitié du XVIII^e siècle au début du XIX^e ; et la quatrième (qui nous porte) de 1896 à nos jours. Entre ses périodes, l'Occident a connu un temps de pause, un équilibre que l'on a baptisé Renaissance ou siècle des Lumières, lequel est décrit souvent en termes artistique et philosophique comme une seconde Renaissance.

L'auteur se fait alors poète pour analyser cette grande respiration de l'histoire qui jette les êtres humains les uns contre les autres, ou leur permet de trouver des espaces d'équilibre dans lesquels ils peuvent enfin créer et croire en l'homme.

Mais de manière plus prosaïque, il veut aussi faire comprendre aux analystes du court terme que l'histoire, dans sa complexité et sa richesse est source d'un savoir synthétique qui seul permet d'avoir le souffle nécessaire pour donner aux décisions politiques la vision dont elle a besoin. L'histoire nous permettrait aussi de prendre une distance salutaire par rapport à nos propres maux en ce qu'elle nous rappelle que les problèmes qui nous apparaissent si désespérément contemporains et sans précédent, ne sont en fait que la répétition de cycles que nous ne discernons plus. Un voyage dans le temps nous apprendrait en effet que « les tendances les plus sombres de notre époque troublée — la montée de la violence, la drogue et la désintégration de la famille qui sont considérées comme les problèmes contemporains les plus pressants — sont en fait fonction des fluctuations des prix ». On se souviendra

que la consommation d'alcool et de drogue monte en flèche avec la stagnation et la baisse des revenus et la montée du chômage.

Son discours n'est pas politiquement neutre car il pense avoir démontré que le prix social des politiques anti-inflationnistes est plus lourd à porter que l'inflation elle-même en ce qu'elle a pour conséquence l'anomie, la confusion et le désespoir. En cela, il prend parti contre les politiques du marché libre et prêche le retour au « sens civique ».

Un livre d'une telle ampleur ne peut que pécher quelquefois par extrapolations abusives et généralisations hâtives. On pourrait notamment objecter que la Renaissance et le siècle des Lumières ne doivent leur équilibre social et artistique qu'à notre interprétation. On peut aussi penser que certains problèmes contemporains sont sans précédent historique, nous posant un défi majeur pour reprendre les analyses d'un autre historien : Toynbee.

Quoi qu'il en soit ce livre doit être consulté par quiconque prétend s'aventurer dans l'avenir. S'il n'est pas boule de cristal, il est miroir.

Nicole Morgan

BRYAN Lowell, FARELL Diana. *Market Unbound. Unleashing Global Capitalism*. New York : John Wiley & Sons, 1996.

Selon les auteurs, consultants chez McKinsey, la multiplication des opportunités de profit à travers le monde et la mobilité croissante du capital ouvrent une nouvelle ère du capitalisme. L'ouvrage cherche à étudier les moteurs de cette nouvelle dynamique, les évolutions futures possibles et leur impact sur la définition et la mise en œuvre de la stratégie des entreprises et la politique des gouvernements. Si l'analyse des facteurs explicatifs et des différentes dimensions de la mondialisation du capital est convaincante et bien documentée, l'étude des conséquences et des évolutions possibles est sujette à discussion.

La mondialisation financière recouvre plusieurs dimensions. Tout d'abord, le marché des changes, qui dépasse quotidiennement les mille milliards de dollars, est devenu mondial voire global. Simultanément, le marché des bons du trésor se globalise, notamment en raison de la multiplication des transactions sur le marché secondaire tandis que le marché des actions commence, lui aussi, à se globaliser.

L'internationalisation des marchés financiers, qui a toujours été historiquement importante, a été facilitée par la liquidité des biens échangés. Rapidement exploités dans le monde entier, les progrès techniques dans les

communications, l'enregistrement et le traitement des données ont réduit les coûts de transaction. Surtout, les années récentes ont connu une multiplication et une sophistication accrues des produits financiers qui ont facilité les transactions internationales et ont augmenté les possibilités de profit. Par exemple, les produits dérivés, qui ont permis de créer un marché pour les risques, ont amélioré le fonctionnement des marchés financiers. Une autre innovation qui a accru la liquidité des marchés est la titrisation, qui consiste pour les banques à placer des effets à court terme renouvelables afin de les financer à long terme.

Simultanément, les gouvernements, qui ont libéralisé les transactions financières internationales, ont eu recours aux marchés financiers internationaux pour financer leurs déficits tandis que de nouveaux acteurs sont apparus. La fin du système des parités fixes en 1973 a permis de libérer les gouvernements de ses contraintes et d'offrir de nouvelles opportunités de profit financier né des variations des cours de monnaie. Suite à la libéralisation des mouvements de capitaux, les gouvernements ont pu faire appel aux marchés internationaux pour financer leur déficit. Ainsi, la dette des gouvernements est passée de 18 % à 25 % du total du stock financier mondial dans la dernière décennie. Les grandes entreprises internationales ont eu directement recours au marché international de capitaux en émettant des bons ce qui a réduit le rôle des banques. De nouveaux acteurs sont apparus sur les marchés financiers comme les fonds de pension américains. Ainsi, les sommes gérées par les fonds de pension, les fonds mutuels et les sociétés d'assurance-vie américains dépassent les 2 000 milliards en 1994 contre 135 milliards en 1980.

Selon les auteurs, les tendances se prolongeront dans le futur pour conduire à l'émergence d'un système financier global. Tout d'abord, le vieillissement démographique dans les pays développés augmentera l'épargne disponible. Selon leurs estimations, l'épargne nette des ménages augmentera de 12 000 milliards de dollars dans les dix années à venir. Simultanément, les pays en voie de développement ont des besoins de financement énormes pour leur développement économique. Dans ce système capitaliste mondial ou global, les produits financiers s'échangeront à des prix reflétant parfaitement leurs risques et les arbitrages financiers des intervenants. Bien qu'ils pensent que ce système devrait permettre de réduire les risques, d'améliorer l'allocation de l'épargne et d'augmenter la productivité globale de l'économie, les auteurs présentent deux scénarios contrastés d'évolution.

Dans le premier scénario intitulé « la prospérité », la coopération entre les différents acteurs intervenant sur les marchés financiers permet le début d'une nouvelle ère de prospérité. L'épargne serait en majorité utilisée pour financer des investissements productifs dans les pays développés et les pays en voie de développement tandis que la dette publique verrait son importance relative

décroître. Un cercle vertueux se mettrait ainsi en place permettant en particulier de financer les retraites dans les pays développés tout en favorisant la croissance économique.

Dans le deuxième scénario intitulé « la dévastation », la globalisation du capital provoque un désastre. Le surcroît d'épargne finance en grande partie l'augmentation de la dette publique qui atteint des niveaux insoutenables. Le ratio de la dette publique sur le PNB passe de 55 % à 75 % et les charges de la dette ne permettent plus de réduire les déficits. Certains pays devront se déclarer en cessation de paiement entraînant des effets financiers en chaînes difficiles à mesurer. La perte de richesse et les effets de contagion pourraient entraîner une récession économique et des troubles sociaux graves.

Selon les auteurs, l'inévitable « révolution du capital global » impliquera des bouleversements économiques et sociaux profonds. Bien qu'ils pensent que les marchés sont le meilleur processus d'allocation des richesses, ils reconnaissent que l'avenir du capitalisme demeure encore largement indéterminé. Néanmoins, ils n'hésitent pas à affirmer que les pouvoirs publics devront se soumettre au verdict des marchés et se limiter à en améliorer le fonctionnement. Pourtant, tant d'un point de vue expérimental que théorique, il a été maintes fois démontré que le fonctionnement des marchés comporte certaines insuffisances. Considérant les défis économiques futurs comme le contrôle des dépenses sociales dans les pays développés et la diminution de la pauvreté dans les pays en voie de développement, il est possible de se demander si tout cela sera résolu par la « révolution du capital » ou si la « tyrannie du capital » ne provoquera pas la révolution ?

Charles du Granrut

SÉGUÉLA Jacques. *Le futur a de l'avenir*. Paris : Ramsay, 1996.

Quand un publicitaire flamboyant comme Jacques Séguéla se livre à un exercice de prospective il le fait avec un éclat qui n'a pas toujours l'heur de plaire aux spécialistes du genre. Ce n'est pas une raison pour ne pas s'y intéresser lorsque l'essai au-delà du clinquant (y compris une couverture argentine), aborde de vrais problèmes dans un langage accessible.

Il démarre en rappelant que tout f... le camp, les valeurs, l'Église, la politique et l'économie taylorienne. Mais ce pourrissement amorce de nouvelles perspectives.

Les rapports entre hommes et femmes s'établiront autrement que ne le pensaient les féministes. L'égalité des sexes sera-t-elle une bonne chose ? On verra.

« Vous mourrez tous centenaires et en bonne santé ». Cela annonce une formidable croissance des dépenses de santé, l'une des activités les plus dynamiques d'aujourd'hui et de demain. Quant à la manière dont la Sécurité sociale se retrouvera dans ses comptes, c'est une autre affaire. Il faudra « refonder » le système.

Nous entrons dans l'ère du savoir. Soit mais à qui le savoir, et pourquoi faire ? Comment passera-t-on de l'arrosage au goutte-à-goutte ? Jacques Séguéla pense évidemment en publicitaire et s'interroge sur l'avenir de son métier. « Dès le prochain siècle la consommation devrait s'offrir une nouvelle conduite. La préoccupation écologique deviendra, peu ou prou, l'enjeu majeur de notre vie quotidienne. Prévoyant de notre environnement, les grandes campagnes ne seront plus "Omo lave plus blanc" mais "Lessivons le monde". »

Que faire ? Nos élites se délitent. Il est temps de penser à d'autres têtes pensantes. « Nous nous laissons ankyloser par une crise que nos gouvernants ont réussi à nous faire croire dépendante de l'économie mondiale. Faux, le monde se porte bien, et nous mal ». D'où viendront les nouveaux moteurs ? De la base. 1789 ne s'y est pas pris autrement. Aujourd'hui « les leaders devenus Guignols de l'info font les guignols et ne font plus d'infos. Rideau ». Domineront demain les responsables capables de sortir du climat de crise, capables de tenir compte de la variété des situations et des personnes. Bref des femmes et des hommes capables de « fédéralisme » mot que Séguéla ne prononce pas, mais qui est au fond de sa pensée.

Que faudra-t-il aux chefs de demain ? De l'audace. De l'éthique. La capacité de l'interactivité. Il ne suffira plus d'être élu ou désigné. Il faudra être admis. C'est le pouvoir d'influence défini à sa manière par Woody Allen « Être où il faut, quand il ne faut pas. Être là où il ne faut pas quand il faut ».

L'école sera permanente, ludique, variée. On n'enseignera plus seulement le passé, mais le monde. Là comme ailleurs la « production » en série fera place à la formation personnalisée. Et de conclure d'un côté par une citation de Shakespeare : « Ils ont échoué parce qu'ils n'avaient pas commencé par le rêve ». Et de l'autre par une remarque triviale mais fondée « La consommation est la seule religion à notre disposition pour lutter contre les intégrismes quels qu'ils soient ».

Certains ricaneront. Mais ils auraient tort de ne pas lire, ou à tout le moins parcourir, un livre qui secoue, ce que Séguéla a par-dessus tout, les forces de l'imagination.

DACUNHA-CASTELLE Didier. *Chemins de l'aléatoire.* Paris : Flammarion, 1996, 265 p.

Didier Dacunha-Castelle, normalien, agrégé de mathématiques, enseigne la théorie des probabilités à l'Université de Paris-Sud (Orsay). D'une lecture agréable, dépourvu de formules mathématiques, syncrétique, bien équilibré entre enthousiasme et distanciation, son ouvrage est articulé en trois parties.

La première est un éloge de la statistique et une dénonciation de ses perversions, qu'il s'agisse de la prétention à représenter fidèlement des phénomènes à variables multiples ou présentant de très forts écarts, de la confusion entre variabilité et chaos, de l'emploi abusif à des fins de prévision de modèles explicatifs recalés sur une période passée sans mettre en question la stationnarité des phénomènes, d'une méconnaissance des erreurs introduites par les ordinateurs (liées aux méthodes de tirage au sort ou d'arrondi, ou à l'espace de validité des modèles), ou de l'engouement pour des *mathématiques de l'action* utilisant des paramètres qui sont en réalité des notions complexes, comme la *confiance*, dont on connaît très mal les invariants. Ainsi les modèles les plus reconnus ont-ils tous manqué le choc pétrolier de 1974, le krach financier de 1987, de même que la plupart des évolutions économiques importantes de ces dernières années. Ainsi encore l'INSEE, dont la compétence technique ne saurait être mise en cause, a-t-elle pu prévoir, pour 1992, une croissance de 2,4 % (certains instituts de prévision allant jusqu'à 3,4 %), alors que la réalité a été une récession de 1 % : les mathématiques ne peuvent être incriminées, mais le choix des variables et les idées préconçues incorporées aux modèles.

Dans la seconde partie, Didier Dacunha-Castelle s'attaque aux relations entre l'aléatoire et la société et en particulier à travers l'univers du *risque*. Ce risque omniprésent dans notre vie quotidienne (accidents, santé, chômage, responsabilité civile), dans notre environnement naturel et technique (nuisances, catastrophes industrielles, cataclysmes naturels), dans l'économie et la finance (incertitude sur la concurrence et le futur) et dans notre entourage (sécurité des personnes, des biens et de la nation) introduit l'aléatoire dans la société, qui s'organise pour réduire l'incertitude : ainsi naissent l'assurance, la prévoyance, les systèmes de santé et de protection sociale, la sécurité nationale intérieure et extérieure. Inversement, certains s'intéressent au hasard pour l'exploiter, par le jeu et la spéculation. La conjugaison des deux démarches est source de progrès technique et d'avancées en matière de morale sociale, de solidarité et de rôle de l'État.

Le risque a trois dimensions : métaphysique, mutualiste et technocratique, dont la perception est très subjective. Sa prévention, son contrôle et son indemnisation sont à mettre en balance avec son attrait, son coût et l'efficacité des mesures dissuasives ou palliatives elles-mêmes porteuses d'autres

risques ou contraintes difficiles à chiffrer. La façon même de poser la question modifie sensiblement la perception du risque ; l'inflation médiatique contemporaine contribue à fausser ou radicaliser les attitudes individuelles. D'où une subtile recherche d'équilibre dans un problème coût/bénéfice à variables multiples, où beaucoup de paramètres sont de surcroît subjectifs et variables d'un individu à l'autre. Sont mises à contribution les notions d'utilité espérée, d'utilité marginale décroissante, d'équité, de solidarité, de minimax, etc., pour aboutir finalement à des problèmes d'éthique. À défaut d'apporter des solutions acceptables par tous, les modèles probabilistes permettent au moins de mieux comprendre le rôle des différents paramètres, de leur poids relatif, de leur flou, voire de leur inconsistance.

L'auteur passe en revue le risque médical, avec ses incertitudes, ses tabous et ses incohérences, et les arbitrages entre intérêts individuel et collectif sur fond d'éthique ; le domaine des assurances, avec la problématique de la réassurance qui voit des compagnies commerciales hostiles à leurs consœurs mutualistes, se livrer entre elles à une mutualisation des risques ; la finance qui, plus encore que l'économie, se nourrit d'incertitude, mais qui cherche à s'en protéger en inventant des produits virtuels ou dérivés, autre forme de mutualisation, traitant le risque comme une marchandise. Mais si le risque acquiert ainsi un prix soumis au marché, il devient aussi légitime que le produit du travail, ce qui remet en cause des écoles de pensée politique.

Ces produits virtuels posent un certain nombre de problèmes inhabituels, par leur volume (8 000 milliards de dollars en 1992), par leur volatilité (ils s'échangent en temps réel), par l'opacité de leur marché, et par le mécanisme de boucle, qui peut voir un groupe financier réassurer involontairement son propre risque, ce qui fragilise le système et l'expose à des catastrophes. Un autre aspect inquiétant est que les modèles mathématiques utilisés par les financiers autour du monde restent très approximatifs, mais que leur large diffusion pourrait induire à un certain moment de nombreux opérateurs à faire simultanément la même manœuvre, erronée de surcroît, version exacerbée et instantanée de l'effet de mode. *A fortiori* si ce sont des systèmes experts qui agissent momentanément sans supervision humaine...

Pour ce qui concerne le risque industriel, l'auteur observe que le progrès technique, le contrôle qualité et l'application des modèles probabilistes de fiabilité, ont permis une augmentation considérable de la sécurité, mais que l'on ne sait toujours pas bien traiter la probabilité d'occurrence d'erreurs humaines, tant au plan de l'entretien (Bophal) que de la conduite (Tchernobyl), ni bien apprécier les grands risques qui mettent une probabilité d'occurrence infime avec un impact considérable (toxicité \times population exposée), le tout affecté par la variabilité climatique et par la difficulté de se procurer des données fiables et exhaustives sur les installations à risque. Chemin faisant Didier Dacunha-Castelle rappelle au devoir de sérieux la communauté

scientifique internationale qui se penche sur la question du changement climatique global : si les risques existent et appellent des mesures précautionnelles, les experts ne devraient toutefois pas, dans l'état primitif de leurs modèles et des séries statistiques disponibles, avancer des ordres de grandeur précis, mais seulement des probabilités évaluées à un facteur 100 ou même 1 000 près !

Avec la troisième partie de l'ouvrage, l'auteur nous entraîne dans la théorie de l'information, puis dans la dimension culturelle de l'aléatoire. À propos de l'information, après nous avoir montré qu'elle est un réducteur de complexité et que sa manipulation présente des analogies avec la thermodynamique — au point de lui appliquer la même notion d'entropie — il suggère que dans la réalité, caractère complexe, caractère aléatoire et caractère informatif sont une même chose, mais que cette idée reste confinée dans un cercle restreint d'initiés. En tentant d'appliquer le principe d'entropie à l'information, en physique, on s'explique enfin le sens de la fameuse courbe de Gauss ; en l'appliquant à des sciences sociales, on retrouve par exemple la pyramide des âges en démographie ; en l'appliquant au génome humain, on comprend qu'il est essentiel d'avoir un excédent de gènes par rapport au nombre strictement nécessaire à la programmation génétique. Comme l'entropie d'un système physique isolé augmente s'il ne reçoit pas d'énergie de l'extérieur, le sociologue pourrait être tenté, par analogie, de suggérer que le désordre s'installe automatiquement dans tout système social isolé ; recevant par contre de l'information de groupes sociaux extérieurs, il s'ordonne en créant des organisations et de la bureaucratie jusqu'à ce que le système soit entièrement bloqué, ce dont il ne peut sortir que par une bifurcation, autrement dit une révolution. Cette audacieuse métaphore plaiderait pour une importation contrôlée de l'information, à la recherche d'un équilibre entre trop peu et trop d'organisation ; on ne peut s'empêcher de penser aux débats actuels sur le « trop d'État, mieux d'État » et sur la construction européenne comme mise en communication contrôlée de systèmes nationaux isolés, mais l'auteur ne va pas jusque-là. Il ajoute d'ailleurs : « on peut douter de ces analogies dans l'état actuel des connaissances en sciences sociales ».

À la conception traditionnelle des mathématiciens, qui croient à un édifice mathématique existant en dehors de l'homme, s'oppose la vision plus récente de neurobiologistes comme J.-P. Changeux ou de quelques mathématiciens comme J.-L. Krivine, qui suggèrent la notion de programme, empruntée à l'informatique : les théorèmes mathématiques ne seraient plus alors que des « sous-routines » à l'intérieur de programmes qui, eux-mêmes peuvent être couplés à d'autres programmes représentant le comportement d'autres systèmes organisés. Nous construisons nos destinées en gérant ou subissant ces interactions et en modifiant nos programmes mais sans toucher aux modules protégés qui traduisent les « lois de la nature » ou le dessein d'un Être

suprême. Cette approche concilie déterminisme et libre arbitre et peut s'accommoder de la présence de modules aléatoires qui seraient la parade à une évolution inéluctable vers un univers figé, correspondant au minimum d'un ensemble de fonctions compliquées.

Pour terminer, Didier Dacunha-Castelle nous invite à une auto-critique hexagonale : l'école française a trop tardé à accueillir dans le sanctuaire des mathématiques nobles les notions de probabilité, de complexité et d'information, peut-être parce que le caractère immédiatement appliqué des probabilités et de la théorie de l'information en faisaient des disciplines impures, de véritables technologies, ce qui, en France, relève du péché originel ; et que le hasard et le chaos restaient sagement, avec la mécanique quantique dans le champ de la physique théorique. Après une traversée du désert (1900-1960), l'ensemble du domaine des sciences se trouve envahi par des hordes probabilistes : cybernétique, automates probabilistes et cellulaires, bruit, chaos et catastrophes, fractales, entropie, chaînes de Markov, calcul neuronal, logique floue, etc. Le hasard obtient finalement droit de cité dans le microcosme scientifique, mais sa nature reste largement incomprise. Il ne fait que repousser d'un cran l'éternelle interrogation de l'homme sur l'existence d'un ordre supérieur. Pour les uns, le hasard est « la loi ultime du monde et tout déterminisme partiel qu'on peut y trouver est un effet de la loi des grands nombres (qui supprime donc la marque du hasard) » ; pour les autres, « la loi ultime du monde est entièrement déterministe et tout phénomène aléatoire qu'on peut y observer est un effet du chaos déterministe (éventuellement lié à des variables cachées) ». Pour l'auteur, la seule attitude constructive serait de faire reculer l'aléatoire si l'on a bien conscience qu'il ne s'agit que de le repousser vers l'amont. Aller plus loin, serait entrer de plain-pied dans la métaphysique.

Je ne résiste pas à la tentation de vous livrer la savoureuse conclusion de Didier Dacunha-Castelle : « Après avoir longuement réfléchi, construit des modèles mathématiques, répudié successivement Platon et Aristote, l'homme rationnel fouilla au fond de sa poche, prit une pièce de monnaie qui n'avait plus cours et tira sa décision au sort. Il ne sut jamais s'il avait eu raison ce jour-là... ».

Pierre Bonnaure

GROSSIN William. *Pour une science des temps. Introduction à l'écologie temporelle.* Toulouse : Octarès, 1996, 268 p.

William Grossin présente une réflexion de prime importance qui devrait générer de multiples développements. Il entreprend une démystification de la représentation du temps unique, dominateur, contraignant, universel et artificiel, le temps mesurable et divisible de l'horloge que l'on croit absolu. Il

plaide pour et nous initie à la science des temporalités multiples et diverses. Selon lui, il n'y a pas de temps substantiel extérieur et indépendant des phénomènes, des événements, de la vie. Les temps ne sont autres que les manifestations des événements, de la vie elle-même. Chaque élément du cosmos, chaque système naturel, chaque être vivant, chaque organisme, chaque organe et micro-organisme est une temporalité distincte.

Le bien-être et le mieux-être des êtres vivants, des humains en particulier, passeraient par une reconnaissance, une libération, une harmonisation des diverses temporalités.

Cette harmonisation a été pratiquement impossible depuis l'éclosion de la civilisation industrielle qui est celle des contraintes imposées uniformément à tous par le temps artificiel et mécanique de l'horloge — l'horloge et le chronomètre s'étant avérés par surcroît les instruments de choix de l'exploitation capitaliste et ... « socialiste » (*time is money*).

La science des temps introduit à l'écologie temporelle, c'est-à-dire à l'action politique en faveur de la reconnaissance, de la libération et de l'harmonisation des temporalités. Pour les êtres humains, êtres vivant en sociétés, il s'agit d'harmoniser avant tout les temps externes (temps de l'environnement naturel) et les temps internes de la biologie et du psychisme, d'œuvrer ainsi au bonheur et à la santé du public. Ce « programme » ouvre des perspectives tout à fait intéressantes et inédites à l'écologie politique qui jusqu'ici s'est plus soucié d'espaces, de cadres de vie, de pollutions, de ressources... que de dysfonctions temporelles. Le lecteur ne manquera pas de se demander comment cet oubli a pu être si longtemps possible. Raison de plus pour s'empresse d'y remédier et pour apprécier comment W. Grossin nous entretient des « cadres temporels », des « milieux temporels » tandis que d'autres parlent de « cadre de vie », de « milieux ambiants » sans référence aucune aux dimensions temporelles de notre environnement. Et si l'on aime les métaphores, on songera qu'Einstein nous a appris que le temps est une dimension de l'espace.

Un concept nouveau retiendra l'attention, celui « d'équations temporelles personnelles », qui désigne l'ensemble des dispositions temporelles de chacun, expressions de la structure de sa personnalité, qui ne peuvent sans abus se plier toutes à la même discipline temporelle.

Le livre de W. Grossin vient ajouter, par un biais inattendu, une mise en accusation sévère de la civilisation industrielle capitaliste, à toutes celles qui ont déjà vu le jour, mais sont restées, hélas, sans grands effets sur les maux qu'elles dénoncent.

Il emprunte la plupart des exemples de ravages causés à la personne humaine, par les contraintes de l'horloge, à un autre domaine de ses recherches : la sociologie du travail. Il expose, entre bien d'autres problèmes, les méfaits du travail de nuit, du travail au rendement, de l'heure d'été, etc., les coûts sociaux du manque de sommeil dans nos sociétés industrialisées.

Il souligne les contrastes entre les temps des travaux industriels et ceux des travaux agricoles : « il ne suffit pas d'observer que le travail du paysan se conforme à la croissance des plantes qu'il cultive, de leur ensemencement à leur récolte. Mais quelle plante et à quels moments précis de son développement ? » (p. 106) ; et il rapporte une petite enquête, tout à fait intéressante sur les temps du maïs hybride dans le Val-de-Loire.

Mais la dimension d'un compte-rendu ne se prête pas au recensement exhaustif de toutes les enquêtes résumées dans ce livre, ni de tous les travaux de chercheurs de toutes disciplines qui y sont évoqués. Qu'il soit simplement dit que ceux et celles qui prendront la peine de se reporter à l'intégralité du texte apprendront certainement beaucoup de choses et ne refermeront pas le livre déçus.

Une abondante bibliographie couvrant un grand nombre de disciplines enrichit chacun des huit chapitres.

W. Grossin termine son ouvrage par une rétrospective des grandes découvertes de la physique moderne (elles constituent bien évidemment la contribution la plus bouleversante à la science des temps), et par un survol des théories philosophiques qui se rapportent au temps, pour nous dire que celles-ci sont bien dépassées par les théories scientifiques. Mais cela, on l'avait bien compris au fil des pages, et il n'était pas vraiment utile d'insister.

L'énoncé des sous-titres du dernier chapitre résumera les principaux mots clefs de la pensée de Grossin :

- « les temps comme expressions des phénomènes » ;
- « les temps comme expressions des vies » ;
- « l'illusion d'un temps fondamental unique » ;
- « les présents pluridimensionnels » ;
- « pour l'accès de tous à des temps choisis ».

Soulignons les termes *illusion* et *accès de tous*.

Il s'agit d'un livre qui devrait marquer notre époque de son empreinte, et au cours de la lecture duquel, chacun pourra se demander pourquoi il n'a pas songé lui-même à l'illusion du temps dominateur et unique. Mais effectivement, il fallait y penser et... trouver les mots justes pour l'expliquer clairement.

Christiane Barrier-Lynn

LEROUX Marcel. *La dynamique du temps et du climat*. Paris : Éd. Masson, 1996, collection Enseignements des sciences de la Terre, 306 p.

La météorologie scientifique est née avec les travaux de l'astronome et mécanicien anglais John Hadley qui proposa en 1735 un modèle de la circulation atmosphérique intertropicale censé rendre compte de la configuration

des flux alizés : les cellules de Hadley. La théorie météorologique a étendu ce schéma cellulaire jusqu'aux pôles, tentative pour expliquer les champs moyens des vents et des pressions, à grand renfort de « miracles physiques » que seule une vision statistique des phénomènes peut incliner à admettre.

Après plus de deux décennies de recherches et de publications, le géographe Marcel Leroux procède à une réconciliation générale entre faits et théorie. Synthèse de ses multiples travaux, son dernier ouvrage, *La dynamique du temps et du climat*, mérite d'avoir une portée plus large que celle à laquelle le caractère universitaire de la collection qui l'accueille aux éditions Masson pourrait inciter à la restreindre. L'impressionnante remise en ordre conceptuelle et méthodologique à laquelle l'auteur s'est livré est en effet lourde d'implications : que l'on songe à l'interprétation des animations météorologiques diffusées quotidiennement par les chaînes de télévision, à la compréhension de la genèse des événements exceptionnels — que les anciens appelaient *météores* —, tels les cyclones, coups de blizzard et autres averses apocalyptiques, que l'on se soucie des changements climatiques notés durant les dernières décennies, comme le recul de la pluviométrie dans la zone subsaharienne, l'intensification de la circulation atmosphérique dans l'hémisphère Nord ou les épisodes de sécheresse prolongée dans certaines régions d'Europe, ou bien que l'on soit, *skipper* d'un voilier de haute mer, soucieux de profiter au maximum des pulsations dans les alizés pour éviter l'encalminement dans le « pot au noir » équatorial, à chaque fois on trouvera dans l'ouvrage de Marcel Leroux une description cohérente, replacée dans la circulation atmosphérique générale, des phénomènes en question et de bien d'autres encore. Quant au scientifique, quelle que soit sa spécialité — car telle que traitée la matière est accessible à tout lecteur avide de se cultiver — il éprouvera une véritable délectation à s'approprier au fil des pages les moyens de « voir » l'atmosphère s'animer, de saisir avec la force de l'évidence l'enchaînement des causes et des effets, bref de faire à la suite de l'auteur un saut qualitatif dans la connaissance de la nature.

L'ouvrage est divisé en trois parties distinctes mais évidemment étroitement reliées entre elles, vu le caractère hautement récuratif de la circulation atmosphérique, mais son unité est annoncée d'emblée haut et fort par un titre à lui seul révolutionnaire : *La* (nous soulignons) *dynamique du temps et du climat*. En effet, la vision « classique » explique le climat par la présence d'objets statistiques tels *la* dépression d'Islande ou *l'*anticyclone des Açores, qui structureraient la circulation atmosphérique en relation avec les grands mouvements d'ascendance et de subsidence au sein des cellules de Hadley, de Ferrel et des cellules polaires arctiques et antarctiques, et voit en revanche le temps qu'il fait comme la résultante d'oscillations plus ou moins chaotiques de la circulation dans la haute atmosphère, lesquelles déclencheraient par on ne sait vraiment quel mécanisme la sarabande des perturbations.

Marcel Leroux bouscule cette manière de « voir » et démontre qu'une entité météorologique clairement identifiable, l'*anticyclone mobile polaire (AMP)* est l'agent principal des phénomènes dont l'ensemble constitue la « circulation générale de la troposphère », l'objet de la première des trois parties.

Une fois par jour en moyenne, une grosse loupe d'air froid de 1 500 à 3 000, voire plus, kilomètres de diamètre et de 1 500 à 2 000 mètres d'épaisseur, un anticyclone mobile polaire, est littéralement injectée dans la circulation générale à partir de chaque pôle. Ces AMP apparaissent très nettement sur les clichés satellitaires grâce à la couronne de nuages qui les borde sur leur périphérie. À cause de leur densité les AMP sont canalisés par les reliefs, tels les Montagnes Rocheuses, le glacier groënlandais, la Cordillère des Andes ou le haut-plateau d'Afrique australe. Leurs trajectoires obéissent par ailleurs aux ordres de la mécanique et sont donc hautement prévisibles : elles tendent vers l'Équateur, d'un mouvement général d'ouest en est. On conçoit aisément que le déplacement de ces gigantesques objets « perturbe » les régions traversées et, de fait, chaque AMP engendre une dépression sur sa face avant, laquelle le contourne d'un mouvement circulaire d'est en ouest vers le pôle dont il est originaire : ainsi s'organise dans ses grandes lignes la circulation dans les latitudes moyennes et hautes. L'individu météorologique le plus célèbre en Europe, l'« anticyclone des Açores », résulte ainsi de l'agglutination contre l'obstacle africain des AMP qui ont suivi la trajectoire passant entre le Groënland et la côte est de l'Amérique du Nord. Cette agglutination alimente le flux des alizés dans la partie tropicale de l'Atlantique au nord de l'Équateur (car l'air subsident des cellules de Hadley n'atteint pas les basses couches : il est beaucoup trop chaud).

La dynamique du temps, ce que la météo « grand public » range indistinctement sous le vocable générique de « perturbations », occupe toute la seconde partie. Elle commence par l'analyse du processus atmosphérique le plus important pour l'homme, la pluvio-genèse, et s'achève avec un exposé particulièrement passionnant des mouvements complexes qui ont pour théâtre la zone intertropicale. Le lecteur ne manquera certainement pas d'être impressionné par la maîtrise dont fait montre l'auteur dans sa description de la dynamique du temps au-dessus de l'Équateur.

Le modèle AMP se révèle enfin particulièrement fécond pour rendre compte des évolutions du climat, récentes ou plus anciennes, auxquelles est consacrée la dernière partie du livre. Une visite de l'Afrique au cœur de l'ère glaciaire donne à comprendre le lien, pour ce continent, entre refroidissement et extension des déserts. Le recul de la pluviométrie au sud du Sahara (200 à 300 km au cours des trente dernières années) apparaît ainsi comme la conséquence naturelle de l'extension de l'hémisphère météorologique Nord du fait du très important refroidissement survenu au-dessus de l'océan glacial arctique durant le dernier demi-siècle. Si la cause du refroidissement arctique,

difficile à caser dans le schéma d'un réchauffement d'origine « effet de serre », reste mystérieuse, les autres conséquences que le modèle AMP permet d'en déduire sont effectivement au rendez-vous : intensification de la circulation atmosphérique dans l'hémisphère Nord ; augmentation marquée des différences entre les pressions moyennes des régions sur le chemin des AMP et de celles parcourues par les dépressions cycloniques associées (par exemple la différence entre les pressions moyennes annuelles à Berne au pied des Alpes suisses et à Tromsø au nord de la Norvège s'est accrue de l'équivalent d'une colonne de 10 cm d'eau entre 1960 et 1990 !).

Le livre de Marcel Leroux survient à point nommé pour contraindre une discipline scientifique qui n'en finit pas de stagner, malgré une débauche de moyens techniques et de crédits, la météorologie, à rendre des comptes et envisager un *aggiornamento* radical. La mesure de cette stagnation, manifestation de l'impasse théorique et méthodologique dans laquelle toute une communauté s'agite compulsivement, est facile à prendre : entre 1980 et 1992 les quantités de données collectées ont centuplé (grâce à un nombre sans cesse accru de satellites d'observation géostationnaires et en orbite polaire) et leur qualité est sans cesse améliorée, la puissance des super-ordinateurs utilisés pour intégrer ces données dans des modèles de plus en plus détaillés et précis a été globalement multipliée par un million... et dans le même temps la qualité des prévisions météorologiques à trois jours et demi (en terme de corrélation d'anomalie) s'est accrue de 11 % !

Il y a un an, suite à une micro-polémique tenue par voie de presse avec un responsable de la Météorologie nationale, un ancien directeur de l'École nationale de Météorologie me décrivait les tenants et aboutissants du « *blocage intellectuel, universel en météorologie* » que *La dynamique du temps et du climat* de Marcel Leroux pourrait, à mon avis, contribuer à débloquer. Il commençait par dénoncer « *l'omnipotence prise par l'exclusivité de la modélisation de l'atmosphère sur la base des équations "primitives" de la mécanique des fluides* », suite au « *véritable kidnapping* » opéré par les numériciens sur la discipline au début des années 60. Ce à quoi je pourrais ajouter qu'à la même époque on disposait des premiers clichés satellitaires montrant clair comme le jour que la météorologie classique s'était fourvoyée avec un schéma en cellules sans rapport avec la réalité naturelle. Mais ils n'ont pas été « vus », les regards étant absorbés dans la contemplation des premières réalités virtuelles issues du calcul numérique. Ainsi, « *aussi bien les modèles climatiques nous prévoyant à long terme des catastrophes, quelquefois contradictoires*¹, que la prévision pour le lendemain, tout est traité en numérisant directement les mêmes équations et en ignorant la physique des grandes organisations atmosphériques. En fait, il s'agit de la dérive rédu-

1. Réchauffement, et désertification, et plus grande fréquence des tornades et tempêtes, etc.

tionniste induite par le développement du calcul électronique. Cette dérive est non seulement dangereuse parce qu'elle interprète mal la réalité mais, en plus, elle est totalitaire. Les réductionnistes croient posséder la vérité (puisque la loi élémentaire est vraie par essence) et prétendent éliminer toute tentative pour travailler sur des concepts plus globaux qui, eux, peuvent être douteux » (l'auteur de ces phrases faisait ici référence à une controverse, à propos de l'existence ou non d'un « front polaire », que le livre ici présenté a définitivement close).

« *Eppur, si muove...* » aurait chuchoté Galilée après avoir concédé au tribunal de la Sainte Inquisition que la Terre était bel et bien immobile au centre de l'univers. Expérimentateur et observateur de génie, Galilée était convaincu que les lois de la nature étaient écrites dans le langage des mathématiques et avait osé sauter le pas que Copernic s'était refusé de franchir : la mobilité de la Terre n'était pas une hypothèse commode pour produire des prévisions exactes du mouvement des autres planètes, un artifice de calcul en quelque sorte, mais une réalité de nature. Le mathématicien prétendait donc parler en philosophe, ce pour quoi il fut inquiété.

Aujourd'hui, quant au temps et au climat, la situation semble doublement inversée. En premier lieu, la référence expérimentale concerne moins l'observation de la nature, dont on chercherait à reproduire l'évolution avec des modèles physico-mathématiques, que d'un tri parmi les données mesurées pour ne conserver (comme significativement extraites du chaos) que celles qui s'accordent avec les résultats des expériences numériques menées à une échelle quasiment industrielle dans les laboratoires de météorologie et de climatologie. Le savoir ainsi produit s'impose en raison directe du poids financier et institutionnel de la communauté d'où il émane et de l'opacité des réglages dont il procède, un peu comme, parallèle osé, le système ptolémaïque tirait une bonne partie de son autorité du caractère obscur des causes poussant les planètes à décrire des épicycles autour de leur trajectoire moyenne sur la voûte céleste et de la multiplicité des exégèses qui en avaient été faites par les clercs et penseurs en chambre de l'ordre établi : la raison dérivant de l'observation de la nature reste marginalisée, ostracisée même, hier par le primat du théologique sur le mathématique, aujourd'hui, seconde inversion, par celui du modèle mathématique sur la réalité à laquelle on prétend le substituer.

Le dernier handicap que devra affronter le livre de Marcel Leroux pour être reconnu, et non le moindre, tient à l'extrême simplicité conceptuelle du modèle AMP. Tous ceux qui se sont torturé les méninges pour réussir à faire fonctionner en pensée le schéma de la circulation atmosphérique « officiel » et, en désespoir de cause, se sont donné la peine d'acquiescer la maîtrise verbale du jargon sur le chaos et l'« effet papillon » (dont procéderait tout ce qui est physiquement inconcevable) n'accepteront pas sans réticence d'admettre l'inanité de tels efforts.

Ils pourront cependant trouver une bonne raison à adopter ce modèle. Car, s'il est conceptuellement simple, reléguant le rôle du chaos à la détermination du « choix » opéré par chaque AMP de l'instant et de la direction de son intrusion dans la circulation atmosphérique générale, la prise en compte et le suivi dynamique des grandes organisations mises en évidence par Marcel Leroux dans les modélisations informatiques posent d'impressionnants défis théoriques et pratiques, que d'aucuns pourraient tirer gloire d'avoir affrontés et, ne serait-ce qu'en partie, gagnés.

Yves Lenoir

MORVAN Yves (sous la dir. de). *L'entreprise Atlantique : du local à l'économie-monde*. La Tour d'Aigues : Éd. de l'Aube, 1996, 115 p.

La grande idée qui anime Yves Morvan, professeur d'économie, mais aussi fondateur de l'Institut de Locarn, centre de réflexion du patronat breton, pourrait se résumer ainsi : la mondialisation inéluctable des échanges appelle en retour un enracinement culturel des entreprises dans leur territoire. Cet enracinement n'est pas seulement une précaution souhaitable, mais est devenu un facteur clef de compétitivité. « Il devenait clair, nous dit-il, que la concurrence n'opposait pas seulement des entreprises mais des couples entreprises-territoires. (...) Simultanément s'affirmait l'importance de la territorialité (...) et la qualité de l'organisation des relations entre acteurs. »

Il faut reconnaître à Yves Morvan le mérite d'être un des premiers à avoir défendu cette idée, qui rencontre aujourd'hui de nombreuses résonances (voir dans *Futuribles* de novembre 1996 l'article de Bernard Cova sur « le lien ou le bien »).

Il en a également démontré la pertinence lorsqu'il l'a appliquée à son territoire naturel, la Bretagne, qui dispose d'une identité géographique, culturelle et ethnique très forte. Il existe bien une « entreprise bretonne » qui fonctionne de façon propre et qui fonde en partie sa compétitivité sur son enracinement.

La démonstration est moins convaincante lorsque Yves Morvan tente de la transposer à un territoire beaucoup plus vaste et plus flou, baptisé Arc Atlantique, et qui recouvre, approximativement, la façade atlantique courant de l'Écosse au Portugal. Lui-même, à dire vrai, semble avoir besoin de se persuader de la pertinence du concept. Il nous dit bien tout ce qui ne devrait pas être l'Arc Atlantique (« un club de *losers* ») mais il a quelque mal à nous décrire ce qu'il est. Les concepts de « réseau informel » ou de ce « territoire projet » paraissent bien fragiles face à la réalité structurée de la « banane bleue », cœur industriel de l'Europe campé sur l'axe Londres-Milan.

Yves Morvan n'est guère servi, dans sa démonstration, par les textes qui viennent en appui de sa brillante introduction, et qui sont supposés révéler « l'essence » de l'Arc Atlantique. Trop franco-français, trop « ruralisants », les exemples choisis ne convainquent pas de l'unité de cette grande façade littorale. La mer, qui est pourtant, avec l'origine celtique dominante de leur peuplement, le premier point commun des régions concernées, est peu évoquée.

Point non plus de carte de l'Arc Atlantique. Est-ce parce que celle-ci révélerait trop cruellement le fait que ses limites actuelles (incluant Écosse et Andalousie) répondent plus à de subtils jeux politico-technocratiques qu'à une réalité géographique ?

Et pourtant, si la démonstration est faible, on pressent, au fil des pages, qu'une réalité Atlantique pourrait bien exister un jour, sous une forme différente. Si l'on ne peut parler de civilisation atlantique, comme on le fait de la civilisation méditerranéenne, on devine une « culture de l'Ouest » où les valeurs d'équilibre, de solidarité, de nature, d'attachement au territoire pèseraient plus que celles de la réussite purement matérielle.

L'Arc Atlantique, aujourd'hui, n'est pas un territoire, ni même un « territoire projet ». Ce pourrait être, à la lisière de la mer et de la terre, un milieu favorable à l'invention d'une autre façon d'entreprendre.

Jean Haëntjens

Comptes rendus

● GILLES Philippe. *Crises et cycles économiques*. Paris : Armand Colin, 1996, 192 p. (Coll. Cursus).

La perception et l'interprétation de l'évolution économique ne sont pas indépendantes des théories des économistes. Mais, celles-ci ne cessent d'être remises en cause par l'observation de la réalité vécue et de ses changements. L'analyse de cette interaction dynamique constitue l'originalité de cet ouvrage. Sont ainsi confrontées à l'épreuve des faits les principales théories des crises et cycles économiques, depuis les travaux de Ricardo, Say et Marx, jusqu'aux controverses actuelles entre la « nouvelle école classique » et la « nouvelle école keynésienne ».

La présentation très pédagogique des principales théories et de leurs implications quant au rôle possible de la politique économique et celle des transformations historiques qui les ont forcé à modifier leurs hypothèses permettent de mieux appréhender les débats actuels sur les stratégies possibles de sortie de crise.

Alain Michel

● **SINGLY François (de).** *Le soi, le couple et la famille.* Paris : Nathan, 1996, 252 p.

En dépit ou, peut-être, à cause de sa fragilité, la famille en France reste une valeur sûre comme l'attestent tous les sondages qui la placent en tête des choix de valeurs des Français. Le secret de cet attachement à la cellule familiale, François de Singly croit le trouver dans la fonction irremplaçable qu'elle continue à jouer dans les sociétés contemporaines : socialiser les individus dans un contexte marqué par la montée de l'individualisme. S'appuyant sur un matériau composé tout à la fois d'entretiens menés par ses étudiants et d'extraits d'oeuvres littéraires et cinématographiques contemporaines, il nous donne à voir, *in concreto*, les processus complexes par lesquels chaque membre de la famille construit son identité personnelle à travers les relations intimes et quotidiennes qu'il noue avec ses proches. Empruntant à la pièce de Bernard Shaw le mythe de Pygmalion, il montre comment le regard que l'homme porte sur sa femme ou celui que le père ou la mère porte sur leur enfant peuvent contribuer à faire ou à défaire la personnalité de l'autre.

C'est parce que la famille n'est plus véritablement une institution et que l'individu n'y est pas réduit à sa seule fonction sociale que cette quête d'authenticité, cette recherche d'originalité trouvent à s'y exprimer. Cependant, un tel modèle de socialisation, qui privilégie la réalisation de soi sur la conformité à des modèles préétablis, n'est pas sans engendrer ses propres tensions : comment, par exemple, concilier la fidélité à soi-même et la continuité de l'union conjugale, ou encore, l'épanouissement personnel de l'enfant et sa réussite scolaire ? C'est pourquoi les membres de la famille sont finalement amenés à établir des compromis entre une identification statutaire de type traditionnel et l'identité personnelle à laquelle ils aspirent. D'où des crises internes à l'organisation familiale ou l'apparition de *multiple self* qu'il est bien difficile d'unifier.

Jean Étienne

● **FORGET Philippe, POLYCARPE Gilles.** *Le réseau et l'infini. Essai d'anthropologie philosophique et stratégique.* Paris : Économica 1997, 178 p. (Coll. Bibliothèque stratégique).

L'ambition de cet ouvrage est de penser ce que recouvre et signifie la notion de réseau, qui parcourt le langage et les pratiques sociales de notre époque. Système organisé de connexions et commutations productives, le réseau incarne la méthode d'appropriation des ressources matérielles, sociales et humaines dans un environnement précaire, à des fins de rendement et de puissance, sans limite à son extension.

Une première partie étudie la genèse anthropologique et culturelle des réseaux actuels : la révolution épistémologique de Galilée, la stratégie océanique de l'Angleterre, le triomphe des idées bourgeoises et la sécularisation du politique ont du se conjuguer pour que le réseau devienne la norme de la société occidentale.

Les auteurs s'attachent ensuite à prouver que réseaux d'innovation technologique, réseaux financiers, réseaux militaires, voire réseaux plus « occultes », suivent une logique identique de fonctionnement. Ainsi sont dégagés, à l'aide d'exemples concrets, les paramètres techniques qui assurent la viabilité des réseaux et les paramètres stratégiques qui règlent leurs luttes. Les auteurs comparent aussi diverses zones de production (États-Unis, Chine, Japon, Europe) quant à leurs capacités de conduire des stratégies de domination planétaires selon la méthode du réseau. Recherche prospective sur les conditions de la puissance future, ce livre est aussi une réflexion philosophique sur le phénomène de la mondialisation qui abolit les fondements et structures de l'Ancien Monde.

● **DAMON Julien/ EMMANUELLI Xavier (préfacier).** *Des hommes en trop. Essai sur le vagabondage et la mendicité.* La Tour d'Aigues : L'Aube, 1996, 132 p.

Riche de références historiques et d'analyses sociologiques, ce court essai nous fait découvrir que sur la longue durée les collectivités publiques, confrontées aux problèmes que posent à l'ordre public et à la conscience morale les sans ressources et les sans logis, n'ont cessé de recou-

rir à des instruments puisés dans un triple répertoire : prévention, assistance, répression. On voit constamment réapparaître un concept clé de la prospective, celui d'invariant. Invariants de la prise en charge de ces populations, tout d'abord, avec les tentatives répétées de comptage, le flou persistant des définitions, le clivage durable entre « vrais » et « faux » pauvres, l'importance du critère de domiciliation (on pense à la sédentarisation toujours recommandée des ethnies nomades). Invariants également en ce qui concerne l'action collective des autorités locales, qui n'échappent au dilemme assister ou réprimer que par la mise au travail plus ou moins incitée (malaisée en période de chômage élevé) ou parle jeu de « ping-pong » dans lequel on se renvoie indéfiniment les SDF les plus instables et les plus difficiles à réinsérer.

À défaut d'une citoyenneté européenne encore utopique au bénéfice des SDF rejetés de ville en ville (idée que l'on retrouve chez P. Hassner à propos des réfugiés dans *l'Autre, hommages à Alfred Grosser*, Presses de Sciences Po), l'auteur n'a d'espoir qu'en un renouvellement profond des formes et modalités de la démocratie locale, bref une nouvelle « gouvernance urbaine ».

Bernard Cazes

● VELLAS François. *Le tourisme mondial*. Paris : Économica, 1996, 109 p.

Dans les deux premiers chapitres sont présentées, par grandes régions et par pays, les statistiques essentielles du tourisme international, ainsi que les perspectives d'évolution des flux touristiques à l'horizon 2010.

L'analyse souligne l'importance croissante de ce secteur d'activité et le dynamisme particulier de l'Asie du Sud-Est. Le classement des pays selon le nombre de touristes accueillis et selon le montant des recettes réserve quelques surprises au lecteur non spécialiste. Les deux derniers chapitres approfondissent deux aspects particuliers de ce secteur en mutation rapide : d'une part, l'évolution des relations entre le développement touristique et les transformations du transport aérien, d'autre part, l'évolution du rôle et des stratégies des principaux acteurs (grandes chaînes hôtelières, tours opérateurs, gouvernements, etc.).

Ce tour d'horizon, clair et concis, d'un secteur économique, qui représente déjà 12 % du PNB mondial et plus de 100 millions d'emplois directs, permet de mieux appréhender les enjeux de son développement soutenable à des fins de création d'emplois et d'accroissement du bien-être social.

A. M.

● ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE. *Ménages, familles, parentèles et solidarités dans les populations méditerranéennes*. Séminaire international d'Aranjuez (27-30 septembre 1994). Paris : AIDELF, 1996, 683 p.

Mélange complexe de structures anciennes et modernes, les populations méditerranéennes donnent aujourd'hui une image de profonde diversité culturelle, un raccourci des contrastes socio-démographiques entre le Nord et le Sud. Parmi ces contrastes, l'Association internationale des démographes de langue française (AIDELF) a choisi, pour son IV^e séminaire, de privilégier ceux ayant trait aux ménages, familles et solidarités au sein de la parentèle.

Dans quelle mesure peut-on décrire et expliquer l'évolution et la diversité actuelle des types de ménages et de familles ? Leurs transformations ont-elles modifié les solidarités au sein de la parentèle ? Rendent-elles nécessaires des interventions de l'État dans des domaines traditionnellement dévolus à la famille ? Quelles sont les interactions entre solidarités familiales et sociales ? Par ailleurs, l'analyse des diasporas méditerranéennes a permis d'évaluer le rôle des migrations sur, notamment, la permanence ou l'évanescence des spécificités originelles de ces populations. Une cinquantaine d'auteurs, d'une vingtaine de pays et d'horizons professionnels variés, abordent ces différentes questions dans le présent volume structuré en cinq chapitres.

Joëlle Gaymu

● MORIN Edgar/ NAIR Sami. *Une politique de civilisation*. Paris : Arléa, 1997, 250 p.

Face à une « dramatique aphasie de la pensée » induite par la crise de l'idée de progrès et par l'absence de réponse politique aux défis de notre devenir, face à l'impossibilité de penser et de déchiffrer l'avenir, les philosophes Edgar Morin et Sami Nair présentent dans ce livre à deux voix une réflexion motivante sur cet immense vertige historique. La mondialisation, le vide de l'imagination politique, la domination de l'économisme, sont en cause : ils ne laissent la place qu'à une technoscience bureaucratisée qui découpe la réalité en tranches et laisse chaque homme et chaque femme à son désarroi ; ils sont de plus à l'origine de crispations nationalistes, d'intolérances et de fanatismes religieux.

Les analyses d'Edgar Morin ont pour fil directeur la « pensée complexe », thème développé dans ses autres ouvrages, tandis que celles de Sami Nair sont dominées par l'influence du dynamisme capitaliste et de la mondialisation du libéralisme. Mais elles aboutissent à des propositions communes, à une voie « qui ne peut s'ouvrir que dans la dialectique du local et du global, du national et du mondial » : la généralisation des protections sociales de l'État providence ; la régulation de la compétition économique mondiale ; la « politique de civilisation » régénérant et développant les vertus humanistes, solidaires, rationnelles et laïques ; le « civisme planétaire » ; l'enracinement de notre appartenance à un monde commun, à « une communauté de destin terrestre », sans pour autant vouer aux gémonies l'enracinement national. C'est donc à une véritable renaissance qu'appellent les auteurs, qui rétablirait l'être humain comme moyen, fin, objet et sujet de la politique.

Stéphane Buron

● SLAUGHTER Richard A. (sous la dir. de). *The Knowledge Base of Future Studies (3 vol) : 1) Foundations 2) Organisations, Practices, Products 3) Directions and Outlooks*. Victoria (Australie) : DDM Media Group, 1996, 372 p., 418 p., 394 p.

Cette série de trois ouvrages collectifs dresse un bilan inédit et quasi exhaustif de la recherche prospective, grâce aux nombreuses contributions des experts de fondations et instituts de tous les pays spécialisés dans la prospective.

Le premier volume traite des origines de la prospective et s'interroge sur les raisons culturelles, sociales et historiques de son émergence : la plupart des États comprennent aujourd'hui qu'il est indispensable d'envisager les différents futurs possibles, de réfléchir aux différentes stratégies qui permettront une action éclairée et cohérente. Ce volume s'interroge également sur les concepts, les méthodes, et les sources majeures des recherches prospectives.

Le deuxième volume décrit l'organisation de cinq structures de recherche : Futuribles International, The World Future Society, The World Futures Studies Federation, The Future Generations Alliance Foundation, et The Future Research Department (université de Budapest). Il décrit également en quoi l'imaginaire social et les représentations influencent les travaux de telles structures, ainsi que les résultats des études prospectives : celles-ci jouent un rôle central dans la réorientation des innovations sociales, à l'aube du XXI^e siècle.

Dans le troisième volume, les auteurs s'interrogent sur les développements récents et les thèmes de prédilection des prospectivistes : de la critique féministe à l'apport de la théorie du chaos, ce sont de nouvelles directions offertes à l'étude du futur. Un certain nombre de sujets majeurs sont enfin développés : l'avenir des civilisations, des technologies, de la diversité culturelle ou encore des valeurs.

Stéphane Buron

Abstracts

Futuribles n° 219, avril 1997

Youth and Social Change, On the Necessity of Building Another Society, Alain Borredon

On three occasions youth became actors in movements of protest and/or mass demands (1986, 1990, 1994). The rise of new social actors has initiated the appearance and then the development of a new structure for action — coordination — which not only marked a very important change in the parameters of collective action but expressed transformations which were just as significant in the realm values.

But the young are only occasional actors : they demand or hope for a genuine recognition of their place which is precisely what is most often refused and thus there results a crisis of youth, a symptom of a crisis of society which swings between the risks of implosions and the risks of explosions. The young remind us that it is necessary to build another society based on another ethic and on other social relationships, a society which would accord the human being both his individuality and social identity. Thus a possible way out from the crisis emerges around this new way of acting and understanding together constituted by the system of co-action.

From the Earthquake of Kanto to the Earthquake of Kobe. Utility and Limits in Forecasting Catastrophes, Bernadette de Vanssay

September 1923 : the great earthquake of Kanto causes thousands of death and immense damage in Japan.

January 1995 : the terrible earthquake of Kobe, in its turn, sows consternation.

Have we learned nothing during the seventy two years which separate these two earthquakes either as to forecasting or prevention ? Bernadette de Vanssay reports in the present article on the one hand about these two earthquakes and on the

other about a remarkable book by Peter Hadfield « 60 Seconds that Will Change the World : the Coming Tokyo's Earthquake ».

She shows how much the development of seismological knowledge is recent, fragmented and controversial. Worse, she shows how little public policy takes account of scientific knowledge, the extent to which economic and social actors ignore the risks even if they are « highly probable in the near future ».

The analysis relates to seismic risks in Japan, but the readers of *Futuribles* will not be mistaken : it applies broadly as well to risks of other kinds in the West as well as in the East.

Strategic Future Studies. Differences and Complementarities, Michel Godet

Michel Godet is publishing a *Manual of Strategic Future Studies* this month. Why this new name ? He explains it here at first by recalling the basic concept of future studies and then summarizing the most recent thinking on strategy and finally concluding that if the futurist and the strategist are facing the same challenge — foresee then act — the two concepts remain quite distinct while being eminently complementary.

Immigration : the American Laboratory, Nicole Morgan, Rémy Oudghiri

The two articles which we are publishing here report on the debate already under way in the United States on immigration, its melting pot experience and its ability to integrate socially minorities and foreigners.

First, Nicole Morgan outlines the point of view of David N. Kennedy and George J. Borjas as they stated it in two recent articles published in the magazine *The*

Atlantic Monthly. These articles emphasize the influence of socio economic factors (the advantages and costs of immigration) as against the cultural issue and each in their own way raises the issue of the ability of American society and the economy to achieve integration given the quality of the immigrants.

Rémy Oudghiri reports on the book by Dale Maharidge *The Coming White Minority* which shows the fear of whites in the process of becoming a minority in Cali-

fornia and underlines the risk of seeing society disrupted by stronger segregation. R. Oudghiri also shows how much the economic dynamism of California favours the process of integration.

These two papers put into perspective the importance of the ethnic and cultural differences always brought up in numerous debates. They underline on the other hand the role of social and economic factors which often are underestimated in Europe.

Futuribles is a monthly independent transdisciplinary policy oriented journal (11 issues a year). Its objective is to provide its readers with a better understanding of contemporary societies dynamics, those facts, ideas and trends shaping their medium and long term possible futures.

Chief Editor : Hugues de Jouvenel

Futuribles : 55, rue de Varenne, F-75007 Paris, France. Tél. (33) 01 42 22 63 10.
Fax (33) 01 42 22 65 54 E-Mail : futuribl@pratique. fr

Pourquoi futuribles ?

Nous traversons une période de turbulence résultant de mutations profondes aux plans géopolitique, technologique, économique, écologique, social, culturel et politique ; le plus difficile aujourd'hui étant sans doute de dégager d'une information pléthorique les éléments pertinents pour une meilleure compréhension d'un monde contemporain en plein bouleversement.

Bouleversement géopolitique avec la chute du mur de Berlin, la guerre du Golfe, la transition amorcée à l'est, les épreuves qu'affronte le sud, et l'émergence peut-être d'un monde multipolaire tout différent de celui d'hier.

Bouleversement par la technologie, le jaillissement de l'informatique dans les usines et les bureaux, l'apparition de nouveaux matériaux et d'une capacité révolutionnaire à manipuler les gènes. Pour le meilleur comme pour le pire.

Bouleversement dans le fondement même de nos économies de plus en plus tertiaires, de moins en moins dépendantes des richesses du sol et du sous-sol et donc de l'énergie, mais de plus en plus tributaires d'investissements immatériels (y compris humains), ignorant où combien les frontières. D'où l'avènement d'une économie planétaire, l'explosion de la finance, la dissociation de la croissance et de son traditionnel corollaire, l'emploi.

Bouleversement de nos modes de vie du fait d'une durée de vie plus longue, d'une activité professionnelle plus courte et plus précaire, de l'explosion du marché des loisirs et de la communication, de la transformation radicale des valeurs et des comportements.

Sans parler ici des rapports de l'homme avec la biosphère, de l'effet de serre, de la crise de nos systèmes de protection sociale pris en étau entre les impératifs de la compétitivité internationale et l'accroissement des besoins sociaux liés au vieillissement démographique, à la santé, au chômage...

L'accélération du changement conduit à une multiplication des urgences mais exige, de notre part, un peu de **recul et de réflexion**, seuls garants aujourd'hui de notre **liberté de penser** et de notre **volonté d'agir** hors de la stricte contrainte des événements.

D'où la nécessité de la réflexion prospective, d'une fonction de veille et d'évaluation permanente vis-à-vis des tendances et des enjeux vraiment importants pour notre avenir. Cette réflexion, conduite avec le concours des meilleurs spécialistes mondiaux, se trouve chaque mois dans la revue *Futuribles*, une revue pour comprendre, une revue pour agir.

futuribles

analyse et prospective

NUMÉRO 219

AVRIL 1997

<i>Choix de société</i>	3
<i>Hugues de Jouvenel</i>	
<i>Les jeunes et le changement social.</i>	
<i>De la nécessité de construire</i>	
<i>une autre société</i>	5
<i>Alain Borredon</i>	
<i>Du séisme de Kanto au séisme de Kobé.</i>	
<i>Utilité et limites de la prévision</i>	
<i>des catastrophes</i>	25
<i>Bernadette de Vanssay</i>	
<i>La prospective stratégique.</i>	
<i>Prospective-stratégie : différences</i>	
<i>et complémentarités</i>	45
<i>Michel Godet</i>	

FORUM

<i>Immigration : le laboratoire américain</i>	59
<i>Nicole Morgan, Rémy Oudghiri</i>	

ACTUALITÉS PROSPECTIVES **73**

La santé : existe-t-il une recette miracle ? Cybermorale. Citoyenneté européenne. Emploi-formation en France à l'horizon 2005. États-Unis : controverse sur la dégradation des ghettos noirs. L'animal domestique virtuel. Le sentiment d'insécurité en Europe. Omnivores *vs.* végétariens. Prospective et management (bis). Créations d'emplois aux États-Unis (1989-1995). Prix de la communication culturelle Nord-Sud 1997.

BIBLIOGRAPHIE

<i>Analyses critiques</i>	87
<i>Comptes rendus</i>	107

